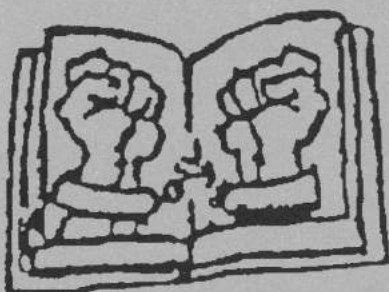


Cahiers du mouvement ouvrier



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 15 - OCTOBRE 2001

REVUE TRIMESTRIELLE

PRIX : 50 F

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication :

Jean-Jacques Marie

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : <http://assoc.wanadoo.fr/cermtri>

email : cermtri@wanadoo.fr.

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 5
- **Le fait du prince** p. 9
- **Babeuf, Tarlé et Lénine** p. 13
(Jean-Marc Schiappa)
- **Benoît Malon :**
les grèves du Creusot de 1870 (suite) p. 19
- **Pages oubliées : Jaime Vera :**
rapport présenté à la Commission de réformes sociales
par le groupe socialiste de Madrid en 1883 p. 33
- **Roubanovitch :**
le pogrome de Kichinev (1903) p. 41
- **Le mouvement ouvrier irlandais**
et les Internationales socialiste et communiste
(1917-1921) p. 53
(Emmet O'Connor)
- **Une discussion sur les rouges, les blancs et la révolution**
dans la Russie d'aujourd'hui p. 61
- **A. Grigoriev :**
la lutte dans le Parti communiste russe et le Comintern
sur les questions de la politique en Chine
(1926-1927) p. 67
- **Ivan Panikarov :**
Kolyma dans les années 1930 p. 77
- **Voyage dans les archives du bureau politique**
du PC de l'URSS p. 87
(Jean-Jacques Marie)

- **Valéri Essipov :**
Varlam Chalamov et Alexandre Soljenitsyne p. 93

- **Les manifestants de la place Rouge**
d'août 1968 p. 105
(Léonide Petrovski)

- **Stoian Mikhailov (Bulgarie) :**
léninisme, trotskysme et stalinisme p. 119

- **Chronique des falsifications... et des énormités :**
Jean-Claude Guillebaud, Alexandre Adler p. 127

- **Notes de lecture :**
Le baron Ungern, Dictionnaire biographique
de l'Internationale communiste, La Négociation p. 131

- **Les archives du CERMTRI p. 141**

Présentation

CE numéro commence par une rubrique contemporaine : “Le fait du prince”. Le président du Centre national du livre, J.-S. Dupuit, oppose toujours le silence à la demande qui lui a été faite et répétée depuis le 7 mai de nous indiquer les raisons pour lesquelles il refuse d’accorder une subvention à la publication des *Cahiers du mouvement ouvrier*, qui répond pourtant aux impératifs qui nous avaient été indiqués (il est vrai, oralement) : publication régulière n’émanant pas d’un parti ni d’un syndicat, diffusion attestée de plus de 300 exemplaires, expression d’un intérêt général (l’histoire du mouvement ouvrier peut difficilement être considérée comme relevant d’un intérêt particulier).

L’article de Jean-Marc Schiappa éclaire un détail peu connu d’une rencontre entre Lénine et l’historien monarchiste libéral Eugène Tarlé à propos du fondateur du communisme, Babeuf.

Nous publions ensuite, toujours avec l’aimable autorisation du bulletin de la Société des amis de Benoît Malon, la suite des articles de ce membre fondateur de la Première Internationale sur les grandes grèves du Creusot du printemps 1870. On y voit la justice de l’Etat s’acharner contre l’exercice du droit de grève, pourtant reconnu par la loi depuis 1864. Il est vrai qu’Eugène Schneider, le maître tout-puissant des mines du Creusot, est aussi, symbole du régime de Napoléon III, le président du Corps législatif.

Le texte de Jaime Vera, socialiste espagnol, montre comment, à l’époque de la constitution du mouvement ouvrier en Espagne, en 1883, les socialistes répondaient à l’invitation des autorités à s’associer avec elles pour élaborer ensemble une série de mesures concernant la classe ouvrière...

A l’heure où un révisionnisme plus ou moins déclaré tente, en Russie surtout, où l’Eglise orthodoxe n’a pas craint de canoniser le tsar Nicolas II, à escamoter les responsabilités directes des autorités

tsaristes dans les pogromes qui ont ravagé la Russie de 1903 à 1906, la publication du dossier constitué par le socialiste-révolutionnaire russe Roubanovitch dès 1903 rappelle quelques vérités, peut-être élémentaires, mais sans doute utiles.

La discussion entre Grigori Pomerantz et l'ultra-orthodoxe Andreï Zoubov, dont nous citons quelques passages, rappelle aussi à propos de la révolution russe de 1917 quelques vérités utiles, mais occultées à l'époque du *Livre noir* triomphant.

Emmet O'connor présente les débuts du mouvement communiste en Irlande, au lendemain du soulèvement nationaliste de 1916, écrasé dans le sang par l'armée britannique, qui fusilla son principal dirigeant, James Connolly, dont le fils fut l'un des fondateurs du communisme irlandais.

De 1925 à 1927, une grande vague révolutionnaire ébranle la Chine, ravagée par les entreprises des "seigneurs de la guerre", manipulés par les puissances coloniales (Angleterre, France, Japon), qui veulent s'assurer le contrôle et le pillage de cet immense empire. L'essor du mouvement révolutionnaire donne un nouvel élan à la discussion dans le Parti bolchevique russe. C'est à cette discussion que sont consacrés les trois premiers volumes d'une série de cinq, de documents en grande partie inédits publiés à Moscou. Ce numéro commence à publier la longue introduction du professeur Vassiliev.

L'article de Panikarov, chercheur qui vit à Magadan et travaille sur le Goulag dans l'immense territoire de Kolyma, qui atteint à la fin des années 1930 les dimensions d'un territoire égal à quatre fois la surface de la France, illustre l'extension et les transformations du système concentrationnaire stalinien. Le lecteur sera peut-être surpris par sa conclusion, où il affirme que les quelque 200 000 habitants de la région de Magadan, placés dans l'impossibilité de quitter le territoire vu le prix exorbitant du billet d'avion, seul moyen de transport, se trouvent toujours dans une sorte d'immense camp de concentration sans barbelés, gardiens ni miradors...

Ce numéro commence ensuite la publication de procès-verbaux (commentés) du bureau politique du Parti communiste russe en 1936, à l'époque de la préparation des procès de Moscou. Ces procès-verbaux illustrent le fonctionnement de cette instance à une époque où Staline entreprend d'en restreindre le poids et la place, et le réduit en fait au rôle de chambre d'enregistrement, rôle que ne joue même plus le comité central, qu'il va commencer à décimer à partir de février 1937.

Le premier écrivain soviétique qui ait fait publier en Occident ses œuvres consacrées au Goulag est Varlam Chalamov, dont les *Récits de Kolyma* ont été publiés dans la collection des Lettres nouvelles, dès 1961. En Occident, Soljenitsyne a éclipsé Chalamov avec la pu-

blication de *l'Archipel du Goulag* (1973-1975). Longtemps après la mort de Chalamov, Soljenitsyne, qui n'a pas craint de déjeuner avec Vladimir Poutine, l'ancien lieutenant du KGB, et d'en faire publiquement l'éloge, a jugé bon de s'acharner sur Chalamov, auquel il reproche une certaine fidélité à ses enthousiasmes révolutionnaires de jeunesse (rappelons que Soljenitsyne adressait le même reproche à Boris Souvarine, lorsque ce dernier lui démontra l'inanité du roman-feuilleton sur Lénine et l'argent allemand). Valeri Essipov rétablit un certain nombre de vérités sur la place réelle des deux hommes...

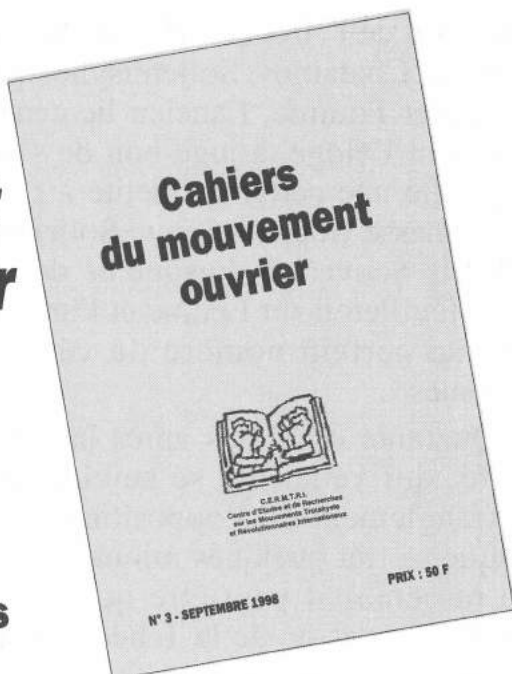
Quarante et un ans après la manifestation en l'honneur d'Adolf Ioffé, qui venait de se suicider en signe de protestation contre l'étranglement de l'opposition par Staline, une manifestation publique se tint quelques minutes sur la place Rouge, à Moscou : elle ne rassemblait peut-être que huit manifestants, qui protestèrent contre l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie et qui payèrent cher leur acte de courage, mais son retentissement ultérieur fut énorme. Leonide Petrovski, membre du mouvement dissident à cette époque, leur consacre un récit qui comporte des documents inédits en France et, à travers l'exemple de Larissa Bogoraz, l'une des manifestantes, montre le sort misérable réservé aujourd'hui par les nomenklaturistes d'hier, reconvertis en démocrates-privatisateurs-destructeurs, à ceux qui se sont battus hier contre la bureaucratie et son appareil policier : celui de quasi-parias...

Stoian Mikhailov, ancien membre du secrétariat du comité central du PC bulgare, qu'il a quitté il y a plusieurs années, a publié en 2000, à Sofia, un énorme livre consacré au totalitarisme stalinien. Nous en extrayons, avec son accord, les pages où il analyse les rapports entre léninisme, trotskysme et stalinisme.

Aujourd'hui, où plus que jamais on écrit — et où l'on montre à la télévision — n'importe quoi, la "Chronique des falsifications" (et des énormités, du genre de celle relevée ci-après sur le "quinquennat sans Dieu", élaboré, à en croire un journaliste, par Lénine "*dans les années 30*", c'est-à-dire au bas mot six ans après sa mort, antérieure elle-même de cinq ans au premier "quinquennat" !) devrait être beaucoup plus riche qu'elle ne l'est. Nous sollicitons en ce sens la collaboration de nos lecteurs pour enrichir cette indispensable chronique.

Soutenez les Cahiers du mouvement ouvrier

- Abonnez-vous.
- Les quatorze premiers numéros sont encore disponibles. Et toujours, nos conditions spéciales d'achat de la collection (nos 1 à 12).



Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **50 francs**

Abonnement annuel (quatre numéros) : **180 francs**

Nom, prénom :

Adresse :

Abonnement d'un an :

- à partir du n° 13 à partir du n° 14
 à partir du n° 15 à partir du n° 16

Commande du (des) n° (nos) :

La collection des nos 1 à 12
est vendue au prix de 300 francs + 50 francs de frais de port

Chèques à l'ordre du CERMTRI
(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)
A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

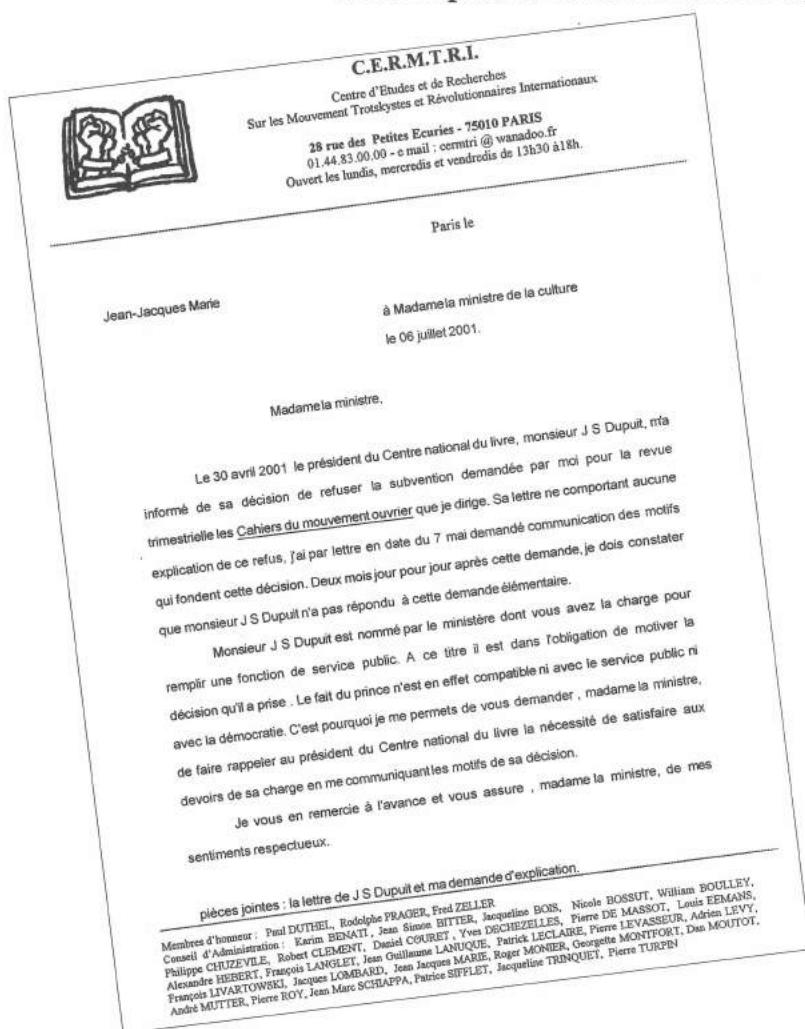
Le fait du prince

Dans le n° 14 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, nous avons publié la lettre du président du Centre national du livre, J.-S. Dupuit, annonçant sa décision de refuser d'attribuer une subvention à notre revue sans fournir le moindre motif à cette décision ; nous avons publié ensuite notre lettre à J.-S. Dupuit, par laquelle nous demandions à avoir connaissance des motifs de cette décision.

Le 6 juillet, constatant l'absence de réponse de M. J.-S. Dupuit, nous avons adressé une lettre à Madame la Ministre de la Culture, à ce jour restée sans réponse.

Ce refus de répondre à une simple demande d'explication suggère pour le moins que les motifs de J.-S. Dupuit ne doivent pas être d'une extrême solidité. C'est pourquoi, le 4 septembre, nous avons adressé individuellement à chaque membre de la commission des Sciences humaines et de la société sur l'avis de laquelle J.-S. Dupuit affirme fonder sa décision la lettre suivante.

A la date à laquelle ce numéro est mis sous presse, nous n'avons aucune réaction à cette lettre. Nous ne sommes évidemment nullement décidés à rester passifs devant ce silence obstiné.



Deux lettres... et pas de réponse !

Jean-Jacques Marie
à Madame la Ministre de la Culture

Le 6 juillet 2001

Madame la Ministre,

Le 30 avril 2001, le président du Centre national du livre, M. J.-S. Dupuit m'a informé de sa décision de refuser la subvention demandée par moi pour la revue trimestrielle *Les Cahiers du mouvement ouvrier*, que je dirige. Sa lettre ne comportant aucune explication de ce refus, j'ai, par lettre en date du 7 mai, demandé communication des motifs qui fondent cette décision. Deux mois jour pour jour après cette demande, je dois constater que monsieur J.-S. Dupuit n'a pas répondu à cette demande élémentaire.

M. J.-S. Dupuit est nommé par le ministère dont vous avez la charge pour remplir une fonction de service public. A ce titre, il est dans l'obligation de motiver la décision qu'il a prise. Le fait du prince n'est en effet compatible ni avec le service public ni avec la démocratie. C'est pourquoi je me permets de vous demander, Madame la Ministre, de faire rappeler au président du Centre national du livre la nécessité de satisfaire aux devoirs de sa charge en me communiquant les motifs de sa décision.

Je vous en remercie à l'avance et vous assure, Madame la Ministre, de mes sentiments respectueux.

Pièces jointes : la lettre de J.-S. Dupuit et ma demande d'explication.

•
•

Jean-Jacques Marie
aux membres de la commission
Sciences de l'Homme
et de la société du Centre national
du livre

Le 4 septembre 2001

Madame, Monsieur,

Le 30 avril 2001, M. J.-S. Dupuit m'adressait la lettre ci-jointe, m'informant de sa décision de ne pas accorder aux *Cahiers du mouvement ouvrier* la subvention que j'avais sollicitée.

Le 7 mai, j'ai demandé à J.-S. Dupuit, par lettre dont je vous communique copie, de me faire connaître les raisons de cette décision. La communication de ces raisons est à la fois une exigence morale, un respect de la démocratie la plus élémentaire et un devoir du service public auquel appartient le CNL, et donc son président

A la date du 5 septembre, soit quatre mois après cette demande, dont nul ne

peut contester la légitimité, je n'y ai reçu aucune réponse.

J.-S. Dupuit me semble confondre responsabilité du service public et fait du prince et, ce faisant, se tromper de siècle.

Le silence qu'il oppose à ma demande, c'est-à-dire son refus de répondre, ne pourrait se comprendre que si les raisons du refus étaient inavouables, mais je suis certain qu'une commission composée de personnalités aussi éminentes que les

vôtres ne peut avancer que des motifs hautement avouables à ses propositions de décision.

C'est pourquoi je me permets de vous demander d'intervenir auprès du président du CNL pour qu'il veuille bien déférer à ma demande d'explications.

Je vous en remercie à l'avance et vous assure de mes sentiments démocratiques.



Babeuf, Tarlé et Lénine

(Jean-Marc Schiappa)

La rencontre de l'historien Tarlé parlant de Babeuf et de Lénine dans une revue russe en 1898 peut paraître au premier regard étonnante.

Eugène Tarlé appartiendra quelques années plus tard au parti constitutionnel-démocrate (dit de par ses initiales Cadet), parti monarchiste libéral. En décembre 1918, Lénine fera décréter hors la loi ce parti, dont les dirigeants seront alors liés aux fondateurs de l'Armée contre-révolutionnaire dite des "volontaires", dans le sud de la Russie.

Eugène Tarlé restera en Russie ; après avoir été mêlé par le Guépéou, en 1931, à un imaginaire complot contre-révolutionnaire d'historiens et exilé quelque temps à Alma-Ata, il reviendra en grâce et pourra publier ses travaux, en particulier sur Napoléon, dont il écrira une biographie retentissante en 1937. Cette biographie sera d'abord dénoncée dans la *Pravda* et les *Izvestia* du 11 juin 1937, avant d'être "réhabilitée" le lendemain même par une note de la rédaction dans ces deux journaux centraux de l'URSS (1).

Dans sa biographie de Lénine, Dmitri Volkogonov écrit : « *Lénine ne fait pas référence à Gracchus Babeuf, mais de nombreuses décisions du dirigeant bolchevique après juillet 1917 sont tout à fait proches de la "conjuración des Egaux". Le professeur Sviatlovski, dans sa préface au livre de Buonarotti, Gracchus Babeuf et la conjuration des Egaux, écrit que les représentants du volontarisme révolutionnaire ont été non seulement Babeuf, Blanqui, Karl Marx, mais aussi les marxistes de gauche, parmi lesquels il cite Lénine* » (2).

En 1927, le menchevik Potressov écrira dans le journal de l'émigration *Dni* que la révolution d'Octobre descendait "non seulement du communiste Babeuf, mais aussi de Robespierre et de ses amis" (3).

(1) Cf. les pages consacrées à cette affaire dans : Jean-Jacques Marie, *Staline*, pp. 511-512.

(2) Dmitri Volkogonov : *Lénine*, édition russe, tome 1, p. 268.

(3) Cité par Volkogonov, *ibidem*, p. 278.

Le point de départ d'une riche tradition...

EN 1898, dans la revue libérale *Boji Mir* ("Le Monde de Dieu"), éditée à Saint-Pétersbourg, l'historien russe Tarlé signe un article intitulé "*Delo Babefa*" ("Le procès de Babeuf"). Cette revue était un mensuel littéraire et de vulgarisation scientifique publié entre 1892 et 1906 ; elle changea alors de nom, devenant *Sovremenny Mir*, avant de disparaître en 1918. L'article de Tarlé, recueilli en 1903, était le premier article d'histoire sur Babeuf publié dans la presse russe légale et, d'un certain point de vue, doit être considéré comme le point de départ de la riche tradition russe et soviétique d'étude de la Conjuración de Babeuf (1).

Cette littérature connut un essor considérable à la suite de la révolution d'Octobre, dans les années 1920, avant de disparaître sous Staline. S'il n'y avait que cet aspect pionnier, l'article de Tarlé présenterait déjà un intérêt considérable. Mais c'est ici, dans cette revue légale de la fin du siècle dernier, que se croisent les destins passionnants et différents de l'historien Tarlé, du communiste Babeuf et de Vladimir Ilitch Oulianov, qui sera bientôt appelé Lénine, comme on le sait.

Il est indispensable de revenir brièvement sur l'article de Tarlé. Tarlé s'est appuyé essentiellement sur l'œuvre d'Advielle, à cette époque la plus importante étude sur Babeuf. Relevons que Tarlé ci-

te la célèbre lettre de Babeuf à Dubois de Fosseux : "*Avec la somme générale de connaissances maintenant acquise, quel serait l'état d'un peuple dont les institutions sociales seraient telles qu'il régnerait indistinctement, dans chacun de ses membres individuels, la plus parfaite égalité, que le sol qu'il habiterait ne fût à personne, mais appartînt à tous, qu'enfin tout fût commun, jusques aux produits de tous les genres d'industries ? De semblables institutions seraient-elles autorisées par la loi naturelle ? Serait-il possible que cette société subsistât, et même, que les moyens d'observer une répartition absolument égale fussent praticables ?*"

Babeuf mettait en accusation "*le féodalisme apparu par vols et brigandages*", car au Moyen Age, seuls les plus rusés et les plus forts pouvaient devenir riches et nobles. Mais ces rapaces avaient besoin de consolider leurs acquis. Et les lois d'Etat sont apparues pour consolider cette inégalité à jamais.

(1) E. V. Tarlé, "*Delo Babefa*", paru dans *Mir Boji*, 1898, n° 4 ; repris dans *Ocerki i kharakteriski iz istorii evropejskovo obscestvenovo dvijeniija v XIX veke* (titre français : "*Esquisses et caractéristiques du mouvement social européen au XIX^e siècle*", Saint-Pétersbourg, 1903). Comme on le verra, la critique de M. Dommanget, *Pages choisies de Babeuf*, Pans, 1935, pour qui cet article ne présente que "*des indications purement biographiques*" (p. 34), est erronée.

Tarlé s'appuie sur Advielle et le cite fréquemment, erreurs comprises. Parmi les erreurs de Tarlé, notons les plus importantes au niveau des faits.

Le *Manifeste des Egaux* aurait été imprimé et collé dans Paris ; ce qui crée confusion entre l'œuvre de Sylvain Maréchal, qui ne fut jamais imprimée et diffusée, et le *Manifeste des plébéiens*, publié à l'automne 1795 dans le journal de Babeuf.

Le Club du Panthéon est présenté comme antérieur au 13 vendémiaire et il est qualifié comme étant "la société de Babeuf", alors que ce fut une création contrôlée, au départ, par le Directoire exécutif.

Dans son journal, *Le Tribun du Peuple*, Babeuf parlait de la réorganisation de la société : "*Le but de la société est le Bonheur Commun.*" "*Quant aux moyens de mettre en pratique ce programme, il n'en parle pas*", commente Tarlé. Ce qui est inexact. Et Tarlé déclare ignorer les raisons de ce silence.

Les Egaux voulaient organiser une "révolution de rue" et non une révolution "de palais" ; Babeuf "comptait essentiellement sur l'aide du peuple dans les moments nécessaires" ; les Egaux éditèrent, ajoute Tarlé, une "série de proclamations pour expliquer au peuple dans les moindres détails comment agir au jour prévu pour éviter la défaite des conspirateurs" ; elles émanaient d'un Directoire secret, qui "n'avait pas confiance dans ses agents secondaires et dans les initiatives des masses".

Appréciations qu'on peut ne pas partager, surtout à la lecture des textes mêmes des babouvistes.

Ce Directoire réglait jusqu'au moindre détail, poursuit Tarlé. "*La lutte devait être très cruelle... Les terroristes de 1793 font figure de mauviettes quand on les compare aux babouvistes*", affirme Tarlé, de manière exagérée. Babeuf accusait la Révolution en précisant qu'il "était temps de la compléter par des réformes sociales". "*Il met comme préalable à l'exécution de tous ses plans la prise du pouvoir et il reconnaît qu'un appareil gouvernemental est nécessaire pour le bien-être de la société*" (Tarlé).

Relevons, enfin, des termes que les centralistes révolutionnaires russes pouvaient (et ont pu) savourer : la présentation de la Conjuración comme structurée autour d'une "*direction centrale, travaillant dans la clandestinité absolue*", afin de pouvoir "*agir comme une seule armée*".

En conclusion, Tarlé qualifie Babeuf de "personnage très important", dont "*la signification historique ne consiste pas en une innovation théorique (...), mais (...) comme représentant des protestations contre la réaction à la fin de la Révolution*". Il était "*précurseur des soulèvements sociaux du XIX^e siècle*", mais pas "*un penseur original*" (2).

Le croisement des destinées de Babeuf, Tarlé et Lénine se retrouve, dans ses détails, dans le tome 4 des *Œuvres* de Lénine (3). La revue *Mir Boji* y est citée dans des conditions telles que sa lecture régulière (au moins pour l'année 1898) par Lénine ne fait aucun doute :

— référence page 25, dans la note "*A propos de notre statistique des fabriques et des usines*" (rédigée, nous dit le recueil, en août 1898), au n° 4 de 1898 et aux travaux de Tougan-Baranovski publiés dans ce numéro ;

— référence à ces mêmes travaux, page 31 ;

— citations de l'article "*Capitalisme ou marché*", du même auteur, publié dans le n° 6 de cette revue aux pages 55, 56 et 62 dans l'article "*Note sur la théorie des marchés*" ;

— et surtout, "*Compte rendu sur le livre de Bogdanov*", rédigé en février 1898 et publié en avril dans *Mir Boji*, dans la même livraison, donc, que l'article de Tarlé sur Babeuf. Cette note de Lénine fait partie des multiples comptes rendus de lecture, traductions, notes — certaines ont été publiées, parfois dans la presse légale, parfois dans la presse clan-

(2) Nous avons rétabli l'orthographe de Babeuf, qui souhaitait une réforme de l'orthographe. La traduction de l'article de Tarlé nous a été fournie par M^{me} Marguerite Lourié, que nous tenons à saluer et à remercier en cette occasion.

(3) V. I. Lénine, *Œuvres*. éd. française, tome 4, pp. 25, 31, 51 à 56, 62 et 45 à 53.

destine —, qui ont fait partie de l'énorme travail préparatoire du *Développement du capitalisme en Russie* (4).

Il est donc à peu près certain que Lénine a lu le numéro de *Mir Boji* dans lequel son propre article fut publié. Il en fait état dans ses études du mois d'août. Le premier article publié dans la presse russe légale sur Babeuf voisine dans la même revue avec un article de Lénine.

Lénine a-t-il lu l'article de Tarlé ? C'est plus que probable. En a-t-il tiré profit ? Et surtout, de quelle manière ? Dans la célèbre "protestation des social-démocrates de Russie" contre le *Credo* des économistes, Lénine soutient que le "marxisme a indiqué la position juste, éloignée de l'exagération du rôle de la politique et de la conspiration (blanquisme)" (5). S'agit-il d'une influence venue de Babeuf via Tarlé ? C'est possible, mais il faut noter surtout que la même idée (au demeurant très courante dans la social-démocratie internationale) se trouve déjà dans "Les tâches des social-démocrates russes" (6), polémique contre les marxistes légaux et affirmant, contre "les traditions du blanquisme, de la conspiration", que "les social-démocrates ne croient pas aux complots", c'est-à-dire très exactement la même idée qu'en 1899, mais écrite en 1897, avant donc l'article de Tarlé.

Lénine cite très rarement Babeuf. Toujours très précieux dans ce genre de recherches, l'*Index des Œuvres* (7) donne seulement deux références :

a) contre les socialistes-révolutionnaires sur la gestion agraire, en 1903 (donc, la même année que le recueil de Tarlé et postérieurement à son article) (8) ;

b) dans les *Cahiers philosophiques*, en résumant les études de Marx et Engels ("résumé de *La Sainte Famille*"), où il suit presque mot à mot le texte original (9), et donc en aucune manière dans la défense de sa propre conception de la construction du parti révolutionnaire.

Or les accusations de "blanquisme" et de "jacobinisme" contre Lénine et les bolcheviks furent, on le sait, très fréquentes. Mais, très curieusement, Babeuf, qui fonda, en quelque sorte, la méthode de construction d'un parti ouvrier

révolutionnaire : centralisation, construction par le sommet, "Directoire secret" babouviste cherchant à étendre ses ramifications, cooptation, discussion démocratique et en même temps homogénéité, structuration autour d'un journal..., n'est jamais mentionné dans les arguments de Lénine en faveur d'une telle organisation.

A cela, on peut rétorquer avec juste raison, comme Jean-Jacques Marie, que "toute organisation de combat, quelle que soit sa nature, répond à des nécessités identiques" (10). Ainsi, dans *Que faire ?*, répondant à la question "De quel type d'organisation avons-nous besoin ?", Lénine écrit : "La tentative de prise de pouvoir prônée par la propagande de Tkatchev (...), et qui réellement effrayait, avait de l'allure" (11). Dès 1904, Lénine confiait à Bontch-Brouévitch que Tkatchev était "plus proche de nous que bien d'autres" (12).

F. Venturi, le grand spécialiste du populisme russe, écrit, sur la pensée sociale de Tkatchev : "Il paraît difficile de ne pas y voir une dérivation de Babeuf" (13). Enfin, l'historien qui a examiné de plus près la pensée de Tkatchev, B. P. Kozmine, a parlé de l'influence de Buonarroti, hypothèse plus que plausible. Il ne s'agit pas ici de reprendre l'étude de la pensée sociale, et surtout des conceptions organisationnelles de Tkatchev, même si on peut trouver des réminiscences babouvistes et des emprunts di-

(4) V. I. Lénine, "Développement du capitalisme en Russie", dans *Œuvres*, tome 3, pp. 7-674.

(5) V. I. Lénine, *Œuvres*, tome 4, p. 181.

(6) V. I. Lénine, "Les tâches des social-démocrates russes", dans *Œuvres*, tome 2, p. 347.

(7) *Index des Œuvres* de V. I. Lénine, tome 1, p. 223.

(8) V. I. Lénine, "L'aventurisme révolutionnaire", dans *Œuvres*, tome 6, p. 207.

(9) V. I. Lénine, *Œuvres*, tome 38, p. 37 et p. 42.

(10) Jean-Jacques Marie, Introduction à *V. Lénine, Que faire ?*, Paris, 1966, p. 24.

(11) V. I. Lénine, *ibidem*, p. 230.

(12) D. Shub, *Lénine*, Paris, 1972, p. 318 (ouvrage que l'on peut discuter sur de nombreux aspects).

(13) F. Venturi, *Les Intellectuels, le peuple, la révolution*, Paris, 1972, tome 2, p. 686.

rects chez Tkatchev, qui avait publié dans sa revue *Nabat* des textes sur Babeuf.

Dans sa polémique contre les socialistes-révolutionnaires (14), Lénine rompt des lances contre les S-R, qui entendent "*faire voisiner dans un programme minimum la socialisation de la terre et les coopératives ; il fallait avoir pour cela, avouons-le, un rare courage civique. Notre programme minimum, c'est, d'une part, Babeuf, d'autre part, M. Lévitki. Il fallait y penser*" (1902). Notons que Babeuf, décrit par beaucoup

comme un partisan de la loi agraire, du "Partage Noir", est présenté, à juste titre, par Lénine comme étant un partisan de la communauté des sols.


Jean-Marc Schiappa

(14) V. I. Lénine, "*L'aventurisme révolutionnaire*", dans *Œuvres*, tome 6, p. 207. Sur les relations entre le "jacobinisme" et Lénine, on peut consulter J.-P. Joubert, "*Lénine et le jacobinisme*", dans *Les Cahiers Léon Trotsky*, 1986, n° 30, pp. 31 à 45.

Association pour le colloque international Babeuf

**PRÉSENCE DE BABEUF
LUMIÈRES, RÉVOLUTION, COMMUNISME**

Sous la direction de
Alain MAILLARD, Claude MAZAURIC,
Eric WALTER



PUBLICATIONS DE LA SORBONNE
1994

**Benoît Malon :
les grèves
du Creusot
de 1870**

(III)

Les nos 11 et 12 des *Cahiers du mouvement ouvrier* ont reproduit une première série d'articles de Benoît Malon, réédités récemment par la société des Amis de Benoît Malon. Ce dernier y raconte le déroulement de la grève des mineurs du Creusot (qu'il orthographie Creuzot) en mars 1870.

Le directeur des mines, Eugène Schneider, était en même temps président du Corps législatif. Aussi la répression — à l'aide de l'armée elle-même — s'abattit-elle vite sur les grévistes, dont les "meneurs" furent arrêtés et traînés devant les tribunaux d'une justice aux ordres.

Dans les textes de plaidoiries que Benoît Malon cite ou résume, nous avons pratiqué trois coupures, indiquées par (...).

Les notes de bas de page sont de Claude Latta.

Nous respectons l'orthographe "Creuzot" de Benoît Malon.

Les lettres VIII à XIII de Benoît Malon

Lettre VIII

Tribunal correctionnel d'Autun

Suite de la séance du 9 avril 1870

M^e Frémont commence sa plaidoirie, dont je vous adresse le résumé suivant :

« Le réquisitoire du procureur impérial me frappe d'étonnement. Il parle d'une population heureuse, dévouée et confiante, qui, tout à coup, sans raison aucune, contre ses intérêts, devient subitement hostile et se met en grève, en insurrection, dit-il. Portons la question sur son véritable terrain. Avons-nous le droit de nous mettre en grève ? Oui, d'après la loi de 1864 (1), et vous n'oseriez soutenir le contraire. Les ouvriers anglais savent que la grève est un désastre, dites-vous ; les ouvriers français le savent aussi et, ici, comme ailleurs, la grève est un moyen extrême. Ils sont bien forcés de passer outre, ces ouvriers, quand le salaire ne suffit pas à donner le pain à la famille, et les ouvriers du Creuzot sont dans ce cas, leur misère est extrême. Vous dites que les ouvriers anglais savent que le salaire ne résulte pas du libre accord des volontés, mais de l'ensemble des nécessités économiques.

Je ne sais si les Anglais le comprennent : ainsi, je ne sais pas non plus si la vérité est là.

Au-dessus des nécessités de la concurrence, il y a le droit de vivre, et quand le salaire ne donne pas la vie à celui qui travaille, je dis que les institutions économiques sont vicieuses et qu'il faut les réformer. Vous avez exalté les grèves anglaises, pourquoi rabaisser les autres pays ? Qu'avez-vous à reprocher aux grèves de Paris, de Lyon, de Marseille, de Genève, de Bruxelles et de tous les pays où a pénétré la grande Association internationale des travailleurs ? Le caractère de violence vient de la position des ouvriers : plus ils sont malheureux, plus leurs revendications sont naturellement violentes, parce que plus ils sont malheureux, plus ils sont ignorants. Les grèves des mineurs au Creuzot, à Saint-Etienne, à Aubin, à Carmaux, à La Motte, en Belgique, en Allemagne, en Angleterre, revêtent le même caractère...

(1) La loi de 1864, rapportée devant le corps législatif par le député républicain Emile Ollivier, avait effectivement donné le droit de grève aux ouvriers. Elle avait été une étape importante dans l'évolution vers l'Empire libéral et fut à l'origine du ralliement progressif d'Emile Ollivier au régime impérial. Les défenseurs des grévistes ne manquaient jamais de le rappeler, puisqu'il était devenu garde des Sceaux et, en fait, le véritable chef du gouvernement

Je rentre dans la question. Les mineurs du Creuzot gagnent de 3 fr. 50 à 4 fr. par jour, les journaliers gagnent à peine de 2 fr. 75 à 3 fr. en moyenne. Comment vivre, comment élever une famille avec un tel salaire ? De plus, grâce à un versement de 2 1/2 p. 100 de leur salaire, ces ouvriers ont fondé une caisse de prévoyance au capital actuel de 500 000 francs. M. Schneider la dirige avec ses principaux employés, et les comptes qui se règlent en famille ne sont jamais communiqués aux intéressés, qui, depuis 1863, demandent la gérance de leur caisse. On leur fait une promesse fallacieuse, on les fait voter, ils demandent leur caisse à la presque unanimité, et M. Schneider, qui se prétend le père de ses ouvriers, continue à garder leur caisse, renvoie Assi et les autres courageux ouvriers qui réclament leurs droits.

Les faits sont pourtant palpables. Après plusieurs réunions publiques, 3 450 ouvriers, sur 5 836 inscrits, refusent énergiquement le vote et réclament purement et simplement leur caisse. Sur les 2 397 qui consentent à voter, 1 813 disent : "Oui, nous voulons la caisse." Restent 536 employés ou parents d'employés qui votent contre la gérance de leur caisse. Mais ce vote n'était qu'un subterfuge, M. Schneider ne voulait pas rendre la caisse. Le voilà, cet administrateur modèle. Vous dites qu'il entretient des écoles. Ce n'est pas lui, c'est la caisse de ces malheureux ouvriers qui les entretient et leur donne un subside annuel de 45 000 fr., je crois, qu'on verse sans les consulter.

Ce ne sont pas là des causes de grève ! Mais il y a d'autres motifs. Un ingénieur, M. Petitjean, commet le crime horrible, au Creuzot, d'être aimé des ouvriers, on le remplace par un dont ils n'ont pas à se louer, qui leur dit : "Quand on ne peut pas manger de la viande, on mange des légumes, et, à défaut de légumes, de la soupe, c'est assez bon pour des ouvriers." Leurs chauffés (2) sont mélangées de terre ; en outre, depuis 1863, on poursuit un système de diminution hypocrite. Ils ont voulu protester, mais cette malheureuse population a été vaincue, et alors qu'a fait celui que vous appelez le "père du Creuzot" ? Il a aggravé la situation

par des renvois arbitraires et n'a rien réformé.

Ils sont pourtant bien malheureux, ces mineurs, qui, pour un salaire aussi médiocre, font un travail si pénible dans l'eau, dont les dangers sont cruels, et cela douze heures par jour. Ah ! s'il est vrai que les ouvriers du Creuzot sont dans la catégorie des ouvriers heureux, les ouvriers français sont bien à plaindre !

Vous leur reprochez de lire la Marseillaise, le Rappel, le Réveil, oui, ils lisent ces journaux, qui défendent leurs intérêts. Aimeriez-vous mieux qu'ils lussent le Petit Journal, la Petite Presse et autres journaux soi-disant littéraires, dont les romans se passent aux bagnes et au lupanar ? Oui, leurs griefs sont légitimes, et, plutôt que d'y faire droit, leur prétendu père, M. Schneider, préfère perdre trois millions ! »

L'avocat examine ensuite les faits particuliers reprochés aux grévistes, démontre que ces derniers n'ont pas outrepassé leur droit légal, qu'en conséquence, ils n'ont pas commis de délits. Il conclut : "Le procureur impérial demandait la sévérité, je demande la justice et l'indulgence. La plupart de ces inculpés ne sont pas répréhensibles, d'autres n'ont à leur charge qu'un moment d'emportement. Derrière ces hommes, il y a des femmes éplorées, des enfants qui demandent leur père, des familles sans pain : les condamner, c'est les livrer à la misère, c'est leur faire douter de la justice."

Charles Boisset, ancien représentant du peuple, s'exprime ainsi :

« L'affaire qui est devant vous est de la plus grande gravité. Je demande l'indulgence, afin de parler en toute liberté et approfondir certaines questions délicates. Il y a ici complication : deux grèves, une grande et une petite, deux insurrections, dit M. le procureur impérial. La première grève ne donne lieu à aucune poursuite. J'arrive donc à la seconde. D'après le procureur impérial, le 21 mars, trois jeunes gens conspirent dans une galerie du puits Saint-Pierre,

(2) Le charbon de mauvaise qualité octroyé aux mineurs comme avantage en nature.

et, en quelques heures, tout est soulevé ; tous les mineurs sont en grève. Ces ouvriers étaient heureux, nous avez-vous dit, l'administrateur Schneider leur donnait le bien-être matériel et le bien-être moral ; ils parcouraient la vie sur un chemin fleuri entre des collines enchantées, et trois jeunes gens leur criant : "Grève !" suffirent pour leur faire quitter unanimement le travail ? Mais c'est insensé !

Quoi ! vous couvrez le pays de troupes, au risque de provoquer des conflits et peut-être pour amener des provocations, et deux ou trois hommes, en dépit de l'intérêt des ouvriers, en dépit de cette protection armée, auraient cette puissance incroyable de soulever ce pays heureux et gardé ! Non ! vous parlez encore d'excitations étrangères ; voulez-vous parler d'agitateurs ambulants, qui auraient pour but de semer partout le désordre, trouvez-en un d'abord ! Voulez-vous parler de ces journaux que vous accusez de faire une guerre acharnée à M. Schneider et aux lois économiques qui régissent le travail ? »

(Ici, l'avocat lit un passage du journal la Marseillaise, qui montre dans la grève une "dure et cruelle nécessité" — NDLR.)

"Croyez-moi, n'évoquez plus ces fantômes d'agitation, dont on parle partout et qu'on ne voit nulle part. La grève a bien d'autres causes, je les examinerai plus tard. J'aborde le droit de grève. La grève a été longtemps un épouvantail ; elle fut proscrite en 1789 (3). Depuis, on est revenu de ces craintes chimériques et la loi de 1864 est venu(e) combler une lacune. M. Ollivier, rapporteur de la loi, aujourd'hui garde des Sceaux, a positivement stipulé qu'un ouvrier a le droit de poser certaines conditions, et d'engager ses camarades à faire comme lui, et celui qui a entraîné les autres — remarquez ce mot entraîné, il est textuel — ne saurait être répréhensible, s'il n'a trompé ses camarades sur les véritables intentions du patron, par exemple, et s'il ne s'est rendu coupable de violences envers les ouvriers, car là seulement est l'atteinte à la liberté du travail.

L'intimidation qui s'adresse au patron n'a pas ce caractère délictueux. Pour avoir insulté ou même frappé un patron, l'ouvrier peut être passible d'une peine pour voies de fait, mais non pour avoir porté atteinte à la liberté du travail. Ce point juridique bien établi, que voyons-nous dans la grève actuelle ? Mathieu, Duloy, Voillot invitent leurs amis à faire grève, ils étaient légalement dans leur droit, ils ne sont pas coupables ; les mineurs des puits Saint-Pierre et Saint-Paul les suivent, ils se portent ensemble vers les autres puits, dont les ouvriers les suivent également, ils vont encore tous ensemble à Montchanin annoncer la grève aux mineurs de cette localité qui les attendaient."

(La suite à demain.)

B. Malon

Lettre IX

La grève du Creuzot

Le Creuzot, 11 avril 1870

Cher citoyen,

Hier dimanche, tandis que le glorieux bienfaiteur du Creuzot pouvait, dans son château entouré de soldats, comme une résidence impériale, se demander jusqu'à quel point les condamnations du neuf avril raffermissent sa colossale puissance, l'obole de la démocratie parisienne, distribuée par les délégués de la grève, apportait dans les familles désolées le pain du jour et l'espoir du lendemain.

Par une heureuse coïncidence, dans les trois jours qui se sont écoulés depuis l'ouverture de ces débats qui resteront fameux, 3 000 fr. arrivaient aux mineurs : 2 000 fr. par la Marseillaise, qui a fait son

(3) La loi Le Chapelier (votée, en fait, en 1790) supprimait les corporations et prévoyait le délit de coalition (c'est-à-dire le délit de grève).

quatrième envoi de 1 000 fr, et 1 000 fr. par le *Rappel*. Si les souscripteurs à cette œuvre de fraternité sociale avaient pu entendre les bénédictions que leur envoyaient ces mères de famille qui, la veille, se demandaient ce qu'on allait faire des enfants, ils se seraient sentis bien payés de retour.

"S'il n'y a pas de justice ici, disait l'une, il y a de la bonté (lisez fraternité) à Paris."

"Que ceux qui nous envoient du pain soient aussi heureux qu'ils sont bons."

Une autre encore : *"Ils sont donc bien charitables (lisez fraternels), ces républicains"*, etc.

La première stupeur règne encore au Creuzot. Plusieurs boulangers ont refusé du pain aux familles des condamnés ; les délégués leur ont porté de l'argent pour faire continuer les fournitures.

Au bureau de bienfaisance, on a fait courir le bruit que tous les secours prodigués émanent de M. Schneider. Ce n'est donc pas assez d'opprimer et d'exploiter, il faut encore abaisser et corrompre. Or tandis que les agents de l'usine attribuent à leur patron l'origine des secours de la démocratie, il me revient par des personnes dignes de foi que les bons de pain et de lard dont je vous ai parlé, et que l'on attribuait à la générosité de M. Schneider, sont payés par la caisse de prévoyance, *c'est-à-dire par les ouvriers eux-mêmes*.

Cependant, la terreur produite par le jugement d'Autun a fait descendre aujourd'hui quelques mineurs ; ils sont dans les puits une centaine, m'a-t-on dit ; ce n'est toujours qu'un sur quinze à peine, la grève est donc toujours universelle. Les mineurs de tous les puits se réunissent ce soir en assemblée générale à la salle du théâtre.

La grève de Fourchambault produit ici une certaine émotion, d'autant plus que, ce matin, on a signalé un nouveau convoi de troupes.

Comme on pouvait le prévoir, tous les condamnés d'Autun ont interjeté appel ; ils ont dû être transférés à Dijon cette nuit. On m'assure même que le train qui les emmenait a passé à toute vapeur à une heure du matin. Les juges d'Autun crai-

gnaient peut-être, si ce transport s'était effectué en plein jour, dans un convoi ordinaire, que les femmes du Creuzot ne se fussent précipitées sur la voie pour empêcher le train de repartir, comme elles ont déjà fait. Je dois dire que cette crainte est parfaitement justifiée. L'énergie dont ces courageuses prolétaires ont déjà fait preuve et l'état d'exaspération où on les a réduites est capable de les pousser à tous les héroïsmes.

Les promenades militaires se multiplient et produisent une singulière impression sur ces habitants, qui ne s'habituent pas à l'état de siège. Il n'y a pas assez de familles sans chefs ; on parle d'une nouvelle prévention, on voit à quoi cela mène au Creuzot. En attendant, deux mineurs pères de famille, dont l'un est chargé de cinq enfants, ont été arrêtés vendredi à Montchanin, où ils invitaient les mineurs de ce pays, qui n'est pas en grève, à aider de leurs subsides les familles sans pain du Creuzot. Ces deux nouvelles victimes de l'administration Schneider seront dirigées ce soir à Autun.

A vous.

B. Malon

Lettre X

La grève du Creuzot

Le Creuzot, le 12 avril 1870

Cher citoyen,

Hier, M. Schneider recevait la lettre suivante :

"Monsieur Schneider,

On nous apprend que, dans une réunion composée de commerçants du pays, vous avez demandé s'il était vrai que les mineurs gagnaient moins de 4 fr. 75 cent., et les rouleurs moins de 3 fr. 60 c.

Nous serions très heureux que le fait fût exact, il pourrait mettre fin à la grève, si désastreuse pour tous. M. Schneider, vous n'avez qu'à voir les livres de paye et les tableaux d'au moins quatre mois ; vous verrez que les mineurs ne gagnent pas plus de 4 francs en moyen-

ne, car si les trente ou quarante mineurs qui font les galeries dessertes gagnent jusqu'à 5 francs, et si les forts ouvriers, ceux qui extraient la houille, gagnent jusqu'à 4 f. 50 c., la très grande majorité des mineurs ne gagnent pas plus de 3 fr. 50 cent. à 4 francs ; les rouleurs gagnent à peu près, en moyenne, 3 fr. 75 cent. et les journaliers, vieillards compris, 2 fr. 75 cent. en moyenne, le tout pour 12 heures de travail.

Si les employés vous ont dit le contraire, ils ont bien mal fait ; ils sont la cause de tous nos malheurs. Si, en effet, vous avez cru que nous étions payés, les mineurs 4 fr. 75 cent. au moins, et les journaliers 3 fr. 60 cent., nos réclamations ne sont guère au-dessus de ce chiffre et la conciliation serait possible.

Nous sommes à votre disposition pour parler sur ce sujet. Recevez nos salutations empressées.

Pour le comité, Testard, secrétaire."

Le soir du même jour, les délégués étaient appelés au château. Là, M. Schneider fils leur reprocha de n'avoir écrit à M. Schneider, qui avait déjà daigné leur parler, que pour avoir quelque chose à dire à leur assemblée générale : ce reproche fit hausser les épaules aux délégués. Il leur dit ensuite que M. Schneider connaissait parfaitement la somme du salaire de ses ouvriers, et il ajouta : *"Je sais que vous distribuez de l'argent ; vous devriez savoir que l'argent ne se gagne que par le travail."* *"Nous savons le contraire, reprit l'un des délégués, nous travaillons depuis longtemps chez vous ; nous ne voyons le soleil que depuis la grève et nous sommes pauvres, tandis que d'autres ne travaillent pas et sont millionnaires. Du reste, puisque M. Schneider sait que nous gagnons si peu et qu'il n'a rien à nous dire, il ne nous reste qu'à nous retirer."* Les délégués sortirent après dix minutes d'entretien pour aller à l'assemblée générale où se trouvaient huit cents mineurs environ. Il fut parlé de la condamnation d'Autun, ce qui amena un avertissement du commissaire. Les délégués rapportèrent les paroles de M. Schneider et le maintien de la grève fut voté unanimement.

Ce matin, on disait qu'un petit nombre de mineurs grévistes étaient descendus, et c'est compréhensible. La plupart se demandent, avec terreur, si en prolongeant la lutte, ils ne s'attireront pas des années de prison. *"Ceux qui sont là-bas n'avaient rien fait, disent-ils, et le vieux est si puissant !"*

La très grande majorité se maintient énergiquement, et la ferme attitude des femmes ne se dément pas un instant.

"C'est commencé, nous ne pouvons pas nous livrer ; nous ne demandons que la justice, on nous la doit." Voilà leur raisonnement.

Aussi l'administration modèle et glorieuse a-t-elle changé de tactique à leur égard. Ses bons de lard et de pain, d'ailleurs payés par la caisse des ouvriers, ne produisant pas d'effet, on les a abandonnés et l'on s'est dit qu'un bon procès, ayant pour dénouement un jugement d'Autun, répandrait de nouveau une terreur salutaire.

En conséquence, des mandats de comparution ont été lancés, aujourd'hui même, contre plusieurs citoyennes, leur enjoignant de se rendre, dès demain, sous peine d'arrestation, à Autun (20 kilomètres, 3 francs de chemin de fer), devant le juge d'instruction.

Que lui faut-il donc, à ce bienfaiteur ? Les pères emprisonnés, les familles éplorées, la ville en état de siège, la misère partout, une contrée terrorisée ne peuvent satisfaire sa vengeance ! Quand les larmes, le sang, les sueurs de douze mille ouvriers ont rendu un patron soixante fois millionnaire, tout sentiment humain, toute idée généreuse est donc éteinte en lui ? Les femmes du Creuzot ont plus d'énergie que les hommes. Emploiera-t-on les quatre mille soldats qui campent dans la ville à emprisonner les mères ? Nous n'en serions pas étonnés.

Les promenades militaires à travers les rues de la ville sont maintenant journalières. Un bataillon du 46^e continue à loger dans les écoles, entretenues, comme vous savez, par cette inépuisable caisse des ouvriers, et les enfants s'en vont vagabondant par les rues, très satisfaits de ces vacances extraordinaires. Les pères n'en paient pas moins les mois

d'école qui sont retenus d'autorité au bureau.

On parle ici de la grève de la maison Cail et on assure que tout Fourchambault est en grève également. Ces nouvelles produisent une légitime émotion. Ces serfs modernes que quatre mille baïonnettes et les juges d'Autun maintiennent au travail ingrat et lentement mortel se réjouissent du soulèvement de leurs frères, un peu moins malheureux qu'eux-mêmes.

A vous.

B. Malon

Lettre XI

Tribunal correctionnel d'Autun

Suite de la séance du 9 avril 1870

La grève devient universelle, les grévistes sont, de ce côté, dans leur droit légal. Ont-ils commis des violences ? Ils intimident des ingénieurs, des contre-mâtres, des surveillants, c'est leur droit ! Ces gens sont représentants du patron et non ouvriers, et, pour qu'il y ait atteinte au libre exercice de l'industrie, il faudrait que des actes de violence eussent atteint les ouvriers, et sur ce point tout se borne à un chapeau renversé par Gondré, à un coup de poing donné par un mineur à un autre mineur, qui l'avait menacé de son pic, et à quelques paroles plus ou moins vives échangées de part et d'autre, des mots de lâche et de fainéant adressés à ceux qui n'avaient pas suspendu le travail...

S'il y a eu insultes, elles ont été réciproques. Vous pouvez être froissés dans votre délicatesse, vous pouvez blâmer dans votre conscience, mais vous ne pouvez condamner.

Il n'y a pas eu intimidation vis-à-vis des ouvriers (...).

Je me résume, il y a eu exercice d'un droit légal, un état particulier de passion, une certaine vibration cérébrale, mais il

n'y a pas eu délit ; la loi de 1864 n'a pas été enfreinte. Vous ne pouvez condamner. S'il y a eu des grilles escaladées, des carreaux cassés, cela regarde la simple police et non la loi sur les grèves. Si un prévenu a crié : "*Coupons le câble !*", ce cri était dirigé contre la compagnie, non contre les ouvriers, il n'y a pas eu attentat contre la liberté du travail. Glorifiez M. Schneider tant que vous voudrez, appréciez comme vous l'entendrez la détermination des ouvriers, mais vous ne pouvez, dans leur fait, trouver un délit, c'est constant et j'insiste (...), la liberté du travail n'est pas violée.

Vous avez devant vous des innocents et des pères de famille, car ils sont tous pères de famille, tout jeunes et tout chétifs qu'ils soient. Ah ! messieurs, rappelez-vous, parmi les témoins que vous avez entendus hier, ces deux jeunes gens de seize ans, qui en paraissent douze, cet homme de trente ans, qui n'en paraît pas dix-huit, tant ce métier de mineur est pénible et ingrat ! Duburnot, ancien soldat, honnête homme, rencontre un nommé Chiflot : "*Quoi, lui dit-il, tu as contribué à nous faire mettre en grève et tu travailles, tu mériterais une correction.*" L'autre le menace de son pic ; Duburnot envoie un coup de poing. Y a-t-il là atteinte réelle à la liberté du travail ? Non, et je le redis, vous ne pouvez condamner.

M. le procureur impérial a parlé d'une population jusque-là dévouée et confiante et subitement hostile contre son intérêt. Il a glorifié M. Schneider ; à celui-là, il a décerné toutes les gloires, l'admiration universelle, puis il a parlé de tristes lueurs d'ingratitude de la part de ceux que l'administration comblait de toutes sortes de biens. Enfin, il a invoqué les sévérités de la loi contre ceux qui ont déchaîné l'orage, et il s'est étendu sur les excitations étrangères. Il n'est pas vrai que des ouvriers heureux consentissent jamais à quitter le travail, à planter la misère dans leur foyer, à un signal donné !

Les hommes à grandes passions, les hommes qui entraînent les foules ne sont pas si communs. Laissez, laissez ces agitateurs chimériques qui viendraient de Chine, du Mexique, de Londres ou de Paris, leur admission ferait supposer

notre population de 12 000 ouvriers en démeance.

Les motifs véritables de la grève, vous ne voulez pas les voir ; ils sont pourtant bien visibles. L'insuffisance du salaire, d'abord. M. Schneider a pu vous dire que les salaires de ses ouvriers sont les plus élevés, mais nous avons, nous, le droit de dire qu'ils sont insuffisants et vous n'avez pas le droit, vous, de les déclarer suffisants. Sur cette grave question, les ouvriers seuls sont compétents et juges, et vous n'avez rien à y voir. Ce motif de grève — insuffisance de salaire — existe donc. Je reviens aux grèves anglaises.

Je vous ai dit qu'elles ne pouvaient pas généralement être exemptes de violences, car l'humanité est faillible, et que nous devons nous incliner devant les faiblesses inhérentes à la nature humaine. J'ajoute qu'en Angleterre, les ouvriers ont le droit absolu de réunion et d'association, il n'en [n'a] est pas de même en France et cette impossibilité de libre discussion a pour conséquence inéluctable une certaine violence dans les revendications, et nous n'en constatons pas moins que dans une grève récente, le sang a coulé en Angleterre. Mais voilà la cause capitale de la grève que vous auriez dû examiner, au lieu de nous parler d'agitateurs fantastiques : la caisse de prévoyance. Les ouvriers du Creuzot possèdent une caisse alimentée exclusivement par eux, à l'aide d'un versement constant de 2 1/2 p. 100 sur leur salaire. Ils en réclament la gérance, on leur répond : je suis votre supérieur, votre sauveur, je comprends mieux votre intérêt que vous-mêmes, à moi l'administration de votre caisse.

Cependant, les récriminations se font jour. M. Schneider se rappelle certaines façons d'agir fréquentes en haut lieu. Il dit, avec une condescendance simulée : on votera. Le résultat alla contre ses prévisions ; pour les collections d'hommes comme pour les nations, il arrive toujours un moment où l'on se lasse de la souffrance et de l'oppression, où la colère éclate, où l'on secoue le joug. A la presque unanimité, les ouvriers réclamèrent, après avoir discuté en réunions pu-

bliques, qu'ils acceptaient l'offre de M. Schneider, qu'ils voulaient gérer leur caisse.

Que fit M. Schneider ? Il garda la caisse qu'il avait offerte et qu'on réclamait presque unanimement. La grève du 10 janvier a suivi les renvois d'Assi et autres délégués, mais la question n'est pas résolue. Le problème irritant subsiste et il subsistera tant qu'il n'aura pas été donné satisfaction aux justes réclamations des ouvriers. Le problème subsiste, et dans quels termes ?

D'un côté, que voyons-nous ? Concentration effrayante des pouvoirs. Pouvoir municipal, puissance industrielle, prépondérance politique, M. Schneider a tout. Il est propriétaire de la terre, de la mine, des moissons, des instruments de travail, d'un nombre infini de magasins, où ses préposés vendent des vêtements, des chaussures, des comestibles, des épices ; M. Schneider possède tout.

Par ses magasins, puisqu'il s'est encore fait marchand, il tient dans ses mains le crédit, c'est-à-dire que non seulement il possède le travail accumulé, mais encore le travail à accomplir. Maire du Creuzot, chef du Parlement français (4), appelé dans les grands conseils de l'Etat, M. Schneider est tout-puissant, il est une des personnalités les plus hautes de la France. De l'autre côté, une population désarmée, subordonnée, qui ne possède rien, elle, et qui souffre. Je laisse la haute personnalité de M. Schneider de côté, mais est-il possible, je vous le demande, que ses subalternes n'abusent pas, et qu'il n'y ait pas des froissements innombrables, des abus de toutes sortes, qui ne s'aperçoivent pas du dehors ? Pourriez-vous affirmer que les élections dernières ont été indépendantes au Creuzot ? Croyez-vous que si un ouvrier eût fait une propagande contraire à M. Schneider, il n'eût pas été renvoyé comme une peste ? Oui, dans ces populations forcément asservies par cette féodalité moderne, il y a, il devait y avoir de

(4) Eugène Schneider était président du Corps législatif.

vives souffrances, une amertume profonde et une grande tristesse. Souffrants par l'insuffisance de salaire pour un travail si dur, blessés dans leur dignité par toutes sortes de froissements, et notamment par le déni du droit de gérer leur caisse de secours, ces malheureux ouvriers mineurs que vous avez devant vous ne pouvaient pas ne pas arriver à la révolte de par la dignité et de par la misère.

Ils étaient depuis longtemps paisibles, direz-vous, la durée de la résignation, fut-elle de cent ans, ne peut détruire la légitimité de la revendication. Et dans le cas qui nous occupe (ne prenez pas mes paroles en mauvaise part), ce qui m'étonne, c'est la longue patience dont ils ont fait preuve. Vous avez glorifié cet établissement industriel ; je dis plus que vous, moi, que c'est le plus beau centre industriel du monde ; mais du milieu de cette magnificence, j'entends la voix gémissante d'immenses douleurs concentrées.

J'arrive à Alemanus. Dans son réquisitoire, M. le procureur impérial le donne comme un agent mystérieux de la grève. Pardon, il ne nous faut pas de mystère, nous ne pouvons pas faire ici de la métaphysique. Démontrez la culpabilité d'Alemanus ou abandonnez la prévention. Nous avons démontré, nous, par nos témoins à décharge, que non seulement Alemanus n'a pas excité la grève, mais qu'il a souvent engagé les ouvriers à reprendre le travail. Pour ce qui est du délit de colportage de journaux, nous avons démontré, par un témoin, que cette autorisation a été demandée à l'adjoint qui a répondu : "*Je n'y vois pas d'inconvénient.*" Voyons, ce qu'il y a de vrai, c'est que ces journaux vous déplaisent. Vous dites que dans le fait d'Alemanus, il y a de la haine. Ce que vous appelez haine est de la passion politique. Alemanus a ses opinions, il en a le droit, vous avez bien les vôtres, et moi, je me glorifie de la mienne. Vous avez tourné Alemanus en ridicule ; vous l'avez appelé le vampire des ouvriers, et, d'autre part, vous parlez de son influence ; il y a contradiction. Si Alemanus était ce que

vous dites, il serait décrié ; d'où vient que vous le dites influent ?

Délit de fausses nouvelles ! Sur quoi s'appuie-t-il ? Simplement sur ce fait : Alemanus aurait, en vendant la *Marseillaise* du 21 mars contenant un chant de la *République universelle*, crié "*Voilà la République universelle qui vient d'arriver de Paris*". Le fait serait-il vrai qu'il ne constituerait pas un délit, car les commentaires des marchands n'ont jamais été interdits ; mais nos témoins l'ont démenti ; il n'est pas vrai. De quelque côté que vous envisagiez la question, vous ne pouvez condamner Alemanus.

De tout ce débat, il résulte peu de choses, si ce n'est rien : quelques brutalités, voilà tout. Vous ne pouvez condamner, il n'y a pas de délit. Les intérêts de l'usine sont engagés, mais ils ne peuvent pas vous faire fausser votre balance. Il n'y a pas d'agitateurs, il y a une grève légitime, il y a des femmes et des enfants qui sont sans pain et qui pleurent. Si, au lieu de voir le château, vous aviez vu ces chaumières où règne tant de misère, vos cœurs s'en seraient émus. Il y a en ce moment, au Creuzot, des poitrines oppressées, une armée nombreuse imprudemment amenée, et vous parlez de vagues terreurs qui maintiendraient la suspension du travail. Ce qu'il y a du côté de la grève, ce sont des familles sans pain et forcées de recourir à la fraternité sociale pour vivre, il y a des plaies profondes que vous ne voulez pas voir. Tout est grand dans ce procès, examinez-le dans votre conscience, et votre seule sentence possible sera l'acquiescement, la grève n'est que trop justifiée.

B. Malon

Le défaut d'espace nous oblige à retrancher de la lettre de notre collaborateur le résumé de la plaidoirie des deux avocats d'office ; nous arrivons au dispositif du jugement d'après les notes que le citoyen Malon a prises à l'audience.

A. S.

Jugement

« Après avoir ouï, etc.

Attendu que de l'instruction et des débats est résultée la preuve que le 21 mars, au Creuzot, Duloy, Mathieu et Voillot ont donné le signal de la grève en parcourant les galeries des puits Saint-Pierre et Saint-Paul, en excitant, par des menaces, à cesser le travail, en se livrant à des voies de fait et notamment en dételant un cheval qui traînait un wagon.

Attendu que le 22 mars, Duloy et Mathieu aux puits Saint-Pierre et Saint-Paul se sont opposés à la reprise des travaux par des menaces et des voies de fait, notamment pour Duloy qui a opposé une vive résistance.

Attendu que le même jour une bande où se trouvaient Desplanches, Jean Poisot, Em. Poisot, Delay, Saulnier et Dutilleul a éteint les feux, menacé des contremaîtres qui sont des ouvriers, chassé les ouvriers et fait évacuer les galeries, que le même jour les feux des chaudières du puits 19 ont été éteints par la même bande qui a commis des actes de violence ; que Desplanches et Jean Poisot se sont notamment signalés comme les plus animés.

Attendu qu'il est établi encore qu'une bande de grévistes, parmi lesquels on remarquait Duloy, Mathieu, les deux Poisot, Signovert, Révillot, Saulnier, Janet, Dutilleul, a escaladé, forcé les portes qui conduisent au puits Saint-Pierre et confiées à la garde de Grivoud, à qui elle impose, par la violence, les menaces et les voies de fait, la cessation du travail. C'est, en effet, seulement aux menaces que l'ingénieur Toussaint a cédé en donnant l'ordre de faire remonter les ouvriers des puits.

Attendu que le même jour, la même bande a envahi la forge, arrêté une machine à l'ajustage et essayé de défaire les courroies, que ramenée à la porte Martin par les efforts des employés, elle a renversé cette porte pour rentrer, qu'elle a tenté de forcer la porte d'Amiens, qu'ainsi ceux qui la composaient, notamment Duloy, Mathieu, Desplanches, les deux Poisot, Signovert, Delay, Revil-

lot, ont par menaces, violences et voies de fait obtenu ou tâché d'obtenir une cessation du travail en y coopérant.

Attendu que le même jour, au puits Chaptal, la même bande, et notamment Duloy, Mathieu, les deux Poisot, Signovert, Révillot, Saulnier, ont éteint les feux, commis des violences et voies de fait, et coopéré à la cessation du travail...

Lettre XII

La grève du Creuzot

Le Creuzot, le 14 avril 1870

Cher citoyen,

Un plus grand nombre de mineurs sont descendus ce matin dans les puits ; la majorité est toujours en grève et persiste à ne pas vouloir céder encore ; c'est la journée de demain qui décidera de la continuation de la lutte ou de la reprise du travail.

La nouvelle de la maladie de M. Schneider s'est répandue, mais ne s'est pas confirmée. Il est parti ce matin à huit heures, et ce départ semble décharger les habitants d'un lourd fardeau. Cependant, l'administration est toujours aussi puissante, et à la veille d'être victorieuse peut-être, elle se montre plus implacable que jamais, et répand l'espionnage dans toutes les rues, dans tous les ateliers ; quant à la force armée, elle est toujours là.

Vos lecteurs se rappellent sans doute que, lors de la grève du 19 janvier, l'administration Schneider, à bout de ressources d'espionnage, imagina d'imposer aux élèves des écoles un devoir écrit, sous ce titre : *La grève* ; les enfants devaient répéter à ce sujet tout ce qu'ils avaient entendu dire par leurs parents et par leurs voisins. *Le Progrès de Saône-et-Loire* releva vivement ce procédé : cela n'a pas empêché les bonnes sœurs de redonner le même devoir aux petites filles. Les règles de la bienséance, les lois morales, la dignité humaine, le res-

pect dû à la conscience de l'enfant sont lettres mortes pour l'usine du Creuzot.

Vous recevrez demain un article sur le travail des mineurs ; il est forcément au-dessous de la vérité ; une foule de détails ne peuvent être racontés que par ceux qui en ont souffert, mais tout ce qui y est contenu m'a été affirmé par un grand nombre de mineurs que j'ai consultés à ce sujet.

B. Malon

Le 8^e envoi de mille francs de la *Marseillaise* a été reçu ce matin.

B. M.

Lettre XIII

La grève du Creuzot

Le Creuzot, le 15 avril 1870

Cher citoyen,

Par les deux pièces que je vous transmets, vous verrez que la résistance ouvrière est malheureusement vaincue par le maître du Creuzot. La première de ces pièces devait être affichée ce matin ; naturellement, les subalternes de M. Schneider ne l'ont pas permis.

Le 14 avril au soir

“Aux ouvriers mineurs du Creuzot

Chers camarades,

Après 23 jours d'une lutte inégale, nous sommes vaincus. Nous vous invitons donc tous à retourner dans les puits. N'augmentez pas, par une plus longue absence du travail, la misère qui va résulter des condamnations prononcées et des nombreux renvois qui nous attendent. Les sommes qui nous restent entre les mains, et les souscriptions qui arriveront encore, serviront à secourir les plus cruellement frappés et surtout les familles des condamnés d'Autun.”

Le comité gréviste

Voici maintenant la déclaration que le

comité gréviste adresse à toute la démocratie :

Le Creuzot, 15 avril 1870

“Forcés, après 23 jours de lutte inégale, de subir les conditions arbitraires de notre seigneur et maître Schneider, qui, à coups de millions gagnés par nos sueurs, vient encore une fois de vaincre le droit, nous tenons, avant de nous retirer, à remercier publiquement les démocrates qui nous sont venus en aide. Nous remercions la courageuse Marseillaise et ses dévoués rédacteurs.

Nous remercions aussi le Rappel, le Progrès de Saône-et-Loire, le Progrès de la Côte-d'Or, l'Eclaireur de Saint-Etienne et le Peuple de Marseille.

Nous remercions encore tous ceux qui nous ont aidés de leurs souscriptions et de leurs fraternelles paroles : les citoyennes de Lyon, la loge maçonnique, les Philanthropes réunis, les ouvriers coupeurs en chaussures, un groupe d'employés de la compagnie PLM, la chambre fédérale des ouvriers de Paris, les fédérations de l'Internationale de Lyon, de Rouen, de Marseille, les sections de Paris, de La Ciotat et d'Auriol.

Nous remercions spécialement les internationaux parisiens des sections de Vaugirard, de Puteaux, de Clichy, de Bagnolles, du Cercle d'études, de Belleville, de Meudon, de l'Est (faubourg Saint-Denis), des lithographes, des cordonniers, des peintres en bâtiment, des doreurs sur bois, etc., etc., ces courageux pionniers de la Révolution sociale et le citoyen Rochefort, ce fidèle député du peuple, de leur courageuse initiative.

Au nom de la démocratie républicaine socialiste, ils ont adopté les familles de nos malheureux condamnés du 9 avril. Notre cause a soulevé des sympathies universelles, nous en sommes fiers et, le cas échéant, nous saurons, nous aussi, pratiquer la fraternité ouvrière. En attendant, nous proclamons hautement notre adhésion à la grande Association internationale des travailleurs, cette sublime franc-maçonnerie de tous les prolétaires du monde, cet espoir de

l'avenir d'égalité.

A tous les démocrates qui nous sont fraternellement venus en aide, merci. A tous les prolétaires, nous disons : solidarité !"

*Pour le Comité de la Grève
du Creuzot,
Durand, Poignot, Boudot.*

J'enregistre ces deux lettres avec tristesse, mais avec espoir cependant. Les prolétaires ne sont vaincus que par les millions.

Quand un seul individu dispose sans contrôle du travail et de la richesse de tout un pays ; quand ce dépositaire ne reconnaît aucun devoir social et n'use de sa position exceptionnelle que pour payer des dividendes scandaleux aux actionnaires et entasser pour lui-même millions sur millions ; quand il emploie ces ressources fabuleuses à maintenir dans la subjection, la misère et l'ignorance des milliers d'ouvriers réduits à attendre de son bon plaisir le travail, c'est-à-dire la vie de chaque jour ; quand l'armée est employée à terroriser une population désormais dépouillée et calomniée ; que la justice elle-même est aux ordres de l'exploitation capitaliste, les prolétaires doivent être momentanément réduits, mais non vaincus.

Ils ont "revu le soleil", comme ils disent, acquis le sentiment de la solidarité et de la liberté ; ils appartiennent désormais au grand mouvement international,

qui ne s'arrêtera que lorsque la revendication sociale sera achevée. Leur droit reste entier ; et contre l'ennemi, la revendication est éternelle.

Cependant, M. Schneider a commencé son œuvre de vengeance : on parle ce matin de plus de cent renvois. Faites, implacable vieillard, si vous pouvez vous vanter d'avoir terrifié les ouvriers, d'avoir semé le deuil dans les familles, d'avoir employé les produits du travail humain à comprimer les producteurs et à étouffer leurs plus légitimes réclamations ; si vous pouvez vous glorifier d'avoir fait frapper les plus courageux d'entre eux de condamnations généralement réprouvées, vous n'aurez pu au moins affamer les femmes et les enfants, les républicains y ont mis bon ordre. Le présent est à vous, qui représentez la force ; mais nous représentons la justice et la solidarité, et l'avenir nous appartient. En attendant, vous êtes démasqué.

B. Malon

P. S. : Ce soir, on nommera le comité permanent de distribution aux familles des condamnés ; faites en attendant tous les envois de fonds à Alemanus fils, brasseur, au Creuzot. Je mets sous ce pli une lettre de M. Frémont, que je reçois à l'instant ; elle parle des condamnés, et intéressera certainement vos lecteurs.

B. M.



L'empereur Napoléon III, l'impératrice Eugénie et le prince Eugène Louis.

Pages oubliées : Jaime Vera

En 1883, le gouvernement monarchique espagnol, à l'initiative de Segismundo Moret, homme politique monarchiste libéral, président alors de la Commission de réformes sociales, s'adresse aux quelques organisations ouvrières existantes en leur demandant de formuler oralement ou par écrit *“les besoins de la classe ouvrière et les rapports entre le capital et le travail”*.

Le groupe socialiste de Madrid décide de répondre à cette demande et charge le Dr Jaime Vera d'en rédiger la réponse.

Jaime Vera, militant du Parti socialiste espagnol (PSOE), propose dans le *“Rapport adressé à la Commission de réformes sociales”*, à travers 14 chapitres, une synthèse, concrète, précise et sans concession des mécanismes de la société capitaliste, de l'exploitation de l'homme par l'homme, et y expose l'idéal socialiste.

Ce rapport, qui développe les idées de base du socialisme, est très peu connu. En Espagne, en 1884, date de sa parution, il connut, étant donné les circonstances historiques, une faible diffusion. Depuis cette date, il a été édité cinq fois.

Dans le chapitre XIII, que nous vous proposons, Jaime Vera expose précisément les mécanismes de la lutte de classe et les différents aspects de l'oppression du capitalisme sur le monde du travail. On verra que, malgré les modifications du capitalisme depuis lors, ces pages ont une résonance très actuelle.

Rapport présenté à la Commission de réformes sociales par le groupe socialiste de Madrid en 1883

ALORS ! Vous allez oser en appeler aux faits pour qu'ils confirment vos économistes absurdes et vos attentats ininterrompus contre les notions les plus élémentaires de justice ? Oubliez-vous que les faits sont plus difficiles à manipuler que les mots ? Jamais en Espagne, ni hors d'Espagne, nous, les ouvriers, nous n'avons vu nos intérêts défendus ni notre droit protégé par le pouvoir politique contre l'égoïsme bourgeois. Dans les conflits entre patrons et ouvriers, nous avons toujours vu dans l'intervention du pouvoir politique une défense intelligente ou maladroite, éhontée ou dissimulée, des privilèges capitalistes. S'il était possible dans les limites de cette réponse, sans en faire l'historique, mais de donner, au moins, des exemples des violations du droit que vous avez écrits vous-mêmes, des infractions et des brimades que subissent individuellement ou collectivement les travailleurs ! Non, vos discours ne pourront trouver assentiment et applaudissements qu'auprès de ceux qui en profitent ; tous les ouvriers savent très bien, non pas par de longues études, mais par une douloureuse expérience, qu'ils vivent dans un état légal d'injustice.

Ce n'est pas l'objet ici de tracer l'histoire des rapports entre les pouvoirs politiques et ceux qui sont expropriés de tous moyens de production. Un simple coup d'œil rétrospectif suffit à démontrer comment ces rapports ont répondu implacablement aux exigences économiques.

Abstraction faite de la législation à propos des esclaves et des serfs, qui, quoique barbare, eut toujours et continue à avoir l'assentiment des pouvoirs politiques, l'attitude des gouvernements face aux expropriés, qui ne sont plus ni esclaves ni serfs, est passée par quatre phases.

“L'immonde charité”

Comment fut traitée par les pouvoirs publics, par ces rois représentants de Dieu sur la terre, pères de leurs sujets et incarnation de tous les intérêts nationaux, cette immense masse d'expropriés nés de la dissolution du régime féodal et qui n'ont pas accès aux charges, à cause des privilèges, ni aux manufactures, alors naissantes, à cause du peu de déve-

loppement de la production ? Dépourvus de moyens individuels de production et ne trouvant personne pour acheter leur force de travail, leur manque de moyens de subsistance fut défini comme un délit, comme un crime par les pouvoirs politiques. On ne les traita pas comme des victimes d'une mutation historique. On ne leur fournit pas des moyens de travail ni des asiles de secours, sans pour autant admettre qu'on estimait impossible de les leur fournir. Les ascendants des actuels prolétaires furent poursuivis comme délinquants pour leur inactivité et leur pauvreté forcées, et les seuls secours qu'ils reçurent de la sollicitude paternelle des pouvoirs politiques, ce furent l'immonde charité, la prison, les galères, la marque au fer rouge et les coups, l'esclavage et la potence. Il reste encore des traces de cette législation sanguinaire contre les expropriés dans les Codes actuels.

Mais quand cette masse sociale inactive fut absorbée peu à peu par les manufactures et par le machinisme naissant, grâce au développement de la production, favorisé par la fin des entraves et des privilèges et par le commerce intercontinental, quelle fut alors la conduite du pouvoir politique ? Soumettre et discipliner la masse des expropriés par l'oppression patronale. De dures peines pour ceux qui refusaient le travail ; des lois qui prolongeaient la journée de travail ; des lois qui fixaient, non le minimum, mais le maximum du salaire, avec de graves sanctions pénales contre ceux qui commettaient des infractions ; tous les moyens coercitifs furent nécessaires pour que la force de travail se pliât sans défense à l'évolution capitaliste qui débutait, au joug des détenteurs des moyens de production. Voilà, en résumé, les efforts du pouvoir politique en faveur du prolétariat.

Leur "liberté"

Une fois soumise cette masse, auparavant agitée et rebelle, quand le capital n'eut plus besoin, pour dominer le travail, de l'intervention constante du gouvernement, une fois formée une popula-

tion ouvrière inactive, le travailleur se vit enfermé dans le dilemme suivant : ou se soumettre ou périr, et c'est alors qu'apparurent les rédempteurs du peuple, les révolutionnaires bourgeois, qui prêchaient le principe de la non-intervention des gouvernements dans les rapports capital-travail. Telle est l'école libérale pure, celle qui croit qu'à partir du moment où les intérêts individuels et collectifs sont en harmonie, tout se résout en une seule formule : Liberté.

Mais même s'il y eut une période de relative neutralité, non seulement du fait de la doctrine du "laissez faire", "laissez passer", mais aussi du fait de la soumission des travailleurs, en raison de l'essence même des rapports économiques, le principe de la liberté dans ces rapports ne s'est jamais pratiqué.

La négociation individuelle contre la liberté de s'associer

En premier lieu, malgré la doctrine, quand les intérêts capitalistes ont été en danger, alors, le pouvoir politique a accouru pour les défendre ; mais, par ailleurs, il n'a pas existé de liberté dans les rapports ouvriers-patrons, car même si on a laissé chaque ouvrier négocier individuellement avec son patron — concession pleine d'ironie, dans la mesure où l'ouvrier isolé doit succomber —, *la liberté de s'associer à ses camarades pour négocier comme classe avec la classe capitaliste les conditions de travail lui a été refusée et il en fut de même face aux pouvoirs politiques, pour défendre sur le terrain politique ses intérêts et l'état des rapports économiques en accord avec ces intérêts.*

De l'association, droit imprescriptible de ceux qui se dénomment démocrates, vous avez fait un délit : celui de coalition quand ce sont les ouvriers qui l'exercent pour améliorer leurs conditions d'existence ; mais si les droits ne servent pas à cela, ils ne servent à rien.

Et vous avez inscrit dans le Code la sanction pénale que vous appliquez quand vous pouvez, car son application ne vous convient pas toujours et vous qualifiez la défense du travail d'altération abusive du prix des choses.

Mais la doctrine en vertu de laquelle les pouvoirs politiques ne devaient pas intervenir dans la production et dans l'échange, leur action devant se limiter à garantir à chacun l'usage de son droit individuel, fut rejetée avant même de devenir une réalité. On comprend, bien entendu, que le mouvement de production et d'échange ne peut disparaître de lui-même que lorsque tout artifice, tout privilège, toute différence sociale aura disparu dans les rapports économiques. Mais comme le contraire se produit dans les rapports actuels, artificiels, basés sur les privilèges des uns et l'oppression des autres, cela exige forcément l'intervention continuelle du gouvernement qui tend à corriger les défauts de plus en plus accentués du système, à occulter les antagonismes qu'il renferme, en un mot, à défendre la production face aux conséquences fatales de ce mode d'appropriation lui-même.

Tous les gouvernements, en acceptant ce critère, se font un devoir d'influer directement sur la vie économique des nations, et par conséquent, sur les rapports capital-travail, sur les conditions de l'ouvrier ; mais, comme toujours, en représentant les intérêts collectifs de la bourgeoisie, en les défendant à tout prix à travers les péripéties de l'évolution économique. A ce critère a obéi la législation anglaise, comme la législation allemande, la législation française et celles de toutes origines ; le projet de législation de M. Moret s'en inspire également.

La défense de l'accumulation capitaliste

Dans cette défense de l'accumulation capitaliste, qui, comme nous l'avons vu, est la mesure de ce que vous appelez la

richesse nationale, les gouvernements ont dû lutter, d'une part, contre les résistances grandissantes de la classe ouvrière et, d'autre part, contre les égoïsmes individuels des capitalistes.

En effet, en tant qu'individu, le processus de l'accumulation et de la concentration des moyens de production importe peu au capitaliste. Dès l'instant où il triomphe dans ses affaires présentes, où il obtient de son capital le plus grand bénéfice possible, la destruction de la force de travail et la dévastation de la terre ne font l'objet d'aucune considération de sa part.

Mais face aux conséquences de cet égoïsme capitaliste individuel, prolongation démesurée de la journée de travail, diminution des salaires au-dessous du minimum nécessaire pour subsister, femmes arrachées au foyer et mères transformées en bêtes de somme ; des enfants, dès leur plus jeune âge, détruits par un travail incompatible avec leur développement et y compris avec leur propre vie ; face à la disparition rapide des générations ouvrières, de plus en plus appauvries, les gouvernements ne pouvaient demeurer indifférents, non pas par amour de l'ouvrier, mais parce que les gouvernements représentent non pas l'intérêt particulier de chaque industriel, mais les intérêts capitalistes collectifs ; parce que cette destruction de la force de travail et l'anéantissement de la fécondité de la terre ont compromis non seulement le progrès du capitalisme, mais aussi la vie de la société en tarissant les sources de sa subsistance. Alors, quand l'initiative des gouvernements bourgeois s'est assoupie, est intervenue la résistance ouvrière pour la réveiller et pour exiger des limites à une exploitation aussi effrénée.

Les conquêtes de la classe ouvrière, produit de sa propre action

Et c'est ce qui s'est produit en réalité. Toute législation apparemment tournée

vers la protection du travail a eu pour véritable objet la défense des intérêts capitalistes collectifs ; mais elle n'est devenue effective que lorsque les revendications ouvrières ont menacé de compromettre gravement ces intérêts ; de ce fait, toutes les améliorations légales obtenues pour les travailleurs doivent être considérées comme de véritables conquêtes de la classe ouvrière sur la classe bourgeoise, et jamais comme des concessions humanitaires de celle-ci. Ainsi, là où la force prolétaire a manqué pour les appuyer, le déchaînement capitaliste n'a eu aucune limite.

Dans d'autres circonstances, la classe ouvrière a obtenu ces avantages, toujours par sa propre action, toujours comme ses propres conquêtes, comme conséquence du mouvement politique.

Les camps étant mal délimités, la conscience ouvrière n'étant pas complètement formée, la classe prolétaire est intervenue jusqu'à présent, et continue à intervenir en partie, dans la lutte politique, à la remorque des partis bourgeois. Ceux-ci ont été obligés fréquemment de payer l'appui populaire en reconnaissant à la force prolétaire une partie de ses droits et en limitant l'égoïsme bourgeois. Ce n'est pas non plus par gratitude, faisant plutôt moins de sacrifices que plus, cédant en partie aux prétentions ouvrières, non pas pour les satisfaire, mais pour les limiter.

Telle est la véritable explication du fait que la situation légale des ouvriers d'aujourd'hui soit plus favorable qu'au moment de l'introduction du machinisme. Ils le doivent à eux-mêmes. A leur résistance de plus en plus solidaire ; à leur attitude de plus en plus menaçante, qui rendrait impossible aujourd'hui, par exemple, l'exploitation sans limite, l'existence abominable, inconcevable maintenant, des ouvriers anglais de la première moitié du siècle.

“Proportionnelles”

Ainsi s'explique aussi ce fait : les lois et les institutions qui défendent la

force de travail contre l'égoïsme bourgeois sont proportionnelles au degré de développement du capitalisme qui les rend nécessaires et au développement de la résistance ouvrière qui les impose. C'est pour cette raison qu'en Angleterre et en Allemagne, cette législation atteint un plus grand perfectionnement, et non parce que la monarchie y possède *“des racines plus profondes et atteint une existence certaine”*.

Par ailleurs, cette législation est inefficace pour résoudre le conflit entre le capital et le travail, car précisément dans ces nations, davantage qu'en France républicaine, la question sociale y apparaît grandiose et terrifiante. Avec quelle satisfaction les pouvoirs politiques de ces nations saigneraient le prolétariat, comme cela est arrivé en France en 1848 et en 1871 ! Les provocations ne manqueraient pas, mais elles ne viendront pas à bout de la sagesse à toute épreuve des socialistes de ces pays, qui tirent les leçons de l'expérience. Ces saignées, qui affaiblissent la résistance ouvrière, éviteraient aux gouvernements bourgeois les nombreuses concessions imposées par la terreur.

La crainte des plus grands maux...

Mais oui, la terreur, et le préambule lui-même du décret de M. Moret en est une preuve. Pour démontrer aux sommets de l'Etat, à la classe dominante et à l'opinion le besoin de mesures législatives mettant en harmonie le capital et le travail et améliorant la condition prolétaire, M. Moret invoque-t-il pour autant le droit ouvrier ? Parle-t-il des effets lamentables de l'égoïsme capitaliste sur la masse des exploités ? Non ; il invoque les dangers à venir ; il dit qu'une telle situation *“ne peut se prolonger sans danger pour la paix publique”* : que si l'Etat n'étudie ni n'apporte de solution, la société s'expose à *“de douloureuses surprises”*, à *“de sanglantes représailles”*. Le fait même que le pouvoir politique et le gouvernement bourgeois aient mis

toute leur attention sur la question sociale après l'agitation des populations des campagnes d'Andalousie ne prouve-t-il pas que c'est la crainte des plus grands maux qui vous pousse à vous préoccuper de la condition du travailleur ? Et même quand de tels dangers ne menacent pas actuellement l'Espagne, M. Moret a-t-il présenté un autre argument pour démontrer l'opportunité de son enquête ?

Vous, de même que nous, reconnaissons que seule la force ouvrière est capable d'arracher à la bourgeoisie des lois protectrices pour le travail. Mais comme, malheureusement, il manque, actuellement, à cette force ouvrière la cohésion nécessaire pour s'imposer partiellement ou totalement, vous devez affirmer, comme nous l'affirmons nous-mêmes, que nous ne conquerrons aucun avantage actuellement ; car vous vous garderez bien de nous en donner comme concession gratuite. Vous savez fort bien que toute amélioration de la condition du tra-

vailleur donne plus de force à la classe ouvrière dans sa lutte contre la classe capitaliste.

Il résulte donc des considérations ci-dessus exposées :

— que la mission des gouvernements n'est pas d'améliorer la condition du travailleur ;

— que les avantages obtenus jusqu'à présent par les ouvriers sont des triomphes du travail sur la bourgeoisie et les gouvernements qui la représentent ;

— que, dans la mesure où la classe ouvrière espagnole n'a pas la force nécessaire pour imposer ses volontés, elle ne doit pas attendre le moindre avantage des travaux de la commission d'enquête ni des développements de la réflexion qui a conduit à la création d'une telle commission.

N. B. : Les intertitres sont de la rédaction de la revue.



Pablo Iglesias, l'un des fondateurs du Parti socialiste ouvrier espagnol.

**Les massacres
de Kichinev (1903) :
un pogrome
sous la Russie
tsariste**

Un révisionnisme, ouvert en Russie et rampant aux Etats-Unis, tente aujourd'hui d'affirmer que les pogromes qui ont dévasté la Russie, en particulier de 1903 à 1906, n'ont pas été fomentés par les autorités tsaristes, qui n'auraient pas donné leur accord à ces massacres organisés par des groupes dits Cent Noirs ou Centuries noires, et que le seul reproche que l'on puisse faire aux autorités tsaristes est d'avoir été insuffisamment rapides et fermes dans la décision d'y mettre fin et de rétablir l'ordre.

Les Cahiers ont déjà publié dans leur n° 8 un article consacré en grande partie au pogrome de Kichinev de 1903, qui a marqué le point de départ de la vague de pogromes qui a fait en trois ans plus de 3 000 morts et une dizaine de milliers de blessés et de mutilés (*“De l'antisémitisme tsariste à l'antisémitisme stalinien”*, pp. 23-24).

Nous republions ci-après la première partie du dossier rassemblé en 1903 par le socialiste-révolutionnaire Roubanovitch sur ce pogrome et publié dans la revue bimensuelle *Les Pages libres* (la seconde partie de l'étude, que nous laissons de côté, est strictement analytique).

“Les massacres de Kichinev”

“Un nouveau crime du tsarisme. Le prolétariat juif en lutte pour son affranchissement”

KICHINEV est une grande ville du sud-ouest de la Russie ; c'est le chef-lieu de la Bessarabie, situé sur le Byk, affluent droit du Dniestr. Quand de roumaine elle devint russe (en 1812), elle n'avait que 7 000 habitants ; aujourd'hui, elle compte 110 000 habitants environ, des Russes, des Moldovans (Roumains) et, pour un tiers, des Juifs.

D'une grande étendue, elle occupe le centre d'un pays agricole riche en vignes et en arbres fruitiers de toutes sortes, mais surtout en pruniers. C'est un centre de commerce de fruits et de vins. La grande industrie y est encore relativement peu développée, mais le nombre d'artisans appartenant aux métiers y est considérable : la plupart sont des Juifs.

Kichinev est reliée aux autres villes par des fils télégraphiques et téléphoniques ; une ligne de chemin de fer la fait communiquer avec Odessa, Kiev, Moscou, Pétersbourg et, par eux, avec le monde entier.

Kichinev se trouve dans la fameuse *tcherta ossiedlosti*, c'est-à-dire dans le rayon de domicile autorisé aux Juifs. Car, en Russie, depuis l'annexion de la Pologne, les Juifs ne sont autorisés à séjourner que dans les anciens domaines de la Pologne et dans le territoire qui confine à la mer Noire. On leur permet aussi d'habiter le Caucase, où ils avaient

droit de domicile, avant l'annexion. Ces restrictions relatives au droit de domicile ont été augmentées encore par l'empereur Alexandre III, le père du tsar actuel. Il leur est défendu, même dans le cercle de domicile autorisé, de se fixer dans les villages, d'y acheter ou d'y louer la terre arable ; il leur est défendu de se fixer près de la frontière à une distance inférieure à 50 kilomètres environ.

Toutes ces restrictions ont des exceptions, qui, à leur tour, en admettent d'autres, de sorte qu'en somme, la question du droit de domicile des Juifs en Russie dépend entièrement de l'arbitraire administratif, *du bon plaisir de la police*. Elle est souvent décidée par le hasard, le caprice, le pot-de-vin. Ainsi, des milliers de Juifs habitaient pendant des dizaines d'années Moscou ; puis, un beau jour, la police leur a fait la chasse, les a expulsés et dispersés de tous côtés.

Cette situation des Juifs en Russie fait que les fonctions de commissaire de police y sont tellement avantageuses que des officiers de l'armée quittent souvent leur état militaire et *achètent* des emplois dans la police, où ils s'enrichissent pendant un laps de temps relativement court. A Kichinev, cet état de choses est très marqué.

C'est de la ville de Kichinev que nous recevons par lettres privées des nouvelles qui nous épouvantent.

On nous écrit que, pendant les trois premières journées des Pâques orthodoxes, les 2, 3 et 4 mai, des bandes organisées armées de haches, de barres de fer et de poignards se ruèrent sur la population paisible des Juifs. Pendant trois jours, le sang des innocents coule, au milieu de scènes dont le récit glace le sang et nous transporte aux époques les plus sombres du Moyen Age : des enfants sont arrachés à leurs mères, portés aux étages supérieurs des maisons et jetés par les fenêtres sur le granit des pavés ; des femmes et des jeunes filles sont violées au milieu de la rue et meurent dans les bras des ivrognes ; les yeux sont arrachés à des vieillards ; des clous sont enfoncés à coups de marteau dans la tête de femmes et d'enfants...

Et pendant que ces horreurs se commettent, le gouverneur de la région reste impassible dans son palais. Il ordonne d'intercepter les dépêches particulières adressées à Pétersbourg ou ailleurs pour faire appel au gouvernement central.

La police et les troupes entourent d'un cercle infranchissable le théâtre du massacre et arrêtent les Juifs qui tentent d'échapper à la tuerie ; les policiers excitent la foule des assassins, crient : "*Tuez les Juifs*" et marchent en tête des bandes pour leur indiquer les maisons juives. Les logements des misérables, les boutiques, les magasins sont saccagés ; les meubles sont brisés à coups de hache ; les matelas sont déchirés et on marche dans les plumes et le duvet dispersés. Au milieu de la foule, on voit des fonctionnaires et des prêtres orthodoxes, accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants en toilette de fête ; ils pillent les magasins, remplissent leurs poches des bijoux en or et chargent leurs voitures des pièces d'étoffes, de soie, de velours.

Enfin, quand le quartier des Juifs n'est plus qu'un amas de ruines, lorsque la décomposition des cadavres gisant sur le pavé, dans les caves et les greniers, commence à menacer l'hygiène des quartiers "chrétiens", une dépêche de Pétersbourg (de M. von Plehve, le ministre de l'Intérieur) apporte les instructions nécessaires pour rétablir l'ordre — comme à Varsovie. Alors, on arrête quelques

ivrognes retardataires, on intime aux Juifs survivants l'ordre de rester chez eux... et la Saint-Barthélemy des Juifs est terminée.

On pourrait, peut-être, nous accuser d'exagération ; on pourrait, peut-être, nous soupçonner d'avoir de parti-pris condensé les traits sombres pour préparer un tableau de tendance. C'est pour quoi nous tenons à mettre devant les yeux de nos lecteurs quelques-unes des lettres qui nous sont venues du lieu du massacre, lettres écrites par des personnes occupant des situations fort différentes, et dont plusieurs n'appartiennent pas à la race juive.

Nous n'avons pas d'autres documents, car la presse russe locale est entre les mains de l'antisémitisme. Le journal *Bessarabetz*, le seul journal autorisé dans la Bessarabie, est publié par l'antisémite Cruchevan, et, comme nous le verrons, cet organe a joué un rôle prépondérant dans la préparation du massacre.

Si dans les lettres que nous publions, plusieurs détails vont se répéter avec insistance, il n'y a pas lieu de s'en étonner ; d'autre part, la lecture de ces documents est absolument nécessaire pour rendre nos explications et nos conclusions compréhensibles au lecteur français.

Première lettre

Chère Marie,

Enfin, nous sommes tous rentrés avec les enfants dans notre malheureux Kichinev, tout saccagé : je me suis un peu calmée maintenant, à tel point que je peux prendre la plume pour te décrire les horreurs que nous avons traversées il n'y a pas longtemps. Je ne trouve pas assez de mots pour te raconter tout ce qui s'est passé à Kichinev pendant trois jours de suite. Je pourrais écrire et parler tant que je voudrais : tout ceci ne serait que le millième de ce qui s'est passé en réali-

té... Ces atrocités ne sont possibles qu'aux premiers siècles, et pourtant elles ont été accomplies par des hommes du vingtième.

On commença le "pogrome" (1) dimanche en brisant les vitres de toutes les maisons juives de la ville entière sans exception. On croyait que cela n'aurait pas de suites. Mais le "pogrome" prit rapidement de plus grandes proportions. *N'étant retenue ni par la police, ni par les troupes*, la foule s'introduisait avec des haches et des couteaux *dans les habitations des Juifs pauvres*, saccageant leurs demeures et les tuant ensuite. Rien ne pouvait les sauver, car les brigands descendaient dans les caves, montaient aux greniers et les assassinaient là.

Lundi, à quatre heures du matin, ils se mirent à "travailler" dans toute la ville ; s'ils ne pouvaient pas briser les portes et les volets, ils entraient par les toits, et une fois entrés dans les logements ou magasins, ils les transformaient en quelques secondes en un monceau de ruines. Ils ne laissaient rien. Rien ne pouvait éviter les coups de leurs haches, ni les portes, ni les fenêtres, ni les poêles, ni les meubles : tout subissait le même sort. Beaucoup de maisons à deux étages, dans les rues Nikolaïevskaïa, Gostinaya, Léonskaïa, ont été complètement ruinées. Tous les magasins, à partir de Gostinaya, Gubernskaïa jusqu'aux Halles, ont été dévastés. Les stores en fer étaient brisés. Toutes les marchandises : livres, diamants, or, linge, étaient jetées dans la rue et emportées ou détruites. Les propriétaires devaient être des témoins impassibles de leur propre ruine, car la police les empêchait de prêter résistance.

Il y a eu à ma connaissance 63 tués, 80 grièvement blessés sans espoir de guérison et plus de 300 blessés plus ou moins légèrement. On tuait avec une atrocité féroce. Ainsi, une petite fille de trois ans était déchirée en deux. On arrachait les petits bébés à leurs mères et on les étranglait sous leurs yeux. Une femme eut le ventre coupé en croix, qui fut ensuite rempli de plumes. Une autre eut les seins coupés. A une autre, on enfonça dans les narines d'énormes clous. A un

Juif, on enfonça des clous dans la tête. A un lycéen, fils d'un ouvrier peintre, on arracha la langue. On viola des jeunes filles en pleine rue à partir de treize ans ; plusieurs sont devenues folles d'effroi...

Il y a en un mot tant de malheurs et de souffrances qu'il est impossible de les dépeindre. Le jour où on ensevelit les dix premiers Juifs tués, toute la ville était pleine de pleurs et de gémissements ; au cimetière, il se passa quelque chose d'horrible ; l'administration même ne pouvait retenir ses larmes — de crocodile.

Les dommages sont énormes ; ils s'élèvent, dit-on, à 7 millions de roubles (20 millions de francs environ). Plus de vingt mille êtres humains sont restés sans abri, sans ressources, sans travail. On a ouvert quelques asiles dans la ville pour tous ces malheureux, où ils sont nourris et soignés par les "dames" de la société juive. On raconte que, la nuit, les malheureux crient tout le temps, croyant qu'on veut les assassiner. A Kichinev, on a réussi à ramasser 100 000 roubles, mais on ne peut pas recueillir davantage, car bien des Juifs riches sont ruinés.

Nous nous sommes sauvés, grâce à Dieu, quoique la foule ait traversé notre rue cinq fois. Quand la foule descendit jusqu'à nous, je me mis à crier et je me réfugiai dans la chambre de la cour, où s'est trouvée Sonia et les enfants dans une panique effroyable. Nos domestiques chrétiens persuadèrent la foule qu'ici habitaient des chrétiens, d'autant plus qu'à toutes nos fenêtres étaient exposées des images saintes. Beaucoup de Juifs firent de même et grâce à cela se sauvèrent. Trois jours nous restâmes sans manger et sans dormir. Mais enfin arriva le directeur du département de la Police et nous partîmes pour Odessa, abandonnant tout notre bien à Kichinev. On ne pouvait pas quitter la ville plus tôt, car on jetait les Juifs hors des voitures et on les frappait dans la rue.

Un chrétien donna l'abri à une famille composée de quatre Juifs et les tua ensuite lui-même. Tout a été probablement

(1) C'est ainsi qu'on appelle en Russie les émeutes antisémites.

organisé d'avance. Avant qu'on ait reçu la dépêche qu'on pouvait tirer sur la foule et avant que la ville fût déclarée en état de siège, tout a été saccagé et les brigands n'avaient plus rien à faire.

Il y a maintenant à Kichinev beaucoup de correspondants de journaux, entre autres celui du *Times*, qui visite les endroits saccagés et les hôpitaux...

Deuxième lettre

Kichinev, 3 mai

Croirait-on qu'en plein vingtième siècle une Saint-Barthélemy ou un massacre des Innocents soient chose possible ? Il semblerait que non, du moins en Europe. Et cependant, c'est ce qui vient de se passer ici, à Kichinev, capitale de la Bessarabie (région du sud de la Russie) faisant frontière avec la Roumanie et bien près de la Turquie, avec laquelle, comme on va le voir, elle a gardé certains traits de ressemblance.

En effet, si la Turquie a ses "massacres périodiques d'Arméniens", la Russie sa voisine, et en même temps l'alliée de la France, a tenu à honneur d'avoir aussi quelques petits massacres à enregistrer, et elle n'a rien trouvé de mieux que de s'en prendre aux Juifs, qui, étant de leur nature un peuple pacifique à l'excès, devaient lui offrir un champ propice et peu dangereux. En conséquence, voulant illustrer les fêtes de Pâques d'une manière convenable, une certaine clique antisémite à laquelle MM. Drumont et Cie seraient heureux d'appartenir, sans doute, a organisé un véritable massacre ; cela s'appelle "pogrome" en russe. Ce massacre comploté et organisé d'avance était l'objet des conversations apeurées, depuis une quinzaine de jours déjà, mais parmi les gens opportunistes et sages, personne n'y croyait... Pâques arrive ; le jour se passe sans incident. On est au lundi, et tout est assez tranquille, quand, de ci, de là, on déclare que des pierres ont été jetées aux fenêtres de

quelques magasins juifs. Chacun est bien sûr que tout finira là.

Cependant la matinée s'avance et il semble que les pierres continuent à tomber ; on entend même dire que, dans les vieux quartiers, on s'attaque non plus aux fenêtres, mais aux gens.

Aujourd'hui, tout est calme, les patrouilles parquent encore dans les rues, et les pauvres victimes d'un moment de sauvagerie vont se faire panser à l'hôpital, qui regorge des plus maltraités d'entre eux ; les plaies sont hideuses, et les victimes de tout âge, mais toujours des pauvres et des faibles. La foule, poltronne, indifférente ou haineuse, quand elle n'était pas hostile, s'est conduite comme la foule se conduit presque toujours : au gré de ses instincts les plus bas ; seulement, ici, la foule, c'était toute la société kichinéviennne russe, descendue à son vrai niveau, et montrant à quel degré de culture sociale elle s'est attardée.

Le lendemain du massacre, le journal local, le seul autorisé dans ces parages par le gouvernement, qui y avait excité et prédisposé les esprits, faisait une longue dissertation psychologique sur l'état d'esprit des foules en général, déplorant l'indifférence de celle qu'il avait ameutée lui-même contre les Juifs.

Il ne manquait évidemment qu'une teinte de cynisme à ce tableau, dont les détails sont la lâcheté, la faiblesse, l'étroitesse de vues, l'ignorance, la jalousie secrète et irraisonnée, la rapacité et la débauche. — *Signé : Une femme française en Russie.*

(Cette lettre a paru intégralement dans la Petite République, du 8 mai.)

Troisième lettre

Des désordres terribles dirigés contre la population juive de Kichinev ont éclaté pendant la première journée des Pâques orthodoxes.

Ils ont duré trois jours. La deuxième et la troisième journées, ces désordres

ont pris des formes si grandioses et si frappantes par leur férocité bestiale que cette dévastation apparaît comme unique dans son genre.

C'est un grand malheur national. La panique dont la population juive fut saisie, la terreur dans laquelle elle vivait pendant ces trois horribles journées sont impossibles à décrire. Il a fallu voir tout ça, bien plus, il a fallu l'éprouver. Le souvenir de ces malheurs me font trembler et je me demande si tout ça n'est pas un rêve.

A l'heure qu'il est, tous les quartiers juifs sont démolis, les magasins des épiceries juives, les bijouteries, les merceries, les librairies sont démolis, ainsi que les restaurants, les cabarets, les moulins, etc.

A la fin de la deuxième journée, la ville avait l'aspect d'un terrible désert. Les pavés paraissaient être couverts de neige, c'étaient les plumes, le duvet des oreillers déchirés. La dévastation des lieux était accompagnée de viols féroces sur des personnes innocentes et les agresseurs ne tenaient aucun compte ni du sexe, ni de l'âge. Déjà, à la fin de la première journée, des voitures chargées de cadavres et de blessés se dirigeaient vers l'hôpital juif. A l'heure actuelle, le nombre des Juifs blessés soignés à l'hôpital dépasse trois cents et il faut noter qu'il y en a beaucoup qui se font soigner chez eux.

La dévastation, bien entendu, frappa de tout son poids surtout la partie la plus pauvre de la population juive. Quelles scènes horribles se sont passées dans la chambre mortuaire, où les parents allaient chercher les leurs !

Les cadavres défigurés et mutilés furent là l'un près de l'autre. Il y avait parmi eux un petit enfant de six mois, tué sur la poitrine d'un vieillard ; un élève du lycée étranglé dans les cabinets d'aisance, où le malheureux s'était réfugié ; une mère a trouvé ses trois fils assassinés dans les lieux d'aisance.

On tuait avec des haches, des barres de fer, des fourches, et même à coups de lourdes clefs.

Un Juif fut tué à la sortie de l'hôpital où il avait ramené un cadavre. Une jeune

filie israélite, voyant au milieu de la rue un vieillard blessé, s'est précipitée à son secours : elle fut tuée par une foule nombreuse, où il y avait des "intellectuels". Le pillage et le massacre furent dirigés exclusivement contre les Juifs ; la foule tâchait toujours, avant de commencer son travail, de se convaincre que la maison qui leur était désignée était vraiment aux Juifs. Souvent, des "icônes" étaient exposées aux fenêtres des habitations juives, mais la rage de la foule devenait plus grande encore lorsqu'elle s'apercevait de la "fraude".

Sous quelle influence commencèrent ces désordres, quelle en est l'origine ? Vous connaissez certainement le journal *Bessarabetz*, publié par le nommé Cruchevan, cet antisémite stupide et monstrueux dans sa bêtise.

C'est grâce à ce journal que l'antisémitisme s'est bâti un nid à Kichinev, soutenu par les autorités militaires et civiles. La haine de ces gens contre les Juifs se transmettait du haut en bas de la société. C'est ainsi que la fable absurde d'après laquelle les Juifs font l'emploi du sang chrétien pendant leurs Pâques a pris corps et forme, lorsqu'à Doubossary, près de Kichinev, fut trouvé le cadavre d'un jeune homme et que le journal antisémite *Bessarabetz* en a profité pour lancer contre les Juifs l'accusation du crime rituel !

Tous les jours, pendant plus d'une quinzaine, le journal, avec le consentement évident de la censure, revenait avec force commentaires sur ce crime rituel et aucun organe de presse ne pouvait opposer à ces mensonges des démentis motivés et développés.

Quand le procureur auprès du tribunal a officiellement établi la fausseté de l'accusation portée contre les Juifs, le journal antisémite fut bien obligé de démentir officiellement sa propre invention, mais il était trop tard, car la légende du meurtre rituel s'était répandue dans les basses couches et avait tendu les relations entre les deux moitiés de la population. — *Signé : N.*

Quatrième lettre

Mon cher ami J., tu vivras sûrement dix ans de plus parce que tu n'as pas vu dans ta ville natale les scènes sanglantes qui se déroulent ici depuis deux jours. On nous assassine et on démolit tout. Quelque chose d'aussi effroyable n'a jamais été vu. Toutes les maisons juives sont littéralement démolies. La police, jusqu'aujourd'hui, ne fait qu'encourager les émeutiers. Les soldats eux-mêmes prennent part au pillage et aux massacres. Des tas de Juifs assassinés jonchent le long des rues ; les hôpitaux regorgent des blessés et des mourants. Les cheveux se dressent à la vue de ces horreurs. Depuis trois jours, nous ne nous sommes pas couchés et, d'une minute à l'autre, nous nous attendons à être massacrés par la foule. La police ne fait que désigner les maisons juives. J'entends les agents de la police dire : "*Assez par ici, allez plus loin.*" Ne crois pas que j'exagère. Oh ! non, je ne puis te décrire la millième partie de tous les crimes commis sous nos yeux et qui continuent sans interruption. Un petit groupe de Juifs de notre rue se tient dans notre cour pour résister aux assassins. — *Signé : S.*

Cinquième lettre

Le 19 et le 20 avril (*vieux style*) ont eu lieu des troubles antisémites à Kichinev (Bessarabie) ; 36 morts gisent sur les pavés ; 70 grièvement blessés sont admis mourants à l'hôpital juif et 250 se sont fait panser des plaies horribles à voir.

Quel fut le prétexte de ce massacre évidemment préparé d'avance ? Un paysan du village de Bender vint le dimanche des Pâques russes à Kichinev et raconta que les Juifs avaient tué un garçon chrétien afin de se servir de son sang pour leur usage rituel des Pâques. Aussitôt, des bandes se sont formées, armées de haches et de barres de fer, et le pillage des magasins commença. Bientôt, les

Cosaques venus sur les lieux firent cause commune avec ces bandes, et les assassinats et l'incendie des maisons commencèrent ; le sang coula à flots. — *Signé : R.*

Sixième lettre

Vous avez certainement déjà entendu parler de cette boucherie qui s'est passée à Kichinev. Il n'y a pas assez de paroles pour décrire le terrible tableau que nous présente la partie de la ville habitée par les Juifs. Dévastement complet, misère affreuse, plus de vingt-cinq mille hommes, femmes et enfants sont sans abri, sans pain !

Une centaine de Juifs tués ou morts des blessures est déjà enterrée, plus de deux cents cadavres attendent leur tour. On n'a ménagé ni les femmes ni les enfants. Il m'est impossible de décrire tout ce que j'avais vu. Je ne comprends pas seulement une chose : comment les autorités de la ville n'ont rien entrepris pour mettre fin à ces horribles excès. *Le gouverneur prétend qu'il n'a reçu la permission de réprimer l'émeute qu'après trois jours.*

Tout cela me révolte et j'ai honte pour *mes frères chrétiens* qui ont pu atteindre jusqu'à ce degré de férocité. Ils n'avaient pas assez de ravager leurs maisons, de casser leurs meubles, de piller leurs biens. Parmi les massacreurs, j'ai vu — de mes yeux — des étudiants antisémites, les jeunes Semigradoff et Pissarjeff... Quelques chrétiens qui eurent pitié des Juifs et essayèrent de parler à la foule reçurent une charge de pierres sur la tête. Le massacre de Kichinev a commencé le lundi 20 avril (2 mai), à quatre heures du matin, à la sortie de l'Eglise, aux environs et au centre de la ville en même temps. Les assassinats et les tortures commencèrent presque immédiatement.

La foule fut menée par une bande d'assassins. Cette bande éventrait les femmes, violait les jeunes filles et les enfants, enfonçait des clous dans les

têtes juives ; on coupait les nez et les oreilles aux Juifs que l'on ne tuait pas. On remarquait dans la foule des étudiants, des fonctionnaires, des prêtres orthodoxes, des élèves du séminaire.

Le gouverneur envoya dire aux Juifs venus implorer son intervention qu'il ne "*pouvait pas se faire du mauvais sang pour si peu de choses*". Ce n'est qu'à la fin de la troisième journée qu'il envoya une dépêche à Pétersbourg et ce n'est que douze heures plus tard qu'il reçut en réponse la permission de mettre fin "*aux désordres*". — Signé : F.

Septième lettre

Ces trois derniers mois, l'atmosphère antisémite était particulièrement électrisée. Les articles du journal *Bessarabetz* devenaient de plus en plus furieux ; et les événements de Doubossary ont ajouté de l'huile à la flamme.

On sait qu'à Doubossary, un garçon de dix-sept ans, fils adopté d'un habitant de cette ville, fut trouvé assassiné. Tout porte à croire que cet assassinat a pour cause une histoire d'héritage. On fit circuler dans le peuple le bruit d'un crime rituel. Le journal de Pétersbourg, *Novoïé Vremia*, publia une dépêche dans ce sens. L'enquête ordonnée constata que ce crime n'avait nullement un caractère rituel. La première enquête n'ayant pas calmé les bruits malveillants, une nouvelle enquête, avec examen du cadavre par des experts, fut faite par une commission spéciale venue de Pétersbourg. Les antisémites continuaient pourtant leur agitation calomnieuse. Lorsque le rabbin de la ville de Kichinev s'adressa à l'archière (évêque) avec prière de démentir devant la population les fausses accusations, ce prêtre supérieur répondit qu'il croyait à l'emploi par les Juifs du sang chrétien. A la tête de la chasse se trouvait le rédacteur en chef du *Bessarabetz*, M. Cruchevan. Quelques jours avant le "pogrome", ce journal publia un article intitulé : "*Exécution d'un rédac-*

teur", qui fut un appel ouvert à l'extermination des Juifs.

Le "pogrome" de Kichinev portait les traces d'une affaire parfaitement organisée d'avance. On disait ouvertement qu'aux jours des Pâques, les Juifs seraient massacrés. Les événements se préparaient depuis plusieurs mois et la police non seulement en fut informée, mais y prenait une part active. Nous pouvons citer des preuves. Le sous-commissaire de police Dobrosselsky vint la veille des Pâques au bureau de tabac de M. Bendersky, prit dans la caisse cinq roubles et s'en alla. Le propriétaire du bureau protesta. Alors ce fonctionnaire dit : "*C'est égal, les jours des Pâques, vous serez massacrés.*" Dans la maison de M. Roudy, la foule était en train de casser un coffre-fort ; elle y mit deux heures : pendant ce temps, le commissaire de police assistait à ce travail, qu'il encourageait pour partager le butin avec les "travailleurs".

Dans un endroit, pendant le pillage, les Juifs formèrent un groupe de résistance, qui tint tête aux émeutiers. A l'appel de ces derniers, le commissaire de police fit venir les troupes, qui, à coups de baïonnettes, mirent en fuite les Juifs résistants. Quelques dizaines de Juifs, se sauvant sur les toits des maisons, vinrent s'abriter derrière les bâtiments de la police : immédiatement, ils furent saisis et livrés à la foule, qui les assassina instantanément. On trouva après le "pogrome" des proclamations ainsi conçues : "*La police a commencé le pillage, et maintenant, ayant reçu un pot-de-vin des Juifs, elle veut nous mettre en prison.*" On lisait dans le peuple des "manifestes" du tsar appelant au massacre des Juifs et le peuple disait que ces manifestes étaient authentiques, car autrement "*la police n'aurait pas permis de tuer et piller les Juifs pendant deux jours*".

Un soldat a déclaré : "*J'exécute des ordres : hier, on m'a ordonné de piller, j'ai pillé ; demain, si l'on m'ordonne de tirer, je tirerai.*"

La foule n'attaquait que des maisons juives, et bien que, dans plusieurs maisons, il y eût des boutiques chrétiennes à côté des boutiques juives, il n'y avait

pas une seule erreur. Il y avait même des drapeaux avec cette inscription : “*Mort aux Juifs !*”

Quels furent les organisateurs de ce pogrome ? La rumeur publique et les dépositions des témoins oculaires désignent des personnes occupant une haute situation officielle.

Ainsi, on appelle : M. Chtcherban, grand propriétaire foncier ; M. Pissarjevsky, notaire ; M. Balinsky, grand propriétaire foncier ; M. Davidovitch, juge d'instruction ; M. Popoff, étudiant et fils du membre du tribunal, etc.

Quelques-unes de ces personnes étaient à la tête des bandes et leur indiquaient les maisons à piller. Il y avait des vélocipédistes qui conduisaient la foule. On distribuait à la foule de l'argent. Les organisateurs du massacre avaient leur quartier général à l'hôtel “Rossoya” : ici fut préparé le plan de la campagne, et ici se trouvait la caisse de l'entreprise !

L'enquête ordonnée par le gouvernement montre la vraie conduite du gouvernement central. L'enquête est confiée au juge d'instruction, M. Davidovitch, l'un des principaux rédacteurs du journal *Bessarabetz*, et l'un de ceux qui prirent une part active et ouverte au “pogrome” ! Notons que le journal de M. Cruchevan a ouvert une souscription *en faveur... des chrétiens arrêtés !* Le vice-gouverneur est M. Oustrougoff : il est le censeur de Kichinev et un antisémite impitoyable.



Les faits étant exposés dans leur horrible simplicité, nous n'hésitons pas un seul instant à dénoncer comme principal coupable le gouvernement du tsar : l'initiateur, l'inspirateur, l'organisateur de ces massacres, c'est le ministre de l'Intérieur, M. von Plehve, aidé du gouverneur de Kichinev.

Certes, la presse antisémite a joué un rôle actif ! Mais quand on pense que la presse — surtout la presse quotidienne de province — est soumise à la censure

quotidienne la plus rigoureuse, une censure qui non seulement étend son pouvoir sur les choses déjà prêtes à être publiées, mais qui indique tous les jours aux directeurs des journaux les sujets sur lesquels il convient de faire le silence absolu, ou au contraire sur lesquels il faut faire dans un sens déterminé les développements les plus complets, quand on pense que même les journaux de la capitale sont soumis au régime des circulaires qui règlent l'expression de l'opinion publique — qui, dans ces conditions, ou bien fait défaut, ou bien apparaît complètement dénaturée —, il n'y a pas un seul instant à hésiter pour dire que l'excitation journalière du journal antisémite *Bessarabetz* était l'œuvre voulue, préméditée, du gouvernement qui avait un projet à réaliser.

Depuis l'avortement des réformes du tsar Alexandre II, la politique antisémite est devenue en Russie le grand dérivatif du courant de mécontentement du peuple russe. Lorsque, vers 1881, la situation de l'autocratie a été menacée, lorsque surtout, après les coups portés au tsarisme par le célèbre parti révolutionnaire “*Narodnaia Volia*” (Volonté du Peuple), le trône des Romanoff a chancelé, les conseillers du tsar Alexandre III — et parmi eux, surtout, le comte Ignatieff, ministre de l'Intérieur au début du règne de ce tsar — inaugurèrent d'une manière consciente, voulue, apparente, le régime des “pogromes” ou émeutes antisémites. Sous prétexte que les Juifs ne participaient pas à la production — ce qui, même à cette époque, était absolument faux —, on insinuait aux artisans des villes et aux paysans des villages qu'ils n'avaient pas à se gêner avec ces exploités de leur travail et que les autorités fermeraient les yeux sur quelques bonnes “leçons” données à cette race étrangère et maudite. Alors commença cette série d'émeutes où les Juifs pauvres étaient systématiquement ruinés, saccagés, pillés, mais rarement assassinés. L'assassinat des Juifs est une nouveauté, un perfectionnement, un signe des temps, la marque de la nouvelle politique qui règle les destinées de la maison des Romanoff, sous Sa Majesté M. von Plehve.

N° 124 — TROISIÈME ANNÉE

16 Mai 1903

“Pages libres”

LES MASSACRES DE KICHINEV

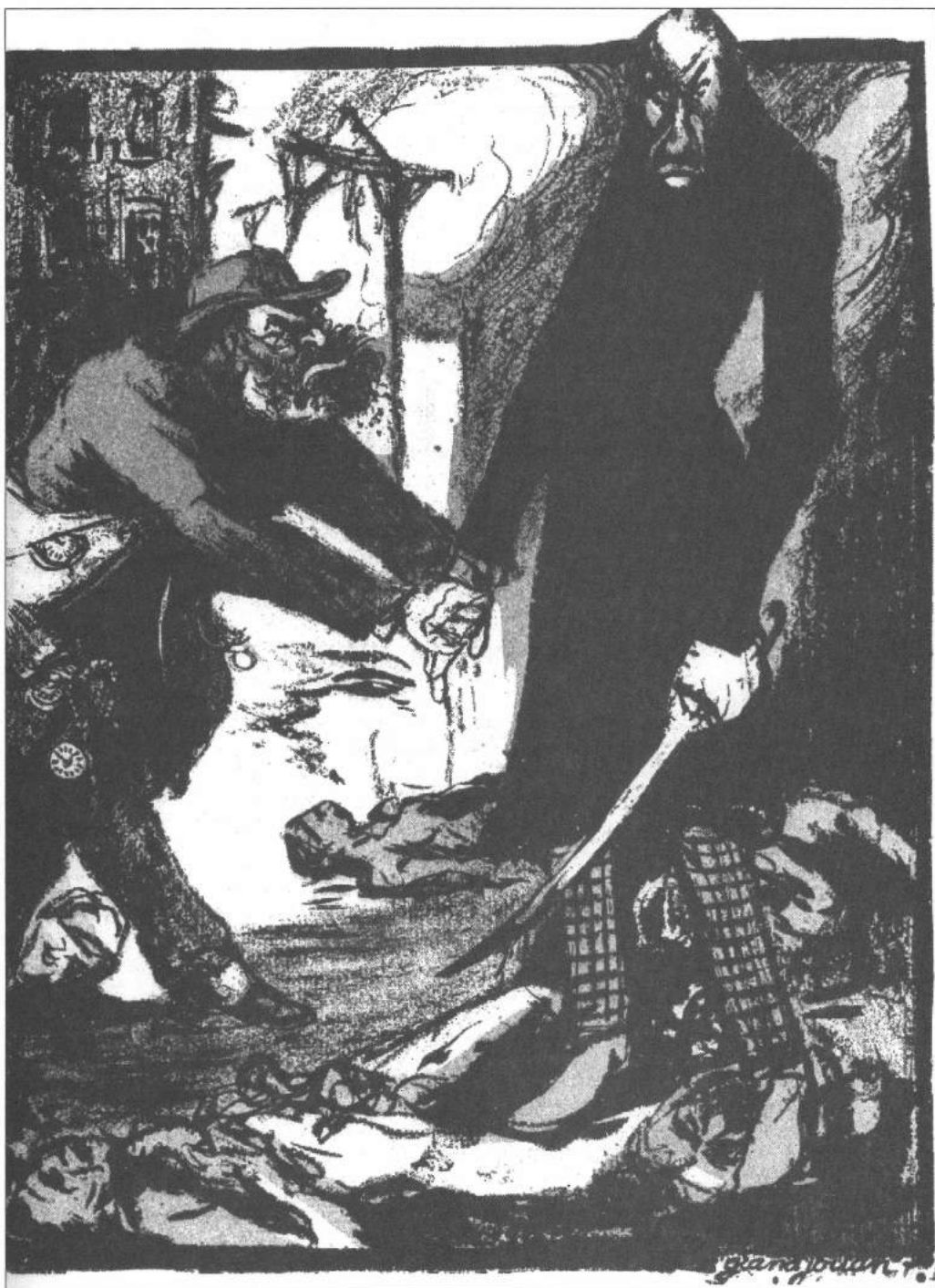
**Un nouveau crime du tsarisme. — Le prolétariat juif en lutte
pour son affranchissement**

Par ROUBANOVITCH

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

Le numéro : 0 fr. 20

8, rue de la Sorbonne, Paris (5^e)



Edouard Drumont (journaliste catholique, auteur de *La France juive*, essai d'histoire contemporaine, véritable manifeste antisémite) s'adressant à Cruchevan, rédacteur en chef du *Bessarabetz* : "Bravo ! Voilà une réponse aux provocations ! Ah ! si nous étions aussi courageux, à Paris !" (dessin de Grandjouan, paru dans *L'Assiette au beurre*).

**L'Irlande
et les Internationales
socialiste
et communiste
(1917-1921)**

**(Emmet O'Connor,
professeur de sciences politiques,
université d'Ulster, Magee College,
Derry, Irlande du Nord)**



Le soulèvement de Dublin, en avril 1916.

“Le travaillisme a poussé comme un champignon”

LES lecteurs de l'excellent ouvrage de Gert Callesen *Les Internationales socialistes, une bibliographie : les publications des Internationales social-démocrate et socialiste* (IALHI, 2001) ont pu remarquer que, dans les annexes des publications présentées aux conférences des Internationales, il y avait trois citations sur l'Irlande pour 1919, et puis rien pour aucune des autres années.

A partir de cela, on pourrait facilement conclure que le mouvement ouvrier irlandais a été pris d'un intérêt exceptionnel pour l'Internationale en 1919, pour s'en désintéresser totalement les autres années.

Procéder ainsi serait une profonde erreur. Il y a eu une irruption soudaine du mouvement ouvrier international en Irlande en 1917, à tel point que les Internationales devinrent partie intégrante de la politique du mouvement ouvrier jusqu'en 1920. Puis, presque aussi soudainement qu'elle était apparue, la marée rouge s'est retirée. Le Parti communiste a conservé des liens avec l'Internationale communiste, mais la majorité du mouvement ouvrier est retournée vers l'insularité.

L'Irlande et l'Internationale socialiste

Avant 1917, les Irlandais n'avaient été présent, qu'à une seule conférence de la

Deuxième Internationale : celle de Paris, en 1900, quand deux délégués y ont participé au nom du Parti socialiste républicain irlandais. Le parti — disait-on — avait plus de syllabes que de membres et il s'est effondré en 1903. Un parti lui a succédé, avec moins de syllabes, mais pas plus de membres, a demandé à James Connolly de le représenter à la conférence de Stuttgart, en 1908, mais il n'a pas été en mesure de s'imposer.

Le nationalisme stimulait le regain d'intérêt pour les questions européennes au cours des dernières années de la guerre mondiale. Les Irlandais ont remplacé progressivement la revendication d'autonomie par celle de l'indépendance comme leur aspiration nationale, et ils désiraient ardemment proclamer leurs revendications dans toutes les conférences qui pouvaient peser sur un règlement de la paix et sur la forme de l'Europe d'après-guerre. Un autre facteur a été le renouveau de confiance du mouvement ouvrier. Entre 1916 et 1920, le nombre de syndiqués est passé de 100 000 à quelque 250 000, soit plus de 25 % des salariés. Sur la même période, le nombre de membres du Syndicat général et des transports (IT & GWU), extrémiste nationaliste, a crevé le plafond en passant de 5 000 à 120 000.

En février 1917, les syndicats de Dublin ont décidé qu'il y aurait une présence irlandaise particulière dans toutes les conférences internationales à venir du mouvement ouvrier. Quand le soviétique de Petrograd et les comités socialistes hollan-

dais et scandinave ont lancé un appel pour la tenue d'une conférence internationale du mouvement ouvrier à Stockholm, la direction de la confédération des syndicats (ITUC) et le Parti travailliste ont accepté d'envoyer une délégation, mandatée "pour rechercher à établir le Parti travailliste irlandais en tant qu'unité distincte dans le mouvement ouvrier international" et pour soutenir une paix sans annexion ni indemnités, sur la base de l'autodétermination. L'initiative a été réduite à néant, puisque le gouvernement britannique a refusé de délivrer des passeports aux délégués.

"La renaissance nationale de la Bulgarie"

L'une des forces dynamiques de l'internationalisme à l'intérieur du mouvement ouvrier était constituée par le Parti socialiste d'Irlande (SPI), fondé en janvier 1917 par William O'Brien, qui devait devenir le responsable le plus puissant du IT & GWU. Bien qu'il soit resté faible en nombre, le SPI a engrangé les têtes pensantes du IT & GWU et du ITUC. Un aperçu de l'intérieur de l'atmosphère du moment est révélé dans le journal intime d'O'Brien pour la journée du 25 mars 1917, quand il note qu'une journée d'étude du parti sur "la renaissance nationale de la Bulgarie" avait permis de recruter 22 nouveaux membres, portant à 100 l'effectif du SPI.

A la suite de la révolution d'Octobre, le SPI s'est ouvertement identifié aux bolcheviks. Le 4 février 1918, O'Brien a présidé un meeting plein à craquer au Mansion House de Dublin, pour saluer la révolution. "Un enthousiasme merveilleux", a-t-il confié à son journal. En octobre 1918, le SPI et le conseil syndical de Dublin ont mis en place un "Comité République et Révolution russe" pour saluer le premier anniversaire de la révolution bolchevique. Bien que les autorités britanniques aient interdit les festivités prévues, deux meetings illégaux se sont tenus, et le SPI a publié la brochure "La nouvelle Russie". Terminant l'année, un rassemblement de masse a eu lieu le 1^{er} décembre à la Bourse du travail de Dublin, pour "célébrer la chute de l'impérialisme en Europe centra-

le, saluer les républiques allemande et autrichienne, et faire cause commune avec la révolution sociale".

Pendant cette période, en juin 1917, O'Brien a assisté à la conférence de Leeds du conseil de l'Unité socialiste britannique pour saluer la révolution russe et il a insisté pour parler en tant qu'émissaire fraternel du SPI, et non comme un délégué "britannique". En janvier 1918, une délégation conjointe de l'ITUC et du SPI a rencontré Maxime Litvinov, le ministre plénipotentiaire soviétique à Londres, et a fait appel au soutien des Russes pour leurs objectifs dans les conférences internationales. La délégation a ensuite procédé à un entretien avec un groupe de dirigeants socialistes venus du continent pour assister la conférence du Parti travailliste britannique à Nottingham. Une autre mission en Angleterre a suivi en avril et s'est assurée de l'opposition du mouvement ouvrier britannique à l'application de la conscription en Irlande.

Le Parti travailliste a formulé une politique étrangère à la fin de 1918. A sa conférence annuelle, en août, le ITUC a appelé au rétablissement de la Deuxième Internationale. La motion a reçu l'appui du SPI, bien que les bolcheviks aient été contre l'Internationale, et en conséquence, un comité confédération-SPI a été créé, en tant que "section irlandaise de l'Internationale". En novembre, une conférence spéciale du ITUC a contresigné une "déclaration des buts internationaux", proclamant l'adhésion du Parti travailliste à la "formule russe" de la paix fondée sur l'autodétermination, sans annexions ni indemnités, exigeant que le droit à l'autodétermination soit étendu à tous les peuples assujettis et protestant contre la mise hors la loi de la Russie soviétique par les capitalistes. Le "comité international" du ITUC a aussi adressé une lettre ouverte aux ouvriers de Grande-Bretagne, pour rechercher leur soutien à l'autodétermination.

La victoire éclatante du Sinn Fein

Le ITUC s'est rebaptisé Parti travailliste irlandais et Confédération syndicale en

novembre 1918, mais le mouvement ouvrier, à cette époque, était fortement influencé par le syndicalisme américain, et le Parti travailliste n'a pas eu d'existence séparée de celle de la Confédération syndicale. Sans appareil politique, le mouvement ouvrier a décidé de ne pas participer à la première élection générale d'après-guerre, en décembre 1918. L'élection a eu pour résultat une victoire éclatante pour le Sinn Fein, ce qui a déterminé la rupture du lien avec la Grande-Bretagne en établissant son propre Parlement, Dàil Eireann, et en bâtissant un Etat républicain en opposition à l'Etat britannique en Irlande.

Pressé de tenir sa place dans le nouvel ordre politique, le mouvement ouvrier a décidé de tirer le meilleur parti possible de la conférence sur le renouveau de l'Internationale, qui allait bientôt se tenir à Berne. La confédération a désigné une équipe de quatre camarades pour aller à Berne, le 28 décembre. Après la réunion des députés républicains le 14 janvier pour préparer les textes constitutionnels pour installer le Dàil Eireann, un communiqué de presse du Sinn Fein déclarait :

“Un document préparé par la délégation des ouvriers irlandais à la conférence internationale a été soumis aux membres présents, et il a été décidé que la déclaration des revendications nationales mises en avant était chaleureusement approuvée. Un comité a été mis en place pour rédiger un projet de programme de travail constructif sur des orientations démocratiques en consultation avec les dirigeants du mouvement ouvrier.”

Le summum de ce quiproquo a été l'adoption par le Dàil Eireann du programme démocratique. Rédigé par le membre du SPI, le programme démocratique était devenu le manifeste social de la république et avait fourni au mouvement ouvrier quelque chose pour compenser son manque de représentation parlementaire au moment où il faisait ses premiers pas sur la scène internationale.

Finalement, deux délégués irlandais ont fait le voyage à Berne, mandatés par le Parti travailliste et le SPI. Tous les deux ont été reçus en tant que délégation nationale. Pour soutenir la revendication irlandaise d'autodétermination, ils ont présenté à la conférence deux documents de seize pages :

“Mémoire sur l'Irlande présenté par la délégation du Parti ouvrier et Congrès syndical irlandais à la conférence internationale ouvrière et socialiste de Berne” et “Denkschrift über Irland. Dem Syndikalkongress und der Internationalen Arbeiter und Sozialistenkonferenz in Bern 1919 von der Abordnung der Arbeiterpartei vorgelegt”.

Le soutien à l'autodétermination de l'Irlande

Le Parti travailliste a aussi publié les cinquante-deux pages de *“L'Irlande à Berne : rapports et mémorandums présentés à la conférence socialiste et internationale du mouvement ouvrier tenue à Berne en février 1919 (Dublin, 1919)”*.

La conférence a adopté deux résolutions sur l'Irlande, soutenant son droit à l'autodétermination et appelant à des pourparlers de paix. Préalablement aux votes, les Irlandais ont réussi à convaincre la délégation du Parti travailliste britannique de remplacer l'autonomie par l'autodétermination comme étant sa position sur l'Irlande. En contrepartie, les Irlandais ont donné leur accord pour ne pas exiger la reconnaissance de la République irlandaise.

Les délégués irlandais ont été élus à la commission permanente de la conférence et ont rédigé un projet de mémorandum sur l'Irlande pour la délégation du congrès à la conférence de la paix, à Paris. De passage à Paris sur le chemin du retour, ils ont aussi fait leur rapport à la mission du Dàil Eireann à la conférence.

Le SPI était représenté à la réunion suivante de la commission permanente Internationale à Amsterdam des 26-29 avril. En Irlande même, le mouvement ouvrier a célébré le 1^{er} Mai par une grève générale en signe de solidarité prolétarienne internationale et pour l'autodétermination de tous les peuples. Mais, bien que les Irlandais d'Amérique aient fait pression pour mettre en place une ambassade ouvrière auprès des organisations ouvrières des Etats-Unis, il n'y eut plus de présence ni du SPI ni du Parti travailliste aux conférences internationales durant cette période.

Le défi communiste

La fondation de l'Internationale communiste, ou Comintern, le 4 mars 1919, a représenté pour les dirigeants du mouvement ouvrier le dilemme suivant : ou bien continuer d'associer le SPI avec l'Internationale socialiste et subir la vindicte de la gauche pour avoir trahi le bolchevisme, ou bien s'allier au Comintern et à la révolution. Le parti avait déjà montré l'ambivalence de sa politique étrangère. D'un côté, il avait soutenu la renaissance de l'Internationale socialiste, mais à Berne, les délégués irlandais ont voté contre une motion de soutien en faveur de la démocratie parlementaire, puisqu'elle *"tendait à condamner le système soviétique de gouvernement"*, et ont soutenu à la place une résolution minoritaire appelant à la *"dictature du prolétariat"*.

La politique à l'égard du Comintern est devenue un test majeur des sentiments révolutionnaires aux yeux des militants du SPI. La "satisfaction" des délégués irlandais à la conférence de Berne, en dépit de son rejet du bolchevisme, provoqua des critiques de la part de l'aile gauche. En septembre 1919, une prétendue fraction bolchevique, conduite par Roddy Connolly, a réussi à prendre pour un temps le contrôle du SPI, rompant ses liens avec l'Internationale de Berne et votant une résolution en faveur de l'affiliation au Komintern. Bien que n'ayant pas encore 19 ans, Roddy était le fils de James Connolly — considéré désormais comme le martyr national du mouvement ouvrier. Il était impétueux, plein d'assurance et impatient. La fraction bolchevique s'est présentée comme le Parti communiste des ouvriers et a pris contact avec le Comintern, auprès duquel elle a dénoncé le SPI comme *"maintenant presque mort"* et aux mains de bureaucrates syndicaux qui étaient *"tout sauf des socialistes"*. Le rapport a été rendu public par le sous-secrétariat d'Amsterdam du Comintern et a déclenché une riposte du SPI au comité exécutif de l'Internationale communiste (CEIC), affirmant que le parti représentait les "vrais" bolcheviques. Connolly lança une nouvelle offensive en juin 1920 dans *L'Internationale communiste*, traitant le parti de *"petit et inefficace"* : *"C'est maintenant un parti qui atteint péniblement 150 membres à*

Dublin, parmi lesquels on peut en considérer 30 comme étant des membres effectifs, et une petite centaine dans tout le reste du pays, mal organisés et sans communication directe entre eux ou avec la direction de Dublin."

Le SPI protesta une nouvelle fois auprès du comité exécutif de l'Internationale communiste, déclarant avoir influencé les troubles sociaux depuis 1916 ; *"la préoccupation du peuple tournée vers la lutte contre l'impérialisme britannique avait empêché le développement du socialisme révolutionnaire"*, mais le SPI avait maintenu son *"caractère marxiste"* et se déclarait pour la dictature du prolétariat.

Pour autant que les écrits de Connolly aient été valables, la mort du SPI a été plus lente et sa cause moins ignoble qu'il ne l'a prétendu. Le SPI était un type de parti bien curieux. Développant son rôle comme principalement propagandiste, il consacrait peu d'énergie à la construction de sections et au recrutement. Mais il a maintenu son programme habituel de journées d'études et de meetings publics en 1920.

Toutefois, la question de l'affiliation au mouvement communiste a créé une tension entre le parti et le IT & GWU ; en même temps, O'Brien avait perdu son enthousiasme premier pour les bolcheviques. Durant tout le printemps, le parti a tergiversé sur la question. A la fin du mois de juin, l'aile gauche envoya Connolly et Eadhonn Mac Alpine comme délégués au deuxième congrès mondial du Komintern, qui devait se réunir prochainement. C'était une victoire à la Pyrrhus. En août, le SPI a annoncé qu'il était "incapable" d'envoyer une délégation à la conférence de fondation du Parti communiste de Grande-Bretagne, bien qu'il ait envoyé un salut fraternel, disant : *"Aucune différence de principe ou de tactique ne nous sépare de l'Internationale communiste."*

Le crédit révolutionnaire du SPI fut plus encore mis à rude épreuve à la conférence annuelle du Parti ouvrier et Congrès syndical d'Irlande, en août. Quand le rapport de l'exécutif national a cité la division et la désorganisation au sein des partis socialistes du monde comme la raison pour ne s'affilier à aucune des deux Internationales, le conseil syndical de Dublin, pro-Comintern, a établi une résolution mettant en cause la neutralité spécieuse du Congrès syndical. Bien que de nombreux

délégués du IT & GWU aient été membres du SPI, un seul délégué a défendu la motion, qui a été rejetée par 97 voix contre 54.

Si O'Brien avait besoin d'une excuse pour se débarrasser de ses collègues râlleurs pro-communistes, les autorités britanniques lui en ont fourni une. Comme la guerre d'indépendance s'intensifiait, le IT & GWU subissait de plus en plus de répression. En novembre, la Division auxiliaire, une unité anti-insurrectionnelle encore plus impitoyable que les "Black and Tans" (mieux connus), a saccagé les locaux du SPI, confisquant les publications, les dossiers, les insignes et le mobilier, provoquant des dégâts considérables aux locaux et créant un énorme préjudice financier. Les Auxiliaires ont infligé les mêmes mesures au IT & GWU, arrêtant O'Brien et d'autres responsables, et obligeant son journal à suspendre sa publication. Il n'est pas certain que le parti ait vraiment tenté de se reconstruire. Il était certainement moribond à l'automne 1921.

Moscou avait depuis longtemps perdu toute confiance dans le SPI. Connolly et Mac Alpine furent mandatés au second congrès du Comintern comme délégués du Parti communiste des travailleurs et des travailleurs industriels du monde. Leur objectif en Russie était de s'assurer un soutien pour un nouveau parti en Irlande.

Le Comintern et l'Irlande

Depuis mars 1919, le Comintern avait fait plusieurs allusions favorables à la lutte nationale irlandaise, mais c'est le deuxième congrès mondial, tenu à Petrograd et à Moscou, qui a marqué le début réel de la politique communiste sur l'Irlande. Connolly et Mac Alpine sont arrivés avec un document s'ouvrant par un petit paragraphe sur la position stratégique de l'Irlande comme une bombe à retardement près du cœur de l'impérialisme britannique et la patrie d'une diaspora répandue dans tout l'empire et aux Etats-Unis. Bien que conscient de la faiblesse du soutien de Connolly en Irlande, le Comintern espérait que, au travers d'une alliance avec des éléments anti-impérialistes, les communistes irlandais pourraient augmenter leurs forces et donner quelques touches au potentiel stratégique de la lutte nationale.

Les Irlandais rentrèrent chez eux avec l'approbation pour un parti et pour une tactique anti-impérialiste, mais ils n'essayèrent que des revers sur ces deux questions. Le 20 octobre, Erkki Veltheim, un agent finlandais du Comintern, a été arrêté à Londres en possession d'une lettre codée, qui disait : *"Impossible d'aller avec succès en Irlande pour démarrer le parti, etc., ou négocier la mission républicaine irlandaise sans argent. A présent utilise 300 livres envoyées aux syndicats irlandais en attendant nouvelles."* Pour ajouter à l'embarras de Connolly, la *Revue de la presse russe* avait déjà publié le don de 300 livres sterling en faveur des cheminots irlandais licenciés pour avoir refusé de transporter les munitions pour les Britanniques. Le ITUC a démenti avoir reçu de l'argent de Russie et Moscou n'a fourni aucune explication. L'envoyé de la République d'Irlande en Russie a informé le secrétariat du Dàil Eireann que Connolly et Mac Alpine avaient dilapidé l'argent.

Connolly a assisté au troisième congrès du Comintern, à Moscou, en juin et juillet 1921, où il a discuté de la situation irlandaise avec Lénine et a reçu l'approbation de former un parti acceptant les vingt et une conditions d'adhésion au Comintern. Le 9 septembre, en l'absence des partisans d'O'Brien, la fraction bolchevique a pris possession de tous les sièges de l'exécutif du SPI. Connolly a été élu président. Le 8 octobre, le SPI a voté sa demande d'affiliation au Comintern. Plusieurs membres ont été exclus, dont O'Brien, pour *"réformisme, absences successives et tentatives conséquentes pour rendre impossibles les efforts de construction d'un parti communiste en Irlande"*. Le retrait des réformistes et des centristes de tous les postes de responsabilité était une condition de l'adhésion au Comintern. Les dernières conditions de l'admission au Comintern ont été remplies le 28 octobre, quand le SPI a adopté de nouveaux statuts, dédiés à la lutte pour la dictature du prolétariat par des moyens politiques, économiques et militaires. Les statuts ont rebaptisé le parti *"Parti communiste d'Irlande (section de l'Internationale communiste)"*. Un rapport au Comintern, demandant l'affiliation, un soutien financier, et déclarant 120 membres, a suivi le 9 octobre. Cette fois, il n'y a eu aucune protestation de la part du IT & GWU.

Conclusion

En étudiant la politique du Parti travailliste entre 1917 et 1921, on doit faire la part du manque d'expérience des dirigeants travaillistes. Bien que le ITUC ait été fondé en 1894, il n'a pas eu de secrétariat permanent et n'a pas joué de rôle pour diriger les syndicats jusqu'en 1918. Bien que la Confédération syndicale ait créé le Parti travailliste en 1914, le parti n'a pas eu d'existence séparée du ITUC et n'a pas participé à une élection générale jusqu'en 1922. A partir d'une position d'une faiblesse extrême, le travaillisme a poussé comme un champignon de 1917 à 1920. Il y avait la révolution au pays et à l'étranger, les bolcheviks étaient très populaires à cause de leur soutien à l'autodétermination nationale et le futur semblait briller pour le socialisme. Dans ces circonstances, le Parti travailliste se faisait le champion de l'internationalisme et oscillait vers la gauche.

A partir de 1920, la croissance des syndicats a commencé à s'arrêter, le boom d'après-guerre a cédé la place à la récession, les communistes ont formé des partis

communistes en opposition aux travaillistes modérés et le radicalisme n'est pas apparu aussi simple et aussi attrayant. Entre 1921 et 1923, les syndicats irlandais ont subi une série de défaites dans des grèves importantes, le nombre d'adhérents a chuté brutalement et l'unité a été remplacée par la division et les récriminations. Le Parti travailliste s'est déconnecté de l'Internationalisme socialiste et, pour bien des aspects, du socialisme lui-même. Marquant le sceau de l'isolationnisme irlandais, l'Eglise catholique renaissante a favorisé un climat hostile au socialisme dans les années 1930, et qui ne s'est pas ralenti jusque dans les années 1960.

(Certains sous-titres sont de l'auteur, d'autres de la rédaction.)

Autre bibliographie :

Irish Labour and its International Relations in the Era of the Second International and the Bolshevik Revolution (Cork Workers' Club, Historical Reprints n° 13, no date).

**Une discussion
sur les rouges,
les blancs
et la révolution
dans la Russie
d'aujourd'hui**

Dans son numéro d'août 2001, la revue littéraire et sociale *Novy Mir*, dirigée par des partisans déclarés de l'Eglise orthodoxe, publie un débat sur la révolution russe hier et aujourd'hui entre Grigori Pomerantz, qui, dans les années 1960, fut un fidèle compagnon de route des dissidents, et Andreï Zoubov, l'un des porte-parole de l'Eglise orthodoxe.

Pourquoi les bolcheviks ont-ils vaincu ?

GRIGORI POMERANTZ commence par souligner l'effondrement de la foi orthodoxe au cours de l'année 1917, y compris parmi les officiers, en citant des témoignages du métropolite Veniamine et du général blanc Denikine, et souligne : *“De nombreux témoignages confirment qu'à l'époque de la révolution, non seulement l'indifférence, mais la haine à l'égard de la foi et de l'Eglise se répandirent largement dans la société. Cette haine ne fut pas instillée par les bolcheviks, elle était répandue dans la société, et les bolcheviks ont vaincu parce que leurs conceptions, leurs méthodes et leurs buts correspondaient pleinement aux dispositions d'esprit de la majorité des Russes”* (p. 134).

Evoquant la guerre civile et les accusations de terreur portées contre les bolcheviks surtout dans l'Armée rouge, il affirme :

“Croyez-en un soldat de la guerre : aucune bataille n'a jamais été gagnée par la terreur. La terreur est un moyen auxiliaire, dans le combat, le facteur décisif, c'est l'enthousiasme. Les rouges avaient de magnifiques orateurs, qui croyaient à l'instauration du paradis sur la terre et qui savaient entraîner les paysans par le mirage du paradis. M. N. Loupanov, qui a été mon voisin de lit au Goulag, m'a raconté cela avec beau-

coup d'éclat. En 1950, Loupanov était devenu antisoviétique, mais en 1920, après avoir entendu un discours de Trotsky ou de Zinoviev, il était prêt à partir à l'assaut du ciel. Et pas seulement lui, son régiment tout entier ! Les blancs étaient prêts à donner leur vie sans réserve, mais les rouges aussi étaient prêts à la donner : les uns pour la Sainte Russie, les autres pour le pouvoir des soviets, pour un monde sans mendiants et sans infirmes. Par la suite, les héros sont devenus des démons et ont fusillé ou pendu leurs ennemis. C'est le péché commun de la majorité des héros” (p. 135).

Un peu plus loin, il affirme : *“Vous soulignez que l'ampleur de la terreur rouge était effrayante et incomparable avec la terreur blanche. Tout le monde le souligne, dont le général Grigorenko (1), et pourtant ce dernier pose une question : pourquoi les habitants de son village, qui avaient subi les deux terreurs, ont pris leur parti de la terreur rouge et condamné la terreur blanche ? Il n'avait*

Notes de la rédaction :

(1) Piotr Grigorenko : l'un des principaux dissidents soviétiques dans les années 1960-1970. Subit plusieurs internements forcés en hôpital psychiatrique.

pas de réponse. Je pense qu'il n'y a pas de réponse unique" (p. 138).

Enfin, il trace le portrait de la vieille militante bolchevique Olia Chatounovskaïa :

"Olia Chatounovskaïa est entrée en courant dans la révolution, pieds nus (son père avait mis ses sandales sous clé). Lorsque les Turcs prirent Bakou (2), ils la condamnèrent à être pendue, mais le ministre moussavatiste (3) de l'Intérieur, auquel Chaoumian (4) avait sauvé la vie quelques mois plus tôt, changea la pendaison par l'expulsion. Elle se trouva plusieurs fois à deux doigts de la mort, mais affronta toujours les risques les plus désespérés. Pour feu mon beau-père, un habitant de Bakou lui aussi, Chatounovskaïa était une légende vivante.

Puis le parti lui apprit la discipline, mais ne changea ni son esprit ni son cœur. Comme tous les bolcheviks à l'expression du visage hors du commun, elle fut victime de la Grande Terreur. Elle revint de Kolyma et de l'exil qui suivit Kolyma en adversaire déclarée du stalinisme. Et alors, la légende de sa vie connut un prolongement inhabituel.

Khrouchtchev la nomma membre de la commission de contrôle du parti chargée d'organiser les réhabilitations, puis d'enquêter sur le meurtre de Kirov. Comme membre de la commission dite de Chvernïk (où, à part elle, personne ne faisait rien), elle demanda officiellement au KGB un état des dimensions de la Grande Terreur et reçut une note officielle affirmant que, du 1^{er} janvier 1935 au 1^{er} juillet 1941, 19 840 000 individus avaient été arrêtés, dont 7 millions avaient été fusillés. Khrouchtchev ne se résolut pas à publier ces chiffres monstrueux et mit sous l'éteignoir le dossier du meurtre de Kirov (composé de 64 tomes !), pour lequel Olga Chatounovskaïa avait interrogé un millier d'individus et reconstitué jusque dans le détail le tableau de la provocation stalinienne.

Elle méprisa profondément Khrouchtchev pour cette lâcheté et lorsqu'après sa mise à la retraite (5) il demanda à être invité chez elle, elle refusa de le recevoir. Le dernier acte de sa vie fut un

article, publié je crois dans les Izvestia, où elle faisait savoir que tous les documents clés de l'affaire Kirov et la note sur le nombre des victimes de la Grande Terreur avaient été retirés, anéantis et remplacés par d'autres chiffres, ceux sur lesquels s'appuie aujourd'hui Ziouganov (6). Chatounovskaïa mourut en 1990, à l'âge de 89 ans, en conservant jusqu'à la fin la clarté de son esprit. J'ai entendu plusieurs fois de sa bouche le chiffre de 19 800 000" (p. 137).

Andreï Zoubov répond longuement à Grigori Pomerantz en affirmant : *"Le mouvement des blancs était d'abord une lutte pour la loi, pour la vérité. Là où arrivaient les armées blanches pendant la guerre civile de 1917 à 1922, la loi et l'ordre russes étaient rétablis, des tribunaux russes, des institutions administratives russes et des autorités gouvernementales russes fonctionnaient" (p. 143). Il déclare que la lutte des blancs était "une lutte désespérée de quelques-uns contre la majorité, mais, comme vous le savez très bien, la majorité est loin d'avoir toujours raison" (p. 144).*

Evoquant le reproche d'antisémitisme adressé aux blancs par Grigori Pomerantz, et en particulier leur usage du faux antisémite grossier intitulé *"Les Protocoles des Sages de Sion"*, il précise : *"Le pouvoir soviétique, s'étant implanté avec des méthodes de bandit en Russie, a multiplié les forfaits et les actes d'humiliation inouïs contre des centaines de milliers de Russes, et bien des gens ont commencé à se dire que le programme des "Protocoles" était mis en œuvre de façon conséquente par un gouvernement juif mondial tout puissant et cynique" (p. 147). Il af-*

(2) Au milieu d'août 1918.

(3) Le parti Moussavat était un parti nationaliste azerbaïdjanais.

(4) Stepan Chaoumian : dirigeant bolchevique, membre du conseil des commissaires du peuple de Bakou, renversé en août 1918. Les Anglais fusillèrent les 26 commissaires du peuple de Bakou qui leur tombèrent entre les mains.

(5) Nikita Khrouchtchev fut démis de ses fonctions de premier secrétaire du parti et de président du Conseil des ministres le 14 octobre 1964.

(6) Ziouganov est l'actuel secrétaire général du Parti communiste de la Fédération de Russie.

firme que *“les armées blanches ne sont pas responsables des pogromes (antisémites), bien qu’il y ait eu, bien entendu, des excès ici ou là”* (p. 148), et conclut : *« Pourquoi est-ce que la Russie n’a pas reconnu le mouvement des blancs ? Pourquoi est-ce qu’elle a suivi les rouges ? Pourquoi est-ce que, jusqu’à*

aujourd’hui, elle considère les rouges comme “les nôtres” et les blancs comme des “étrangers” ? C’est effectivement une question difficile, complexe. Mais, sans réponse à cette question, on ne peut sortir de la fosse d’aisances où nous barbotons aujourd’hui » (p. 150).



Kornilov et son emblème.

A. Grigoriev :
la lutte
dans le Parti
communiste russe
et le Comintern
sur les questions
de la politique
en Chine
(1926-1927)

Depuis 1994, un groupe d'instituts russes (le Centre russe de conservation et d'étude des documents de l'histoire contemporaine, l'Institut de l'Extrême-Orient de l'Académie des sciences de Russie, le Séminaire extrême-oriental de l'université libre de Berlin) a entrepris la publication d'un ensemble de cinq volumes intitulés : *Le PCR(b), le Comintern et le mouvement de libération nationale en Chine*.

A ce jour, les trois premiers volumes ont été publiés : le premier volume porte sur les années 1920-1925, le second sur les années 1926-1927, le troisième sur la période de 1927 à 1931.

Dans son introduction, dont nous publions le début, le professeur A. Grigoriev (1) insiste sur l'importance du débat sur la révolution chinoise dans les sommets du Parti bolchevique, car c'est autour de ce débat que s'est cristallisée en avril 1926 la constitution de l'Opposition unifiée par Kamenev, Trotsky, Zinoviev et dix autres dirigeants.

Rappelons brièvement en quoi consiste la divergence entre la majorité (Staline et Boukharine) du comité central et l'opposition.

Pour les premiers, le mouvement révolutionnaire qui se développe en Chine depuis 1925, ayant comme but l'émancipation nationale de la Chine, sa constitution en nation face aux impérialistes étrangers et à leurs protégés, les "seigneurs de la guerre" qui gèrent des morceaux du territoire chinois, doit se développer sous l'égide de la bourgeoisie nationale chinoise ; donc, le Parti communiste, entré dans le parti nationaliste chinois, dit Kouo-min-tang, fondé après la guerre par le nationaliste chinois Sun Yat-sen, mort en 1923, et dirigé depuis lors par le chef de son armée, Tchang Kai-chek, ne doit pas encourager les revendications sociales (saisies de terres par les paysans, revendications ouvrières, etc.), qui pourraient effrayer la bourgeoisie nationale.

Pour l'opposition, au contraire, l'émancipation nationale à l'époque impérialiste ne peut pas être réalisée par la bourgeoisie nationale, trop faible, trop veule et trop soumise à l'impérialisme. Elle ne peut être le fait que des masses exploitées, dont les revendications ne doivent donc pas être freinées, mais encouragées. A cette fin, le PC chinois doit désormais sortir du Kouo-min-tang, qui freine sa liberté d'action.

Le 12 avril 1927, Tchang Kai-chek, que Staline et Boukharine présentent aux paysans et aux ouvriers chinois comme leur meilleur ami depuis deux ans, entre dans Shanghai, où les ouvriers ont décrété la grève générale et à qui Staline a donné l'ordre de rendre leurs armes ; avec l'aide de la pègre, Tchang Kai-chek écrase la grève générale dans le sang. C'est un coup d'arrêt brutal à la révolution chinoise.

(1) Alexandre Mironovitch Grigoriev, docteur en histoire, directeur du centre de recherches historiques et politiques sur la Chine.

Note : le PCR(b) désigne le Parti communiste russe (bolchevique), le PCC désigne le Parti communiste chinois.

De nombreux aspects toujours occultés

LE thème annoncé par le titre de cet article reste jusqu'à aujourd'hui l'une des "taches blanches" dans les recherches menées en Russie sur l'histoire du PCR(b) et du Comintern. Bien que certains épisodes de la lutte à l'intérieur de la direction du parti et du Comintern pendant les années de la révolution de 1925-1927 en Chine sur la "politique chinoise" aient été abordés dans des études générales ou particulières sur l'histoire du PCUS, du Comintern, du PCC et de la révolution chinoise, il n'en reste pas moins qu'en raison des interdits idéologiques et politiques et de l'impossibilité d'accéder aux documents indispensables, de nombreux aspects importants de cette question restent occultés. Et pourtant, la "question chinoise", particulièrement au printemps 1927, a largement influé sur la plate-forme et la tactique de l'"Opposition unifiée", sur le contenu de l'étape finale de la lutte menée contre elle par le PCR(b) et le Comintern. Les déclarations de ses dirigeants adressées aux organes dirigeants du PCR(b) et du Comintern, aux organes de presse (bien que pas un seul n'ait été publié à l'époque), exercèrent une certaine influence — directe et indirecte — sur la position des dirigeants de la majorité et, conséquemment, sur la politique du PCR(b) et du Comintern en Chine. En définitive, la lutte sur cette question à l'intérieur du PCR(b) et du Comintern obéra sérieusement l'activité du PCC, accrut le désarroi de sa direc-

tion aux moments critiques de la révolution de 1926-1927 et dans la période suivante de recherche d'une issue à la crise qui suivit la lourde défaite de l'été 1927.

Dans cette polémique, les figures les plus éminentes étaient, pour la "majorité" de la direction du parti, Joseph Staline et Nicolas Boukharine, "principaux constructeurs" à cette époque de la politique chinoise du parti et du Comintern, et qui avaient défendu des positions semblables pratiquement dans tous les débats sur ce sujet. Les principaux idéologues de l'opposition étaient Léon Trotsky, Grigori Zinoviev et Karl Radek, qui avaient entre eux des divergences non négligeables. Mais à cause du "tabou" sur l'utilisation des archives ou des textes autrefois publiés dans notre pays ou à l'étranger par d'autres participants actifs de la polémique, ni les positions des dirigeants de la majorité, ni celles de ceux de l'opposition ne sont jusqu'à présent exposées chez nous de façon complète. Même dans les travaux consacrés spécifiquement à la Chine, le contenu de la polémique se limite à éclairer les divergences liées à l'exigence de l'opposition de faire sortir le PCC du Kouo-min-tang et de constituer des soviets, ce qui exclut d'autres aspects importants (l'appréciation du régime social et économique de la Chine, le problème agraire, etc.). Il faut en particulier remarquer que la plupart des études s'attachent avant tout à souligner les différences entre les plates-formes de l'opposition (1) et de

la majorité, ce qui laisse dans l'ombre ce qui leur était commun et avant tout l'expérience des révolutions russes.

Enfin, une approche défensive et apologétique de l'activité du Comintern a conduit à masquer les conséquences de cette lutte dans le parti et le Comintern, et son influence non seulement sur la politique en Chine, mais, plus largement, sur le tournant "à gauche" effectué par le Comintern pendant l'été 1927 (2).

Les premières divergences sur la question de la "politique chinoise" à la direction du PCR(b) sont apparues en avril-mai 1926, pendant la période de recul temporaire de la révolution nationale de 1926-1927 en Chine, qui a coïncidé dans le temps avec la formation de l'Opposition "unifiée". Ce recul signifiait l'achèvement de la première étape de la révolution, période où avait été mise en œuvre la politique du Comintern de front uni entre le PCP et le Kouo-min-tang (3). L'élaboration et l'application de cette politique, comme le montrent en particulier les matériaux du VI^e plénum élargi du comité exécutif de l'Internationale communiste présidé par Zinoviev, n'a pas suscité, jusqu'à la mi-mars 1925, de divergences sensibles entre les acteurs de la discussion à venir. En dépit des affirmations ultérieures de Trotsky, selon lesquelles il avait "dès le début" été opposé à l'entrée du PCC dans le Kouo-min-tang (4), les matériaux des organes dirigeants du Comintern, des séances du bureau politique et du comité central du parti ne mentionnent rien de tel. On n'a pas non plus trace d'une position particulière de Trotsky dans les archives de ce dernier datant de cette même période (5).

La politique du Comintern en Chine dans la période comprise entre l'établissement de liens entre le Kouo-min-tang et Sun Yat-sen et le gouvernement soviétique et l'entrée en 1923 du PCC dans le Kouo-min-tang reprenait et développait les idées des II^e et IV^e Congrès du Comintern sur les tâches conjointes de la Russie soviétique et du Comintern avec le mouvement national révolutionnaire en Orient et sur les décisions du IV^e Congrès sur la politique du front unique anti-impérialiste. L'aide apportée par l'URSS au Kouo-min-tang et l'entrée du PCC dans celui-ci avaient un double objectif : transformer le Kouo-min-tang au cours de sa réorganisation — organisationnelle et politico-idéo-

logique — en la force essentielle (ou l'une des forces essentielles) nationale-révolutionnaire puissante à la fois militairement et politiquement, favorable à l'Union soviétique, en se fondant sur l'élargissement de sa base de masse (essentiellement avec l'aide du PCC) et la constitution (avec l'aide de l'URSS et du PCC) d'une nouvelle armée "politique" (politisée), contrôlée par un système d'organiseurs politiques et de formation politique par le parti, au lieu d'une armée de mercenaires, contrôlée par les militaristes.

L'entrée du PCC, dont les effectifs étaient faibles, dans le Kouo-min-tang était considérée comme devant permettre au parti d'accroître rapidement ses effectifs, d'élargir sa propre base de masse et celle de l'aile gauche du Kouo-min-tang et, à plus long terme, d'acquérir une influence décisive sur le parti dans son ensemble. La réorganisation du Kouo-min-tang sur des principes proches de ceux du PCR(b) devait s'accompagner d'une radicalisation de l'orientation programmatique et tactique du Kouo-min-tang, les fameux "trois principes" de Sun Yat-sen.

(1) Soulignons que, dans ses travaux, V. I. Glounine, dans les années 1960-1970, avait attiré l'attention sur la parenté des positions de Staline et Trotsky sur un certain nombre de questions en 1927. Cf., par exemple : *Le Comintern et l'Orient*, Moscou, 1969, pp. 292 à 296.

(2) Certaines publications récentes ont attiré l'attention sur cette circonstance. Cf. V. I. Glounine, A. M. Grigoriev : *Le Comintern et la révolution chinoise*, *Problèmes de l'Extrême-Orient*, 1989, n° 1, pp. 101-102.

(3) Sur la révolution de 1925-1927 et la politique du Comintern en Chine pendant cette période, cf. M. F. Iouriev : *La Révolution de 1925-1927 en Chine*, Moscou, 1968 ; V. I. Glounine : *Le Parti communiste de Chine à la veille et au cours de la révolution nationale (1921-1927)*, Moscou, 1975, tomes 1 et 2. *L'Histoire contemporaine de la Chine, 1921-1927*, Moscou, 1983 ; A. S. Kostiaeva, L. P. Delioussine : *La Révolution de 1925-1927 en Chine, problèmes et appréciations*, Moscou, 1985, etc.

(4) Léon Trotsky on China, N. Y., 1976 ("Lettre à Max Schachtman", du 30 décembre 1930). Dans cette lettre, Trotsky affirme qu'il était hostile à cette politique dès 1923, mais dans *Ma Vie*, il affirme : "A partir de 1925, j'ai exigé la sortie des communistes du Kouo-min-tang" (Trotsky : *Ma Vie*, tome 2, Berlin, 1930, p. 275).

(5) A ce propos, son biographe, Isaac Deutscher, a écrit que la thèse d'une position particulière de Trotsky sur la Chine "dès le début" est "une légende du trotskysme vulgaire" (Isaac Deutscher : *The Prophet unarmed, 1921-1929*, Londres, 1959, p. 321).

La position du comité exécutif de l'Internationale communiste sur cette question était exprimée dès le début de la collaboration avec Sun Yat-sen dans les *"Résolutions du plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste sur la question du mouvement de libération nationale en Chine et sur le parti du Kouo-min-tang"* adoptées en novembre 1923 et transmises à la délégation du Kouo-min-tang dirigée par Tchang Kaï-chek, qui se trouvait alors à Moscou. Dans cette résolution, le comité exécutif de l'Internationale communiste recommandait avec insistance au Kouo-min-tang d'interpréter les *"trois principes populaires"* *"dans un esprit moderne"*, ce qui signifiait pratiquement le programme minimum communiste, avec même certaines revendications plus radicales encore : on proposait d'interpréter le *"principe du socialisme d'Etat"* (*"le bien-être populaire"*) comme exigeant la nationalisation non seulement des entreprises étrangères, des banques et des moyens de communication, mais, de même, de l'industrie nationale chinoise ; d'avancer le mot d'ordre de *"remise immédiate de la terre à ceux qui la travaillent, élimination des grosses exploitations et d'un grand nombre d'exploitations petites et moyennes..."*.

Le document exprimait l'assurance que le Kouo-min-tang *"prendrait de plus en plus en compte le mouvement ascendant de la classe ouvrière en Chine"*, en *"soutenant pleinement"* les syndicats et le PCC. De son côté, le Comintern s'engageait à *"montrer"* au PCC *"la nécessité d'un total soutien au Kouo-min-tang"* (6). En d'autres mots, la tâche qui était fixée était celle de la transformation du Kouo-min-tang de parti réformiste petit-bourgeois, selon la caractérisation qu'en faisait à l'époque la direction de l'Internationale, en parti radical des ouvriers, des paysans et de la petite bourgeoisie des villes. L'adoption d'une partie des recommandations de l'IC par la direction du Kouo-min-tang (à l'exception des revendications agraires) et leur insertion dans son nouveau programme adopté en janvier 1924 à son I^{er} Congrès (bien que sous une forme atténuée) (7) suscita des illusions en exagérant, bien que ce fût effectivement un événement important, les possibilités réelles de radicalisation de cette organisation.

Ces circonstances, les succès notables dans le développement du PCC, la crois-

sance effective du mouvement ouvrier en Chine (et en Inde) furent le terreau du renforcement des tendances "gauches" à la direction du Comintern. On sait qu'à l'époque de son V^e Congrès, lors de la discussion du projet de résolution sur l'Inde, Joseph Staline fit une déclaration sur la nécessité de *"défaire la bourgeoisie conciliatrice"* (8). Ces tendances se renforcèrent en 1925, quand en liaison avec l'idée avancée au V^e plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste (mars-avril 1925) de constitution de partis ouvriers-paysans, Joseph Staline parla du Kouo-min-tang comme précisément d'un parti de ce type et affirma que, *"dans des pays comme la Chine et l'Inde (...), les communistes ne peuvent déjà plus se limiter à avoir pour but la constitution d'un front uni national contre l'impérialisme"*, mais doivent passer *"à la politique de bloc révolutionnaire des ouvriers et de la petite bourgeoisie"*, qui peut prendre la forme d'un parti ouvrier-paysan unique, bloc du Parti communiste et du parti de la petite bourgeoisie révolutionnaire (9).

En Chine, ces appréciations et des calculs sur le renforcement ultérieur de l'aile gauche du Kouo-min-tang étaient liés au développement de l'influence du PCC et du mouvement des masses sur cette dernière, ainsi qu'à la tactique de *"l'amputation"*, du *"rejet"* hors du Kouo-min-tang des groupes situés à la droite de son spectre politique.

Un moyen essentiel pour réaliser ce plan était un facteur que Nicolas Boukharine devait définir plus tard, au VIII^e Congrès du comité exécutif de l'Internationale communiste, comme *"la pression du gouvernement prolétarien"*. Il s'agissait des liens établis entre le Kouo-min-tang et l'URSS en tant qu'Etat, de l'aide matérielle et militaire de l'URSS au Kouo-min-tang et à son gouvernement de Canton pour la constitution de sa propre armée, du rôle que jouaient dans l'organisation de l'activité du Kouo-min-tang et de son gouvernement les conseillers politiques et militaires soviétiques. Si l'on escomptait que

(6) *Kommunist*, 1969, n° 4, pp. 13-14.

(7) Cf. *L'Histoire contemporaine de la Chine*, pp. 146 à 153.

(8) *Le Comintern et l'Orient*, Moscou, 1969, p. 139.

(9) Staline : *Œuvres*, tome 7, Moscou, 1952, pp. 146-147.

le PCC allait exercer une influence croissante dans le Kouo-min-tang, c'est notamment parce qu'on spéculait sur le fait que les dirigeants du Kouo-min-tang, en décidant un bloc avec le PCC, comptaient non seulement sur la possibilité d'élargir la base de masse de leur parti, mais sur ses liens avec le PCR(b) et le Comintern, comprenaient que les liens du Kouo-min-tang avec l'Union soviétique dépendaient largement des rapports de celui-ci avec le PCC.

Les déclarations répétées de nombreux représentants en vue du Kouo-min-tang sur l'importance "d'étudier l'expérience russe", leur philippique contre la "bourgeoisie égoïste et contre-révolutionnaire", les déclarations reconnaissant le Comintern comme "l'état-major de la révolution mondiale" (10) contribuèrent à susciter des espoirs exagérés. De nombreuses déclarations de ce type (et au Comintern, on en était conscient) avaient un caractère "diplomatique", ne visant qu'à obtenir une aide plus généreuse, un soutien personnel. En même temps, dans toute une série de cas, il y avait aussi, derrière ces déclarations, l'intérêt réel porté par certains groupes à l'intérieur du Kouo-min-tang à certains aspects de l'activité de l'URSS et du PCR(b), constitution d'un parti et d'une armée puissants, rôle de l'Etat dans le succès de la NEP ("*les sommets du commandement*"), idée d'une économie planifiée.

Une aile gauche s'était réellement formée à l'intérieur du Kouo-min-tang, représentée essentiellement par divers groupes et courants qui soutenaient, en plus des "trois principes", les "trois orientations politiques fondamentales" (union avec l'URSS, union avec le PCC, soutien des ouvriers et des paysans). Certains de ces éléments de gauche, assez peu nombreux, devenaient communistes ou adoptaient certains éléments du programme minimum du PCC, proposaient des interprétations plus radicales de certains points du programme de Sun Yat-sen. Néanmoins, la grande majorité de la gauche restait sur les positions du national-réformisme et considérait négativement ou avec méfiance les idées de lutte de classe et de révolution agraire. Les hypothèses du Comintern suivant lesquelles le cours des événements et l'influence du PCC conduiraient à la formation au sein du Kouo-min-tang de groupes importants et influents de "jacobins" ou de "S-R" chinois, inspirés par les

analogies avec les révolutions russes et française, ne se justifiaient pas. En se fondant sur ces critères de "véritables éléments de gauche", les représentants du Comintern et du PCC soulignaient sans cesse à cette époque l'extrême faiblesse de l'aile gauche du Kouo-min-tang proprement dit. D'après ces critères, la "véritable gauche" dans le Kouo-min-tang, c'étaient essentiellement les communistes.

L'impossibilité, dans ces conditions, d'agir par l'intermédiaire de la gauche, et également la tendance à forcer la croissance de l'influence du PCC sur la politique du Kouo-min-tang conduisirent à une tactique qui consistait à s'emparer "par l'intérieur" de l'appareil du Kouo-min-tang, en plaçant des communistes aux postes clés des organes locaux et centraux, et aussi en instaurant des "rapports privilégiés" avec certains dirigeants radicaux du parti, en ne se privant pas d'utiliser les divisions internes, les aspirations personnelles à "être le chef", en comptant radicaliser "d'en haut" l'orientation du parti et de l'armée. Cette tactique eut quelques succès au début de 1926. Le II^e Congrès du Kouo-min-tang marqua une nette évolution vers la gauche (une série de dirigeants du Kouo-min-tang, parmi lesquels Wang Jing-wei et Tchang Kai-shek, firent des interventions plus "à gauche" que certains communistes), un nombre important de communistes furent élus au comité central exécutif et obtinrent des postes importants dans l'appareil du parti, ce qui fut une nouvelle source d'espoirs exagérés dans l'appréciation des possibilités du Kouo-min-tang et du rôle que pouvait y jouer le PCC.

Avec le début de la révolution de 1925-1927, dans le contexte d'une montée du nationalisme, se dessinèrent les contours d'une activité politique et militaire concrète. Le renforcement des forces nationales-révolutionnaires à Guangdong conduisit le gouvernement qui s'y était constitué, et où la gauche dominait, à se

(10) Au cours du VI^e plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste, Hou Janmin, dirigeant du Kouo-min-tang, posa le problème de l'adhésion du Kouo-min-tang au Comintern. Le bureau politique discuta de cette question sur rapport de Staline et décida de "persuader" les représentants du Kouo-min-tang de ne pas soulever ce problème (RGASPI, fonds 17, inventaire 3, dossiers 548 et 549).

déclarer gouvernement national, et il adopta les plans de "marche sur le Nord" pour unifier le pays élaborés par les conseillers soviétiques dirigés par Blücher. En même temps, dans la seconde moitié de 1925, en Chine du Nord, l'activité des dirigeants de "l'armée nationale", qui s'étaient déclarés partisans d'une révolution nationale (Feng Yu-xiang et d'autres) (11), s'était intensifiée et ils avaient occupé des régions proches de Pékin. Ces armées, qui avaient établi des relations avec les représentants de l'URSS au début de 1925, avaient également reçu une aide matérielle et militaire importante de l'Union soviétique et elles comprenaient un nombre considérable de conseillers militaires soviétiques.

L'organisation du PCC de la Chine du Nord et la représentation diplomatique à Pékin, dirigée par L. Karakhan, avait joué un grand rôle pour établir les contacts avec Feng Yu-xiang et les autres commandants de l'armée nationale. A la fin de 1925, début 1926, on accordait une attention particulière aux possibilités de cette armée à cause de sa proximité de la capitale chinoise et des conflits aigus avec les principaux adversaires du mouvement de révolution nationale, Ou Pei — principal adversaire des sudistes, qui contrôlait la Chine centrale — et Tchian Tso-lin, qui contrôlait la Mandchourie et prétendait à la prééminence à Pékin.

L'appréciation commune, à l'époque, à tous les groupes à la direction du PCR(b) et du Comintern sur la situation en Chine et ses perspectives s'exprima dans les résolutions du VI^e plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste, qui étudiait spécifiquement la "question chinoise". Cette position commune fut activement exploitée contre l'opposition, à l'époque et plus tard, par Joseph Staline et Nicolas Boukharine.

Soulignant que les grèves de Shanghaï et de Hong-Kong-Canton, qui avaient commencé à l'été 1925, étaient le point de départ d'un mouvement national, les auteurs de la résolution, prenant visiblement leurs désirs pour la réalité, affirmaient que la classe ouvrière, "organisée dans ses syndicats et dirigée par le PCC, était apparue comme l'initiateur et principal combattant pour l'indépendance du pays et l'instauration du pouvoir populaire". C'est précisément à l'influence de ces événements que la résolution expliquait "le développement

ultérieur et le renforcement de toutes les organisations révolutionnaires-démocratiques du pays" et, en premier lieu, du Kouo-min-tang et de son gouvernement à Canton. Pour la première fois dans les documents du comité exécutif de l'Internationale communiste, le Kouo-min-tang était qualifié non plus de parti national-révolutionnaire, mais de parti "populaire-révolutionnaire".

Dans l'esprit des formulations de Staline en 1925, le Kouo-min-tang était qualifié de "bloc révolutionnaire des ouvriers, des paysans, de l'intelligentsia et de la démocratie des villes sur la base de la communauté d'intérêts de ces couches dans la lutte contre les impérialistes et tout le mode de vie militaro-féodal, pour l'indépendance du pays et un pouvoir uni révolutionnaire et démocratique" (12).

Bien que, dans une autre partie de la résolution, il fût question d'opposer à l'impérialisme "le front uni national des plus larges masses de la population (ouvriers, paysans, bourgeoisie) sous la direction des organisations révolutionnaires-démocratiques" (13), la notion fumeuse de "démocratie des villes" dans le contexte général donné par la définition du Kouo-min-tang témoignait que la "bourgeoisie" signifiait dans ce cas (comme dans les déclarations de Staline citées ici) la petite bourgeoisie révolutionnaire des villes. Le gouvernement de Canton était apprécié tout aussi laudativement ("il a réussi à s'unir avec les plus larges masses des ouvriers, paysans et à la bourgeoisie des villes...") (14).

Dans la mesure où, vers le mois de mars 1926, au moment même où les résolutions sur la Chine étaient adoptées, un reflux de la révolution se faisait sentir, qu'en particulier les "armées nationales" avaient subi des défaites en Chine du Nord (au début de 1926, Fen Yu-xiang avait abandonné son armée et était parti en Union soviétique, où il était arrivé en mai), la situation en Chine était appréciée comme "une pause dans le développement du

(11) Sur les armées nationales, cf. *L'Histoire contemporaine de la Chine*, pp. 188 à 192 et 231-232.

(12) "La question chinoise", *Le Comintern dans les résolutions*, Moscou, 1933, p. 619.

(13) *Ibidem*, p. 621.

(14) *Ibidem*, p. 619.

mouvement de masse de libération nationale" (15).

En même temps, plusieurs points de la résolution témoignaient de l'intention de revenir aux plans militaro-politiques de la fin 1925, début 1926 : "*La constitution d'armées populaires (16) dans le nord de la Chine (...), ainsi que l'armée de Canton sont la base de la constitution d'une armée nationale chinoise révolutionnaire et démocratique.*" Il était recommandé au PCC et au Kouo-min-tang de soutenir résolument la formation des "*forces militaires de la révolution démocratique*", en jouant le rôle de ferment révolutionnaire (17).

La résolution publique du plénum mentionnait "*un sensible pas en avant*" du processus de "*l'affirmation politique*" du Kou-min-tang (bien qu'il fût également indiqué que "*la mise en ordre organisationnelle du parti est encore loin d'être achevée*") (18). En même temps, dans les "*Thèses sur la révolution chinoise*" adoptées secrètement (comme directives au PCC), le parti se voyait confier la tâche de se préparer à la lutte pour l'hégémonie du prolétariat (19).

Le PCC était prévenu contre deux déviations : la tentation liquidatrice de droite (ignorer les tâches propres du prolétariat, ses intérêts de classe, ce qui conduirait à une union sans frontières avec le mouvement démocratique national) et les tentations ultra-gauches (la tentative de "*sauter immédiatement par-dessus l'étape démocratique du mouvement vers les tâches de la dictature prolétarienne et du pouvoir soviétique, en oubliant la paysannerie, ce facteur essentiel et décisif du mouvement chinois de libération nationale*") (20). Cette dernière thèse montre que la prochaine étape du mouvement était envisagée non comme "*de libération nationale*" (comme l'affirmera plus tard Staline), mais comme révolutionnaire et démocratique.

On soulignait, dans la résolution et les thèses, que "*la question fondamentale*" du mouvement de libération nationale en Chine "*était la question paysanne*", que de l'implication des paysans dans la lutte révolutionnaire "*dépendait la victoire des tendances révolutionnaires-démocratiques*" (et en même temps, on considérait que "*l'introduction dans le pays du capital étranger avait sapé les rapports féodaux à la campagne*") (21).

Dans l'ensemble, dans toutes leurs lignes directrices, ces positions reprenaient les idées essentielles de la tactique des bolcheviks dans les révolutions de 1905-1917, ce qui était d'ailleurs explicitement dit dans la résolution : "*Les problèmes tactiques du mouvement révolutionnaire et de libération nationale en Chine, quelles que soient les particularités de la situation dans ce pays, sont très proches des problèmes que devait résoudre le prolétariat russe dans la période de la première révolution russe de 1905*" (22).

Cette approche apparaissait également dans le transfert "par analogie" aux processus dans les villes et la campagne chinoises des réalités russes, dans la tendance à faire un absolu de l'expérience du PCR(b), présentée comme "*modèle tactique pour tous*". La vie devait bientôt montrer l'exagération et l'inconsistance des appréciations portées par le VI^e plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste sur la disposition des forces, la situation à l'intérieur du Kouo-min-tang, le niveau du mouvement de masse et les possibilités du PCC. Il faudra beaucoup plus de temps pour reconnaître les différences radicales entre la situation dans les pays d'Orient, Chine comprise, et les "modèles" européens et russes.

On peut considérer (et l'on considérait à l'époque) toutes les principales thèses du Comintern sur la "politique chinoise", depuis l'entrée du PCC dans le Kouo-min-tang (y compris les résolutions du VI^e plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste) comme l'application ou le développement en Chine des décisions des

(15) *Ibidem*, p. 621.

(16) Dans les documents de ces années-là, ces armées étaient appelées soit populaires, soit nationales.

(17) *Le Comintern dans les résolutions*, op. cit., p. 620.

(18) *Ibidem*, p. 621.

(19) *Documents et matériaux du Comintern sur les problèmes de la révolution chinoise*, Pékin, 1990, tome 3, pp. 121 à 137 (en langue chinoise).

(20) *Le Comintern dans les résolutions*, op. cit., p. 621.

(21) *Ibidem*, pp. 622-623.

(22) *Ibidem*, p. 621. Cette approche signifiait que la constitution d'un front unique avec la bourgeoisie "libérale" (c'est-à-dire, dans les conditions de la Chine, avec la grande et moyenne bourgeoisie nationale) était inadmissible.

II^e et IV^e Congrès du Comintern, des "Thèses complémentaires" ("thèses de Roy", qui étaient alors unanimement considérées comme devant s'appliquer aux pays du type de la Chine et de l'Inde) et des thèses sur "La question d'Orient", sur lesquelles se fondaient, au IV^e Congrès, la tactique du front uni anti-impérialiste.

La "politique chinoise" et l'argumentation utilisée pour la fonder maintiennent la ligne définie dans les documents des II^e et IV^e Congrès du Comintern ; ces documents affirment l'existence d'un développement capitaliste en Chine (et en Inde), soulignent la portée et les moyens de la solution de la question agraire et paysanne, affirment que "les tâches objectives de la révolution coloniale dépassent les cadres de la démocratie bourgeoise" (23), insistent sur la mise en avant forcée des revendications sociales au sein même du mouvement social, affirment que la classe ouvrière et son parti doivent dès les premiers pas du mouvement se préparer (surtout dans la lutte pour la paysannerie) à jouer le rôle de dirigeant de la lutte émancipatrice et à lutter contre "la démocratie bourgeoise", et manifestent une attitude brutalement négative à l'égard de tous les courants du réformisme. Même le virage gauchiste manifeste qui s'exprime à partir de 1924 dans la politique menée vis-à-vis de la bourgeoisie et du front unique est traité chez nous comme un abandon des positions définies par le IV^e Congrès de l'Internationale, car la politique de "front unique avancée avec la perspective d'une lutte longue et durable contre l'impérialisme mondial" était "justifiée" en étant traitée non pas comme une stratégie, mais comme une tactique provisoire adoptée sous la contrainte et comme un moyen de "démasker les hésitations et les oscillations de certains groupes du nationalisme bourgeois" (25).

Les prises de position des II^e et IV^e Congrès du Comintern affirmant qu' "une étape historique entière" était nécessaire pour que le prolétariat d'Orient conquière l'hégémonie constitua un rempart tout aussi fragile face au gauchisme. Mais comment définir les limites temporaires de l'étape ? La période de février à octobre 1917 ne constitua-t-elle pas une étape de ce type dans la tête des dirigeants du Comintern ? Ces décisions et les décisions ultérieures du Comintern sur la Chine mon-

trèrent que, malgré toutes leurs divergences, ses dirigeants s'accordaient sur le fait qu'au milieu des années 1920, cette étape, ou bien s'accomplissait, ou bien s'approchait de son achèvement.

Les représentants de l'Opposition lancèrent la discussion en proposant de revoir l'un des fondements essentiels de la politique du Comintern en Chine (l'entrée du PC chinois dans le Kouo-min-tang, puis la proposition de transférer le Chemin de fer de l'Est chinois [26] à la partie chinoise). Cette proposition fut avancée pour la première fois en avril et mai 1926, alors que, sous l'impact des événements de Chine, la direction du PC russe et le comité exécutif de l'Internationale étaient contraints de commencer à réviser leur appréciation optimiste antérieure de la situation dans le Kouo-min-tang et en Chine.

C'est à ce moment, en effet, que parvinrent les nouvelles sur la défaite des "armées nationales" dans le nord et sur le coup d'Etat accompli le 20 mars 1926 par Tchang Kaï-chek (27). Ce dernier, désireux de limiter l'influence grandissante des communistes dans le Kouo-min-tang et de renforcer ses propres positions, arrêta (pour un court moment) de nombreux communistes membres de la direction du Kouo-min-tang et de son armée ; ensuite, lors du plénum du comité exécutif central du Kouo-min-tang, en mai, il fit voter la décision de limiter l'activité du Parti communiste dans le Kouo-min-tang (les communistes se voyaient interdire d'occuper des postes clés dans l'appareil du comité exécutif central et de son armée, et toute critique du sun-yat-sénisme).

La résolution du bureau politique du 1^{er} avril 1926 sur la politique à adopter vis-à-vis de la Chine et du Japon adoptée sur la base d'un rapport d'une commission présidée par Léon Trotsky porte des apprécia-

(23) "La question orientale", thèses. *Le Comintern dans les documents*, p. 321.

(24) Thèses complémentaires, *ibidem*, pp. 131-132.

(25) "La question orientale", *ibidem*, p. 322.

(26) Chemin de fer géré depuis l'époque tsariste par les Russes dans le nord-est de la Chine (NDLR).

(27) Sur le détail du coup d'Etat du 20 mars 1926, ses conséquences et le jugement porté sur lui dans le Comintern et le PC chinois, cf. V. I. Glouline, *op. cit.*, livre 2, pp. 45 à 82.

tions sur la situation en Chine plus mesurées que celles portées au VI^e plénum du comité exécutif. La résolution soulignait le *“rythme lent du développement de la situation révolutionnaire en Chine”* et indiquait toute une série de mesures, en particulier dans le domaine de la politique extérieure, qui montrait que la direction du PC russe envisageait alors d'autres variantes que précédemment du développement des événements en Chine, en particulier dans le sud du pays. La résolution ne parle pas du coup d'Etat de Tchang Kaï-chek. En même temps, elle soulignait qu'il fallait examiner Canton non seulement comme une place forte révolutionnaire provisoire, mais aussi comme un *“énorme pays”*, contraint d'établir *“un modus vivendi avec les Etats étrangers”*. Sur ce point, Staline apporte au projet de résolution un amendement invitant le gouvernement de Canton à *“concentrer ses efforts sur le renforcement intérieur de la République”* en menant à bien une série de réformes agraires, financières et politiques, et en renforçant sa capacité défensive. L'amendement poursuivait : *“Le gouvernement de Canton doit, dans la période actuelle, écarter résolument toute idée d'expéditions extérieures de caractère offensif et de toute action en général susceptible de pousser les impérialistes à intervenir.”*

Un autre passage de la résolution suggère la possibilité d'autres plans et d'autres actions. On lit en effet : *“S'il apparaissait que les armées populaires (“les armées nationales du nord” — NDA) cèdent position à Ou Pei, il pourrait paraître judicieux de chercher un accord avec ce dernier, pour affaiblir sa dépendance à l'égard de l'Angleterre”* (28). Cette affirmation et quelques autres donnent une image des motifs de politique étrangère qui guident la “politique chinoise” du PC russe et du Comintern. Ainsi, la résolution affirme qu'à ce moment, la situation internationale est devenue *“incomparablement plus difficile pour la révolution chinoise vu la stabilisation relative de l'Europe et, en particulier, vu la décision des impérialistes de poser le problème chinois dans toute son ampleur”* (29). Cette phrase fait allusion au front unique formé par les puissances impérialistes contre la Chine (30)

et, indirectement, au “lien” que la propagande et la politique de ces pays établissait entre les événements de la révolution chinoise et les actions de l'URSS et du Comintern. La résolution proposait de confier au plénipotentiaire soviétique Karakhan (31) la tâche de répondre à cette campagne dans la presse réactionnaire chinoise et étrangère en *“déclarant publiquement que notre politique de soutien à la lutte du peuple chinois pour édifier un Etat unifié indépendant et la démocratie”* excluait *“l'idée d'une quelconque intervention extérieure de notre part”* (32). En d'autres termes, la résolution évoquait les craintes compréhensibles d'une intervention des puissances étrangères en Chine, et peut-être même contre l'URSS. Ces craintes exercèrent une influence notable sur la “politique chinoise” du PC russe et du Comintern dans les années 1926-1927.

Aussi le document propose-t-il aux forces révolutionnaires chinoises de manœuvrer afin d'empêcher un front unique des puissances, de faire des concessions temporaires, en particulier au Japon, pour isoler l'Angleterre, considérée comme l'ennemi principal de l'indépendance de la Chine (33). La consolidation de la “république de Chine du sud” — bien qu'elle ne soit pas formulée dans ce document — était considérée par tous les membres de la direction du PCR(b) aussi comme un moyen d'affaiblir (*“de disperser”*, selon l'expression ultérieure de Staline) (34) les forces de l'impérialisme, et avant tout de l'Angleterre.

(A suivre)

(28) *“Les problèmes de notre politique à l'égard de la Chine et du Japon”*, dans *L'Opposition communiste en URSS*, tome 1, p. 179 (dans de nombreuses publications, elle est dénommée *“résolution du comité exécutif”*). Cf. A. Aikhenwald : *Sur la ligne tactique du Comintern en Chine*, Moscou-Leningrad, 1927, pp. 21-22.

(29) *Ibidem*, p. 175.

(30) *Ibidem*, p. 180.

(31) *Ibidem*, p. 176.

(32) *Ibidem*, p. 179.

(33) *Ibidem*.

(34) Staline : *Œuvres*, tome 10, p. 16.

Ivan Panikarov :
le Goulag
de Kolyma
dans les années 1930

Kolyma, immense territoire glacé au nord-est de la Sibérie extrême-orientale, tire son nom de la rivière du même nom.

Le plus vaste des camps du Goulag stalinien, surnommé par ses victimes "le pays de la mort blanche" ou "le crématoire blanc", est, en fait, connu depuis longtemps.

En 1948, Dallin et Nicolaïevsky en donnaient une première description dans leur livre *Le Travail forcé en URSS*, publié en 1948 aux Etats-Unis, puis en France, chez Somogy, en 1949.

En 1952, les éditions Les Iles d'or publiaient un livre de souvenirs d'un ancien déporté, le Polonais A. Krakowiecki, sous le titre : *Kolyma, le bagne de l'or*.

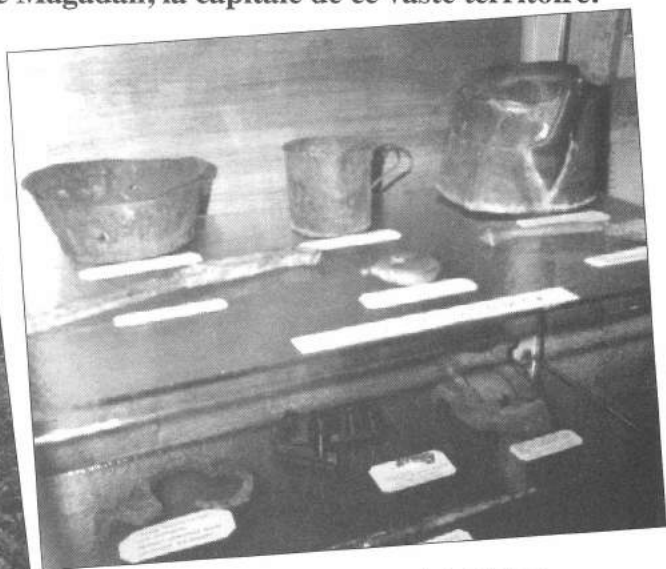
Mais ces révélations eurent alors assez peu d'écho. Kolyma connu, si l'on ose dire, la notoriété dans les années 1960, lorsque deux anciens détenus de Kolyma publièrent leurs souvenirs et leurs œuvres : Evguenia Guinzbourg : *Le Vertige* et *Sous le ciel de la Kolyma*, aux éditions du Seuil, et Varlam Chalamov : *Les Récits de Kolyma*, dans la collection des Lettres nouvelles, chez Denoël.

Les Cahiers du mouvement ouvrier ont publié dans leur n° 6 des extraits des souvenirs de Nadia Savoeïva, médecin du camp.

L'étude de Polikarov apporte un éclairage fondé sur ses recherches dans les archives de Magadan, la capitale de ce vaste territoire.



Un mirador.



La cuisine.

Un territoire riche en or...

LA mise en valeur planifiée de l'énorme territoire du nord-est de la Russie a commencé à la fin des années 1920 du siècle passé... Ainsi, en 1929, les géologues de la première expédition de Kolyma, dirigée par Iouri Bilibine, vinrent dans les districts centraux de la province de Magadan ; en même temps, au nord, commencèrent les recherches géologiques de l'expédition de Iakoutsk, de l'Académie des sciences de l'URSS, dirigées par le géologue S. Obroutchev. La première année, les recherches des géologues furent couronnées de succès : ils trouvèrent des gisements d'or dans les rivières et les ruisseaux de nombreuses vallées.

Le Dalstroï et son chef : Edouard Berzine

Au début de 1930 apparut la nécessité de créer une structure étatique au Nord-Est. Et en novembre 1931, un décret du comité central du PC russe et du conseil du Travail et de la Défense constitua un trust chargé de la construction de routes et d'entreprises dans les districts de la Kolyma supérieure, le Dalstroï. Edouard Berzine fut nommé directeur du trust.

Edouard Petrovitch Berzine était né en 1894 en Lettonie, dans une famille de

paysans. En 1910, il partit en Allemagne, où il fit ses études à l'Institut royal des beaux-arts de Berlin ; à la fin de ses études, il revint en Lettonie, où il fut appelé à effectuer son service militaire. A partir de 1915, il prit part aux combats de la Première Guerre mondiale dans les rangs de la première division d'artillerie légère et fut décoré de la croix de Saint-Georges de quatrième degré. Après la révolution d'Octobre, il participa à la création de la première division légère des tirailleurs lettons, dont il devint bientôt le commandant. Pendant l'été 1918, il joua un rôle décisif dans l'écrasement de l'insurrection socialiste-révolutionnaire de gauche à Moscou (1) et dans la découverte du complot de Lokkart (2). En novembre 1918, il fut admis dans les rangs du Parti bolchevique. Dans les rangs de la division de tirailleurs lettons, il combattit les gardes-blancs sur les fronts ouest, sud-ouest et est. A partir de février 1921, il travailla dans la Tchéka-Gué-

(1) Le 6 juillet 1918, les socialistes-révolutionnaires de gauche, qui avaient démissionné du gouvernement soviétique le 15 mars pour protester contre la signature du traité de Brest-Litovsk, organisèrent une insurrection à Moscou pour contraindre les bolcheviks à déchirer le traité et reprendre la guerre contre l'Allemagne. L'insurrection fut difficilement écrasée au bout de deux jours (NDLR).

(2) Bruce Lokkart était un agent de renseignements britannique, organisateur de nombreux complots antibolcheviques ; la Tchéka l'arrêta à l'automne 1918 (NDLR).

péou, puis dirigea la construction du combinat de fabrication de cellulose et de papier de Vicher. En novembre 1931, il fut nommé premier directeur du Dalstroï.

En 1932, selon les données des archives de Magadan, 13 053 individus, dont 9 923 détenus, travaillaient à Kolyma (c'est-à-dire au Dalstroï). Cette même année, 511 kilos d'or chimiquement pur furent produits. Dès l'année suivante, le nombre de travailleurs employés par le Dalstroï s'élevait à 30 782, dont 27 930 détenus.

En septembre 1935, le Dalstroï subit des transformations substantielles. La direction pour l'extraction de minerais utiles (OUDPI) fut réorganisée et divisée en deux directions de l'industrie (3) : la direction du nord, dont le centre était situé à Iagodnoïe, et la direction du sud, avec son centre situé à Ototoukane. Cette année-là, Kolyma employait 50 901 travailleurs, dont 44 601 détenus. Et cette même année, le Dalstroï produisit 14 458 kilos d'or chimiquement pur. Pour la quantité d'or produit, Kolyma, en 1936, rattrapait la Californie et la dépassait de loin pour ce qui est des pourcentages de progression de l'extraction. L'extraction de l'or à Kolyma s'élevait à 32,400 tonnes, alors qu'en Californie, elle s'élevait en 1934 à 23 tonnes et en 1935 à 27,800 tonnes.

Au milieu des années 1930, plusieurs mines — At-Ouriakh supérieur, Vodopianov, Partisan, Assaut, Cinquième Plan quinquennal, etc. — furent exploitées. Les détenus formaient bien entendu l'essentiel de leur force de travail. Fondamentalement, chaque lieu d'habitation constituait un camp. Les détenus du milieu des années 1930 étaient internés dans des camps qui ne ressemblaient pas du tout à ceux qui apparurent à Kolyma au début de 1938. Voici ce que l'ancien détenu M. Vygon, qui y fut interné à partir de 1937, raconte par exemple sur le camp Partisan :

“Le territoire de cette agglomération n'était pas entouré de fil de fer barbelé. Les détenus portaient au travail sans escorte (ce libéralisme exista jusqu'en 1938) (4). Le travail était le travail habi-

tuel : extraction du minerai dans les filons et transport dans les terrils de sables aurifères, l'hiver dans des coffrets ferrés par les chemins gelés, l'été par des brouettes roulant le long d'échelles de trente centimètres de large.

A la fin de 1937, on limogea le chef de la mine, Riabov, qui fut, dit-on, fusillé, et remplacé par le lieutenant Anisimov. Après quoi, on entourra de fil de fer barbelé la zone où se trouvaient les détenus et le nombre de gardes augmenta sensiblement : les détenus portaient au travail et en revenaient sous escorte. Dans les baraquements, on désigna un staroste (5) pris parmi les détenus. On diminua la ration de pain...”

Au milieu des années 1930, les détenus circulaient librement dans le village-camp, pouvaient acheter des marchandises au magasin de travailleurs libres ; chacun avait un compte à la caisse d'épargne, sur lequel il faisait virer son salaire du camp (amputé de divers prélèvements). Les détenus pouvaient écrire librement des lettres, envoyer des télégrammes, et avaient même le droit, que beaucoup utilisaient, de faire venir leur famille dans la colonie.

Jusqu'en 1936, les condamnés au titre de l'article 58 du Code pénal de la République de Russie (pour crimes contre l'Etat) ne constituaient pas la majorité des détenus du Sevvostlag (6). La majorité des détenus de Kolyma était formée par des “petits délinquants” et

(3) En russe Guépéou ! (NDLR).

(4) L'historien Kozlov affirme : « Le régime des détenus du Sevvostlag de cette période est relativement “doux”, modéré. Les détenus percevaient un salaire. Une partie d'entre eux allaient au travail sans escorte (au premier chef, les employés des entreprises et institutions du Dalstroï) et une partie d'entre eux entraient même dans la garde armée, où l'on ne recrutait que des condamnés pour délits légers. Les camps strictement organisés avec fils de fer barbelés, miradors, garde accompagnée de chiens, n'existaient alors pas encore » (A. G. Kozlov : “Le Sevvostlag du NKVD de l'URSS”, dans le livre *Etudes historiques sur le nord de l'Extrême-Orient*, Magadan, 2000, p. 81) (NDA).

(5) Staroste : responsable d'une chambrée de détenus aux yeux de l'administration, qui le désigne parmi ces derniers (NDLR).

(6) Sevvostlag veut dire système des camps du nord-est (de la Sibérie) (NDA).

des droit commun, ainsi que des “dilapidateurs de la propriété collective”, qui y purgeaient leur peine (le plus souvent, une peine d’incarcération de dix ans) en fonction du décret du 7 août 1932 (7). Les anciens koulaks et les trotskystes, envoyés à Kolyma de Sibérie et de l’Extrême-Orient au cours de l’été 1936, formaient le contingent des “contre-révolutionnaires” (8).

Lors d’une intervention à la réunion du parti du district de Nagaïevo-Magadan, le 29 janvier 1937, le directeur du Dalstroï, Edouard Berzine, déclara :

“Nous avons reçu un premier contingent de trotskystes cet été. Ils ont exigé que nous leur fournissions une ration polaire (9) et le régime politique. Nous le leur avons refusé, car chez nous tous les détenus du camp sont des prisonniers de droit commun. Il n’y a pas de détenus politiques chez nous. Ils ont entamé une grève de la faim. Cela ne leur a pas réussi. Ils ont arrêté la grève de la faim et ont engagé la lutte contre nous par d’autres moyens. Nous avons dû les contraindre tous à travailler et nous avons entrepris de les rééduquer dans le processus du travail. Ce n’est qu’après une longue vérification que l’on peut les utiliser dans leur spécialité. Il est indispensable de les vérifier sous tous les angles” (10).

L’historien de Magadan, A. Kozlov, signale qu’à la fin de 1937, le Sevvostlag contenait 80 258 détenus. Le contingent des “contre-révolutionnaires” et des “éléments criminels” s’accrut tout au long de l’année 1937 et le nombre des simples “délinquants” tomba à 12 %. Dans sa “Note explicative sur les chiffres de contrôles du trust Dalstroï pour l’année 1938”, Edouard Berzine affirme :

“La pratique du Dalstroï montre que le Dalstroï se voit attribuer une force de travail de valeur inférieure, formée presque exclusivement de trotskystes, de contre-révolutionnaires et de récidivistes... Cela a des incidences surtout sur les travaux de construction... La direction du Dalstroï doit souligner de façon pleinement responsable que l’exécution du plan de 1938 est irréalisable si

elle ne s’accompagne pas d’une amélioration du contingent ouvrier ; cela exige la modification de la composition de la force de travail et l’envoi au Dalstroï d’une proportion assez importante de force de travail valable.”

En outre, dans le “Plan général de développement de l’économie de la province de Kolyma pour les années 1938-1947”, la direction du Dalstroï se permettait de définir une “orientation générale de plan de recrutement d’une population de travailleurs libres”, qui affirmait en particulier :

“En 1947, nous devons parvenir à un emploi de 100 % de force de travail libre. Jusqu’à cette date, une participation significative de détenus est inévitable. Leur nombre augmentera jusqu’en 1942, puis commencera à décliner. En même temps, le troisième plan quinquennal doit se marquer par un mouvement important de transformation de détenus en colons (11). Dans le quatrième plan quinquennal, la colonisation se développera, les détenus se transformeront peu

(7) Le décret du 7 août 1932 condamne à la peine de mort (ou à 10 ans de camp en cas de circonstances atténuantes) quiconque est convaincu “d’atteinte à la propriété socialiste ou kolhozienne”. C’est la loi dite par les paysans “des cinq épis”, car le “vol” de cinq épis pouvait suffire à envoyer un jeune paysan à la mort (NDA).

(8) A compter du début de 1937, la composition du contingent des détenus commença à changer. Les simples délinquants représentaient alors 48 % du nombre des détenus. Pour préparer les militants du parti à recevoir un grand convoi de détenus, Berzine leur déclara : “Les premiers navires nous ont apporté 8 000 détenus, composés de trotskystes divers, de saboteurs, d’espions, etc. C’est avec ce public qu’il faut remplir le plan et se préparer à l’année 1938.” Selon les données des archives d’Etat de la province de Magadan, en 1937, 41 577 détenus et 1 955 travailleurs libres débarquèrent dans la baie de Nagaïevo, et Vladivostok reçut 18 360 anciens détenus et 2 391 travailleurs libres (A. G. Kozlov, *op. cit.*, pp. 82 à 85) (NDA).

(9) C’est-à-dire une ration plus élevée que la normale (NDLR).

(10) Cité d’après A. G. Kozlov, *op. cit.*, p. 80 (NDA).

(11) Les colons sont des condamnés fixés dans une colonie de travail forcé, qui se différencie du camp en ce qu’elle ne compte ni enceinte de barbelés, ni miradors, ni gardes armés. En revanche, une antenne du NKVD s’y trouve pour surveiller les colons (NDLR).

à peu en colons. Les colons, une fois terminé leur temps, compléteront les cadres de la main-d'œuvre libre venus du continent (12). Les colons passeront peu à peu d'un engagement temporaire (3 ans) à un travail permanent à Kolyma" (13).

Visiblement, comme le souligne Kozlov, la perspective lointaine d'un peuplement de Kolyma par une population de travailleurs libres tout comme la proposition de "changer la composition de la force de travail importée" ne correspondaient pas à la politique répressive de la direction stalinienne. C'est pourquoi la décision fut prise de remplacer la direction du Dalstroï.

La liquidation de Berzine

A la fin de 1937, Edouard Berzine fut arrêté comme "ennemi du peuple", "espion des services de renseignements étrangers", "dirigeant d'une organisation antisoviétique à Kolyma", puis fusillé, ainsi que de nombreux dirigeants de Kolyma, qui avaient été ses collaborateurs. Dès lors, le régime intérieur dans les camps de Kolyma se durcit. Un cadre de l'appareil du Guépéou-NKVD de Moscou, K. A. Pavlov, fut nommé nouveau directeur du trust. Il était accompagné, pour remplacer les dirigeants arrêtés, de nouveaux dirigeants des diverses services du Dalstroï.

Les décrets publiés par la nouvelle direction aggravèrent plus encore la situation des détenus. Dans l'attente de la nouvelle saison d'extraction et l'arrivée de convois de milliers de nouveaux détenus, le nouveau directeur du Dalstroï utilisa de façon impitoyable les réserves humaines à sa disposition. Par le décret n° 91, en date du 26 février 1938, il établit "à compter du 1^{er} mars, pour les travaux d'extraction à l'air libre, la journée de travail de onze heures pour les détenus de l'équipe de jour et de dix heures pour les détenus des équipes de nuit" (14).

Au cours des mois suivants, la durée de la journée de travail fut prolongée jusqu'à 16 heures.

L'ère sanglante de Garanine

L'un des nouveaux administrateurs, Stepan Nicolaïevitch Garanine, fut nommé chef de la direction des camps de travaux correctifs du nord-est (OUSST-VIL).

Stepan Garanine, connu pour ses méfaits accomplis à Kolyma, est né en 1898 dans le village de Chkalevka, non loin de la ville de Bechenkovitcha, en Biélorussie, dans une famille de paysans moyens. Il acheva l'école primaire du village et partit travailler à 17 ans. Il fut ensuite incorporé dans l'armée tsariste et accéda au grade de sous-officier. En 1918, il servit dans l'Armée rouge. En janvier 1919, il adhéra au Parti bolchevique. Il participa aux combats contre Dénikine et contre les Polonais, fut fait prisonnier, mais réussit à s'enfuir. Il acheva une école militaire, puis servit dans les unités de gardes-frontières comme chef adjoint, puis comme chef de détachement. Pendant les années de la collectivisation, les beaux-parents de Garanine furent classés koulaks et déportés à Kotlas.

Dans le formulaire qu'il remplit avant son départ à Kolyma, Garanine écrit : "J'ai reçu un blâme sévère en 1935 pour lien avec un élément étranger." Il est possible que le désir de se réhabiliter ait poussé Garanine à en faire le maximum dans ses fonctions de chef de l'OUSST-VIL. La période pendant laquelle il a occupé ces fonctions a reçu le nom de "Garaninchchina". La situation des détenus se détériora brutalement ; leurs rations alimentaires furent diminuées, les

(12) Vu l'absence de route pour parvenir au territoire de Kolyma, les détenus étaient envoyés de la baie de Nagaïevo à Magadan par bateau, dans des conditions d'entassement en général effroyables (NDLR).

(13) Archives d'Etat de la province de Magadan, fonds r-23 (cité par A. G. Kozlov, *op. cit.*, p. 90) (NDA).

(14) Archives d'Etat de la province de Magadan, fonds r-23 (cité par A. G. Kozlov, *op. cit.*, p. 94) (NDA).

normes de travail augmentées. Les détenus qui ne remplissaient pas les normes étaient considérés comme des saboteurs et fusillés. Les membres de la brigade moscovite du NKVD faisaient le tour des directions des diverses mines, contactaient la direction des sections du NKVD et, en très peu de temps, débussquaient les “saboteurs” (15) et les “contre-révolutionnaires”, souvent à partir de listes préétablies.

Ces arrestations étaient suivies de réunions rapides de la “troïka” (16) du NKVD dans le Dalstroï, qui se concluaient par une condamnation supplémentaire de dix ans ou par l'exécution des victimes.

La chute de Garanine

En septembre 1938, comme prodrome à la chute du chef du NKVD, Iejov, Garanine fut arrêté, accusé d'espionnage et fusillé. Le dossier de l'instruction de Garanine comporte des témoignages de répression de détenus en dehors de tout jugement.

La mine d'or Madiak a été l'un des lieux des répressions les plus effrayantes. L'ancien agent du NKVD du Dalstroï A. V. Garoussov raconte :

“Au début d'août 1938, j'ai été envoyé en mission dans la mine Madiak et mis à la disposition d'un membre de la brigade de Boguen. Dès que je me fus mis à sa disposition, Boguen nous confia, à moi et à un groupe de camarades, une instruction à effectuer, et nous donna trois heures pour régler 20 dossiers. Lorsque nous nous plaignîmes de l'impossibilité de mener à bien ce travail, il nous recommanda de battre les détenus. Et Boguen nous donna lui-même l'exemple ; il convoqua un détenu et le frappa à coups de tisonnier ; après quoi, nous aussi, nous cognâmes avec ce qui nous tombait sous la main. Quelques jours plus tard, le capitaine Kononovitch arriva à la mine avec le procureur Metelev à deux heures du matin ; à 6 heures du matin, nous avions déjà examiné plus de 200 dossiers ; 133 à 135 détenus fu-

rent condamnés à la peine capitale. Le procureur ne vit même pas les accusés et ne parla à aucun d'eux” (17).

La terreur liée à la nécessité d'atteindre un quota de victimes fixé d'en haut se perpétua presque jusqu'à la fin de 1938. Ce quota ne fut pas rempli. La directive du Conseil des commissaires du peuple et du comité central du PCR(b) du 15 novembre 1938 interdit de soumettre l'examen des dossiers à des “troïkas” et la “brigade moscovite” du NKVD fut rapplée à Moscou.

En 1938, 93 978 détenus, sur une population laborieuse totale de 113 930 individus, travaillaient dans les mines de Kolyma. Cette même année, 62 008 kilos d'or chimiquement pur furent produits. Dans les documents des archives de Magadan non encore déclassifiés, il est indiqué que *“la réduction des normes d'alimentation, souvent à un niveau inférieur aux normes établies pour tous les détenus sans exception, sans définition de la ration en fonction de la productivité du travail pendant la période de lavage massif de l'or, ne pouvait que se répercuter sur le travail des détenus... En 1938, 10 251 détenus périrent, surtout d'épuisement, bien que les documents aient attribué la mort officiellement à des maladies diverses.”*

Après l'arrestation de Garanine, K. Pavlov, pour se blanchir, publia un décret n° 749, du 1^{er} octobre 1938, annulant la journée de travail de 16 heures, rétablissant la journée de travail de 10 heures et fixant un jour de congé une fois tous les dix jours : les 10, 20 et 30 du mois (18).

(15) L'auteur utilise deux mots, “sabotajnik” et “vreditel”, qui représentent dans le vocabulaire stalinien deux catégories de “saboteurs”, mais le français n'a qu'un mot pour les rendre (NDLR).

(16) Sous le règne de Iejov à la tête du NKVD, des troïkas furent installées pour rendre la justice expéditive sans convocation des accusés ; elles étaient composées de trois membres : le procureur local et deux gradés du NKVD (NDLR).

(17) Dossier d'instruction n° 17 777 des archives du FSB (nouveau nom du KGB) de la province de Magadan (cité par A. G. Kozlov, *op. cit.*, p. 96) (NDA).

(18) *Ibidem*, p. 97 (NDA).

L'avènement d'Ivan Nikichov

Deux années plus tard, lorsque Ivan Fiodorovitch Nikichov remplaça K. A. Pavlov à la fonction de directeur du Dalstroï, le nombre des détenus y atteignait 176 685 individus. Au total, la force de travail disponible représentait 216 442 individus. L'année 1940 fut l'année la plus productive en or de toute l'histoire de Kolyma : on y produisit 80 028 kilos d'or chimiquement pur.

Ivan Fiodorovitch Nikichov naquit en 1894 et termina l'école du village. A partir de 13 ans, il travailla comme berger, puis garçon de ferme, et enfin à Tsaritsyne comme débardeur et cocher. A partir de 1915, il servit dans l'armée tsariste comme simple soldat et sous-officier et combattit sur le front allemand. En juillet 1918, il s'engagea comme volontaire dans les rangs de l'Armée rouge et prit part à la guerre civile. En 1924, il fut transféré dans les gardes-frontières du NKVD et servit sur la frontière avec la Perse.

De novembre 1938 à octobre 1939, il est chef du NKVD du territoire de Khabarovsk (19). Avant d'arriver à Kolyma, il avait été décoré du Drapeau rouge du travail de la République de Transcaucasie, du Drapeau rouge du travail de l'Azerbaïdjan, du Drapeau rouge du travail du comité exécutif central des soviets de l'URSS, de l'ordre du travailleur méritant de la Tchéka-Guépéou. Il dirigea le Dalstroï jusqu'à la fin de décembre 1948. Pendant son activité au Dalstroï, il fut décoré de deux ordres de Lénine, des ordres du Drapeau rouge du travail et de Koutouzov du premier grade. En janvier 1942, Ivan Nikichov reçut le titre de Héros du travail socialiste. Après son départ de Magadan, il vécut à Moscou, où il mourut le 5 août 1958.

La désignation d'une nouvelle direction du Dalstroï en 1939 correspondit à un élargissement de son territoire. Sur décision du Conseil des commissaires du peuple, une partie de la Tchouktie orientale et centrale fut transférée au Dalstroï et, le 29 mars 1941, le Conseil des commissaires du peuple décidait d'introduire

les districts riverains de la mer d'Okhotsk et tout le bassin de la rivière Iana de Iakoutie dans la sphère d'activité du Dalstroï. Ainsi, la sphère d'activité du Dalstroï au début de la guerre patriotique s'élevait à 2,3 millions de kilomètres carrés, soit un dixième de toute l'Union soviétique !

Nous reproduisons ci-dessous un certain nombre d'extraits de la correspondance de la direction de l'OUSSTVIL avec le ministère de l'Intérieur de l'URSS dans les années 1951-1953, et qui illustrent les réalités de la vie de l'époque :

- *“Les appelés soumis aux obligations militaires sont sous l'uniforme depuis 1936, leur temps d'incorporation est terminé, mais ils ne sont pas libérés...”* ; *“L'ivrognerie règne chez les soldats...”* ; *“Les conditions d'internement sont lourdes, inhumaines, les camps sont surpeuplés, les détenus y sont entassés les uns sur les autres, des femmes détenues sont enceintes...”* ; *“Les détenus membres de l'administration du camp font régner la terreur...”* ; *“Les bagnards sont mélangés avec des détenus des camps de redressement et déambulent sans numéro...”* (20) ; *“Le général Chemiaka a déclaré qu'il recevrait un blâme pour les détenus, ou qu'on lui arracherait la tête pour le plan...”* (21) ; *“Le régime est durci, on a escorté 7 825 détenus. On a fait entrer dans la zone 5 875 détenus... Les évasions ont augmenté...”* ; *“Le Dalstroï n'est pas fait pour être un camp de régime sévère, mais dans l'année 1951 qui vient de s'achever, on nous a envoyé des bandits criminels récidivistes invétérés, que l'on ne pouvait pas tenir en main dans les camps des régions centrales du pays...”*

(19) Khabarovsk est une ville de l'Extrême-Orient de la Sibérie, non loin de Vladivostok (NDLR).

(20) Les détenus du bagne (au régime particulièrement sévère) devaient porter des numéros sur leurs vêtements de façon à être distingués des autres détenus et à être appelés par leurs numéros (NDLR).

(21) Pour non-réalisation des chiffres du plan de production fixé à chaque camp (NDLR).

• “Le Dalstroï ne comporte aucune prison, aucun isolateur en pierre...” ; “On n’a de camps à régime sévère que pour 3 000 détenus et il en faudrait pour 30 000” ; “Les camps du Dalstroï contiennent 2 850 invalides et autres incapables au travail, 300 tuberculeux et 50 malades psychiques...” ; “Les camps renferment 250 détenues avec des enfants de plus de 2 ans...” ; “Les conditions de vie quotidienne des détenus sont déplorable... Chacun dispose d’un espace habitable de 0,70 à 1 mètre carré... Il n’y a pas assez de cantines, de bains, de blanchisseries...” ; “En 1948, la mortalité a été de 0,4 %...” ; « Les camps du Dalstroï se composent de 16 directions, 28 sections, 152 “lagpunkt” séparés et 230 non séparés... Il y a 414 “lagkomandirovki” (22) permanentes et 722 saisonnières et réduites... » ; “En prenant en compte le camp spécial (Beregovoï), le camp de travail correctif du Dalstroï renferme 189 047 détenus, dont 24 128 femmes” (1952).

• “L’écrasante majorité des détenus des camps du Dalstroï ont été condamnés pour des crimes contre-révolutionnaires et de droit commun particulièrement graves. Nous avons 6 621 bagnards. Nous avons 54 611 détenus condamnés pour crimes contre-révolutionnaires, dont 41 949 pour trahison de la patrie...” ; “Le Berlag (23) renferme 30 406 détenus, les camps de régime général 158 641...” ; “Les éléments bandits criminels représentent 24 034 individus. Les condamnés pour évasion 9 200, pour vol 37 928, pour délits accomplis dans l’exercice de leurs fonctions 2 021. Pour les autres, 13 607...” ; “Nombre de détenus à élargir immédiatement : 2 456 invalides, 2 070 enfants de détenues, 1 011 femmes enceintes...”

• “Composition de la garde armée : 29 102 soldats. Réserve : 21 359 individus. Détachement opérationnel : 959 individus. Surveillants : 2 858, dont 317 anciens détenus...” ; “En 1950, ont été effectuées 576 évasions. En 1951, 752 ; 335 fuyards ont été abattus. Pour le premier trimestre 1952, 87 évasions, 78 fuyards ont été abattus...” ; « Le bandit Razvorotny a été jugé plus de dix fois, au total à 150 ans de travaux correctifs, il

continue à se conduire avec insolence, il a accompli 6 meurtres et déclare : “La peine de mort a été abolie (24), j’ai égorgé et je vais continuer à égorger, on ne me donnera pas plus de 25 ans...” Il y a des détenus qui accumulent des peines d’emprisonnement allant jusqu’à 225 ans... »

• « Réactions à la mort de Staline : la femme-médecin détenue Monakhova a déclaré : “Ça fait longtemps que je souhaitais que notre petit vieux meure.” Les détenus Negodiaïev et Kouznetsov : “Il ne faut pas pleurer, mais rigoler.” Apparemment, tout maintenant doit changer... » ; “Il faut envoyer dans les régions centrales du pays 1 500 femmes détenues avec des enfants âgés de moins de 2 ans et 1 000 mères avec leurs enfants de plus de 2 ans...” ; “Au 1^{er} novembre 1952, le camp de travaux correctifs du Dalstroï renfermait 154 453 détenus, dont 17 823 femmes... 2 285 sont condamnés à des peines de 3 ans et 6 mois, 11 602 à des peines de 3 à 5 ans, 66 025 à des peines de 10 à 15 ans, 33 001 à des peines de 10 à 15 ans, et 41 540 à des peines de 15 ans et plus...”

• “Au 1^{er} octobre 1952, on a libéré 33 807 détenus (soit 21,4 %) de l’obligation d’être escortés...” ; “33 944 délits ont été commis...” ; “Quantité de détenus : en 1950 : 173 534 ; en 1951 : 177 737 ; en 1952 : 154 453...” ; “Les normes d’alimentation des détenus : 800 grammes de pain par jour, 600 grammes de graisse par mois, 500 grammes de sucre par mois, 2 kilos et demi de gruau par mois, 4 kilos de viande et de poisson par mois...” (25).

(22) Le “lagpunkt” — camp se dit lager en russe comme en allemand — est une subdivision territoriale du camp ; la “lagkomandirovka” est un groupe mobile chargé de diverses tâches (enquête, contrôle, etc.) (NDLR).

(23) Le Berlag : camp spécial à régime sévère (NDLR).

(24) En mai 1947, Staline a aboli la peine de mort, remplacée par une peine maximale d’emprisonnement de 25 ans, et rétablie en janvier 1950 (NDLR).

(25) Ces normes sont bien entendu théoriques. Même si la totalité des produits concernés parvient au camp, l’administration et les gardes en volent au bas mot un tiers... selon l’estimation qu’en faisait Beria lui-même en 1939 ! (NDLR).

Les fonds d'archives du département du ministère de l'Intérieur de Magadan contiennent les fiches de deux millions de détenus ; un million et demi de documents d'archives portent sur la période de 1932 à 1956. De 1932 à 1956, environ un million de détenus sont passés par le Dalstroï. Pendant cette période, 120 000 détenus ont trouvé la mort, dont environ 50 000 condamnés au titre de l'article 58 du Code pénal. Au 1^{er} octobre 1992, l'étude des archives du département de l'Intérieur avait abouti à une liste de 8 000 détenus fusillés sur le territoire de Magadan, dont 4 000 ont été à ce jour réhabilités. A la fin de 2000, la liste des fusillés recensés se montait à 11 000 détenus et la liste des détenus morts au camp autour de 180 000. Les exécutions étaient effectuées dans deux endroits : dans la ville de Magadan et dans la localité de Stan Khatynkakh, du district de Iagodinski, dit "La Serpentine" (ce lieu reçut ce nom dans le peuple parce que la route qui traverse le col serpente ; et c'est dans un petit défilé de cette vallée qu'en 1937-1938 se produisirent des exécutions massives de détenus).



Intérieur d'un baraquement.

Aujourd'hui, 239 100 individus vivent dans la province de Magadan ; beaucoup d'entre eux voudraient partir dans les régions centrales du pays. Mais ils n'en ont malheureusement pas la possibilité, à cause du prix très élevé des billets d'avion : 8 000 roubles jusqu'à Moscou (et il n'y a pas d'autre moyen de transport).

Le salaire de la plupart d'entre eux est bas, alors que le prix des produits est élevé (par exemple, une boule de pain vaut de 10 à 12 roubles, un kilo de sucre de 23 à 25 roubles). En fait, l'actuel Kolyma s'est transformé en un vaste camp, seulement privé de miradors et de gardiens : il est pratiquement impossible à un simple citoyen de le quitter, faute de moyens.

**I. Panikarov, président de la société
"La recherche
des victimes innocentes
de la répression"**

(Les sous-titres sont de la rédaction.)



Des tombes.

**Voyage
dans les archives
du bureau politique
du Parti communiste
russe**

(Jean-Jacques Marie)

Lors de mon travail dans les archives de l'ancien comité central du PCUS, j'ai pris de nombreuses notes sur les procès-verbaux du bureau politique dans les années 1930, ainsi que sur celles du secrétariat du comité central dans les années 1950. Je compte publier ces notes inédites dans la série des *Cahiers* qui commence à ce n° 15.

J'ai choisi de publier des textes de procès-verbaux du bureau politique de l'année 1936, car c'est celle du premier procès de Moscou contre les seize (Zinoviev, Kamenev, Ivan Smirnov, etc.). On ne peut manquer d'être frappé par le silence qui entoure la préparation de cette gigantesque provocation, montée sous la direction pratique du chef du NKVD, Iagoda, et sous la direction politique personnelle de Staline, depuis la fin de l'année 1935, dans les réunions du bureau politique qui précèdent l'ouverture du premier procès...

Le bureau politique au travail : interdiction de l'avortement, baisse des intérêts de l'épargne, avantages aux bureaucrates, etc.

**Bureau politique
du 20 mai 1936**

Procès-verbal n° 39

CETTE séance aborde un peu plus de 200 points à son ordre du jour. Mais ce chiffre ne doit pas étonner : dans la grande majorité des cas, le bureau politique valide seulement de façon purement mécanique, sans en discuter une seule seconde, des décisions qui ont été prises en dehors de ses réunions par consultation écrite ou téléphonique de ses membres ou de la plupart d'entre eux.

Le bureau politique évoque d'abord la *"loi sur l'interdiction des avortements, l'aide aux accouchées et l'élargissement du réseau des jardins d'enfants et maisons d'enfants"*.

Il décide de confirmer et de confier la rédaction finale à Grinko, commissaire du peuple aux Finances, et à Krylenko, commissaire du peuple à la Justice

Puis, en second point, Staline fait valider la décision adoptée par consultation le 21 avril 1936 de faire interdire tout changement de nom de villes, agglomérations, centres de districts et stations de chemin de fer...

En point trois, le bureau politique décide de déplacer la population de la zone frontalière (district de Taksovski) de la province de Leningrad dans les districts du nord-est.

Ensuite, le bureau politique confirme les décisions prises par consultation les 23, 24, 25, 26, 27 et 29 mai 1936. L'ampleur du nombre de décisions prises par consultation et validées ensuite sans vote est illustrée, par exemple, par le fait que le bureau politique valide 16 décisions prises par consultation le 27 avril 1936 numérotées de 44 à 59, et 17 décisions prises par consultation le 29 avril 1936, numérotées de 60 à 76.

Ce point 76 est important : décision est prise, en effet, d'abaisser de 8 % à 4 % les intérêts versés sur les livrets de caisse d'épargne. C'est donc, alors même qu'existe depuis l'année antérieure la pratique des emprunts volontaires de l'Etat aux travailleurs (mais tout à fait obligatoires dans les faits !), une ponction sur le niveau de vie déjà très bas de la population.

Puis le bureau politique valide ensuite les décisions prises par consultation les 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 17, 19 et même 20 mai 1936 (soit avant la réunion même du bureau politique). Le 7 mai a été particulièrement productif, car ce jour-là ont été adoptées par consultation 23 décisions, numérotées de 89 à 111.

La décision 113 consiste à "*admettre Stakhanov dans les rangs du Parti communiste*" (1)

Stakhanov (ouvrier mineur, auteur d'un record d'extraction de charbon obtenu dans des conditions artificielles évidemment cachées à la population et aux autres mineurs) avait donné son nom à un mouvement d'ouvriers lancés officiellement dans la chasse aux records, utilisés pour hausser ensuite les normes d'exploitation.

En contrepartie, les stakhanovistes disposaient d'avantages divers dans le domaine de la nourriture et du logement.

La décision 130 est aussi importante : elle "*augmente les taux de salaires aux cadres de la milice, des prisons et des camps de travaux correctifs*". Staline cajole son appareil répressif.

La décision 146, sur rapport de Postychev (2), concerne "*la lutte avec les saboteurs de la betterave à sucre*" (*sic !*)... pour répondre aux problèmes de la récolte betteravière.

La décision 163 apporte une des rares notes d'humour (involontaire) dans ce genre de réunion.

Elle est intitulée : "*Annuler le blâme qui avait été infligé au camarade Mikoïan (3) par la réunion du comité central du 25 juin 1933 pour avoir effectué un vol en avion sans autorisation du comité central.*"

La décision 170 porte sur l'érection d'un nouveau monument à l'écrivain Gogol.

Puis le bureau politique fixe l'ordre du jour du plénum du comité central du 1er juin. Il comprend trois points :

"1. *La Constitution de l'URSS (rapporteur : Staline).*

2. *Sur la récolte et les stockage de produits agricoles (quatre rapports).*

3. *Affaires courantes.*"

Bureau politique du 27 juin 1936

Procès-verbal n° 40

Le premier point porte sur "*le bilan de la discussion du projet de loi sur l'interdiction des avortements*" ; rapporteurs : Krylenko et Kaminski (commissaire du peuple à la Santé).

Le quatrième porte sur "*les déformations pédagogiques dans le système du commissariat du peuple à l'Instruction*", qui va donc être soumis à une purge sévère. Son titulaire, Boubnov, sera d'ailleurs limogé l'année suivante, puis fusillé.

Puis, sont validées 58 décisions adoptées par consultation les 21, 22, 23 et 25 mai.

La 62^e décision consiste à adopter la loi interdisant et punissant l'avortement. La 65^e s'intitule "*sur la couverture des dépenses liées à la loi sur l'interdiction de l'avortement*" (c'est-à-dire, officiellement, à l'élargissement du réseau des jardins d'enfants et crèches).

Comme le bureau politique s'occupe de tout jusque dans le plus petit détail, il décide ce jour-là de décorer le chanteur populaire de la république du Kazakhstan, Djemaboul Djebaïev, et le romancier Seïffouline Sakene.

Il valide ensuite les décisions prises par consultation les 27, 28 (dont l'attribution des noms de Kaminski, Iejov et Beria à divers sites), 29 et 31 mai, les 1er, 2, 4, 5 et 7 juin.

La 176^e décision annonce la liquidation prochaine d'un ancien collaborateur du premier secrétaire du PC de Leningrad, Serge Kirov, abattu le 1^{er} décembre 1934 : Tchoudov. Il est limogé de son poste de deuxième secrétaire du comité

(1) A cette époque, l'admission dans le parti était suspendue.

(2) Postychev : membre du bureau politique, licencié en 1938.

(3) Mikoïan : membre suppléant du bureau politique.

régional de Leningrad et remplacé par Chtcherbakov, destiné à une carrière fulgurante dans l'appareil du secrétariat du comité central.

Puis le bureau politique valide les décisions prises par consultation les 9 et 11 juin, puis décide de baisser le prix du beurre : de 2 roubles, le kilo de beurre dit "extra", de 1 rouble, le kilo dit de "qualité supérieure". Extra et qualité supérieure sont les deux seules sortes de beurre officielles au pays du socialisme réalisé...

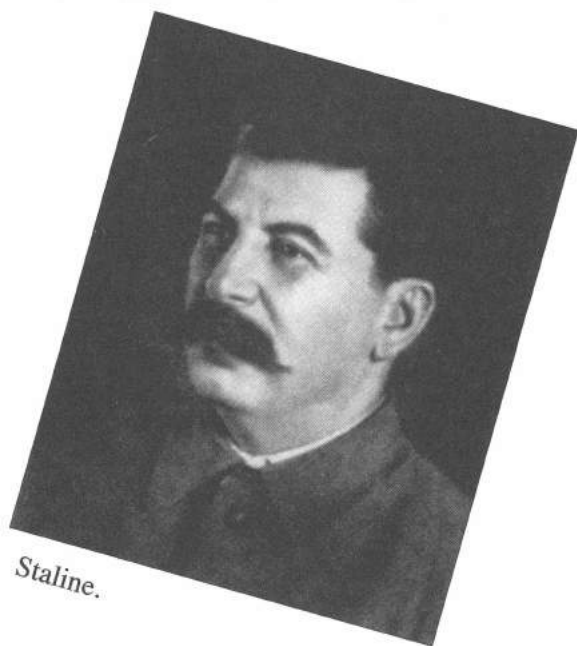
La décision 210 est grosse de menace pour tout individu réticent sur la loi interdisant et punissant l'avortement, puisqu'elle s'intitule : *"Sur les déformations dans l'organisation de la discussion du projet de loi du comité exécutif central des Soviets et du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS sur l'interdiction de l'avortement."*

La décision 222 dégage un crédit de 5 millions de roubles *"pour la construction de maisons pour les cadres dirigeants du territoire de Kouibychev"*.

La décision 223 y ajoute la décision de construire 45 appartements, d'une valeur globale de 2 millions de roubles, pour les mêmes cadres dirigeants du territoire de Kouibychev. Au moment où Staline prépare le premier grand procès de Moscou (dont il n'est pas question dans ces réunions du bureau politique), il soigne la nomenklatura. Il fera beaucoup mieux encore dans la réunion du bureau politique du 18 juin, où il fera adopter une augmentation généralisée des salaires de plusieurs dizaines de milliers de cadres du Parti et des Jeunesses communistes (Komsomol). Le procès-verbal de cette réunion sera publié dans le n° 16 des Cahiers.



Tito.



Staline.

**Valéri
Essipov :
Varlam Chalamov
et Alexandre
Soljenitsyne**

Valéri Essipov, journaliste, spécialiste de l'œuvre de Chalamov, auteur du livre *Débats de fond* consacré aux problèmes controversés de la littérature russe des XIX^e et XX^e siècles, vit à Vologda. Il a publié précédemment l'article "*Chalamov et les traditions de la résistance russe*" dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 10, 2000.

Varlam Chalamov a connu la gloire en Occident — et surtout en France — après y avoir fait envoyer et publier ses *Récits de Kolyma*, première partie d'une sorte de saga sur ces camps de l'extrême-nord-est sibérien, que certains appelaient "*le crématoire blanc*".

A la fin de sa vie, il souffrait de la maladie de Ménière, qui se traduit par des vertiges, des bourdonnements d'oreille et un accès de surdité qui peuvent durer plusieurs heures.

Dans ce texte, où il analyse les déclarations de Soljenitsyne contre Chalamov et compare leurs points de vue et leurs œuvres, Valéri Essipov fait allusion à la protestation que Chalamov éleva contre la publication de ses œuvres par la revue *Possev*. Cette dernière était publiée par la NTS (Union nationale du travail), organisation fascisante, dont les fondateurs étaient installés en Allemagne nazie dans les années 1930...

Faire travailler sa tête ou ses genoux ?

C'ÉTAIT il y a quinze ans, au crépuscule de l'époque brejnevienne. Un petit groupe — à peine quarante personnes — accompagnait à sa dernière demeure un écrivain presque oublié de ses contemporains.

Beaucoup le croyaient mort. En Amérique, Soljenitsyne avait annoncé au monde entier : *"Varlam Chalamov est mort."* Pourtant, à l'époque, pendant les années 1970, on pouvait encore le croiser à Moscou, il quittait parfois le réduit où il vivait pour acheter à manger rue Tverskaïa, c'était terrible à voir, il titubait comme un ivrogne, il tombait. La police de la "ville communiste exemplaire" veillait, on le relevait et Chalamov, qui n'avait pas bu une goutte d'alcool, montrait le certificat de sa maladie, la maladie de Ménière, aggravée par les années de camp et qui le rendait incapable de coordonner ses mouvements (ce certificat, que l'écrivain portait toujours sur lui à la fin de sa vie, se trouve au musée Chalamov, de Vologda).

Le KGB ne relâchait pas sa surveillance...

De plus, il était presque aveugle et sourd, et, en 1979, alors qu'il avait déjà

72 ans, on l'avait interné dans une maison pour invalides. Il était seul, sans famille, recevait de rares visites d'amis ou de connaissances, ou encore de correspondants étrangers. Aussi le KGB ne relâchait-il pas sa surveillance. A l'hôpital, il continuait à écrire des vers. Ceux-ci n'avaient rien de politique, mais témoignaient de l'obstination qui lui était propre :

"Comme toujours je me passerai de lumière.

Comme toujours je me passerai de levier..." (1).

Il y avait donc aussi des policiers en civils parmi les quarante personnes à son enterrement.

Pourquoi rappeler tout cela maintenant ? De nombreux détails sont connus. Pour qui a lu les *Récits de Kolyma* et apprécié leur grandeur littéraire et humaine, ces détails ont toujours suscité un sentiment de honte brûlante pour le destin de Chalamov. Comme pour celui de tous ceux que le régime stalinien a anéantis et défigurés. A l'époque, pendant les premières années de la "peres-

(1) Vers écrit un an avant sa mort, en 1981. Chalamov V., *Œuvres choisies* en quatre tomes, M. Vagrius 1998, tome 3, p. 446. Les citations ultérieures de V. Chalamov sont empruntées à cette édition.

troïka", on croyait que cette honte pouvait être purificatrice pour notre société.

Il n'en a malheureusement rien été. Je vais rapporter deux faits affligeants, qui n'ont entre eux aucun lien, mais qui, l'un comme l'autre, pourraient symboliser l'immoralité actuelle de la Russie, la phase historique qu'elle traverse.

En juillet 2000, on a saccagé le monument à la mémoire de Varlam Chalamov au cimetière de Kountsevo. Des pilliers inconnus ont arraché et emporté la tête en bronze de l'écrivain, ne laissant que le socle de granit vide. Ces barbares sont certainement les héritiers de ces droits communs particulièrement cyniques que l'écrivain a bien connus dans les camps et décrits dans ses récits. Les auteurs de ce crime, comme de tant d'autres en Russie, n'ont pas été retrouvés.

Le règlement de comptes de Soljenitsyne

Le second fait a eu lieu un an plus tôt. Alexandre Soljenitsyne, de retour d'Amérique, a publié dans la revue *Novy mir* (n° 4, 1999) ses souvenirs sur Chalamov, qu'on ne peut qualifier autrement que de règlement de comptes avec un confrère mort et sans défense.

Le lecteur saura désormais que Soljenitsyne n'est pas "satisfait sur le plan littéraire" par les *Récits de Kolyma*. Et que Chalamov est faiblard sur le plan du patriotisme ("il ne brûle pas du désir de sauver sa Patrie"). Et sur celui de l'antivoiétisme également ("Jamais, en aucune façon, ni dans ses écrits, ni dans ses paroles, il n'a exprimé son rejet du système soviétique, ne lui a même jamais rien reproché, il n'a rendu compte de toute l'épopée du Goulag qu'au plan métaphysique"). Même son aspect extérieur était, à l'entendre, peu engageant ("un visage maigre avec des yeux un peu fous"). Tout cela montre que l'auteur de *L'Archipel Goulag*, malgré son âge respectable, n'est pas devenu plus objectif et tolérant dans ses jugements. Le plus navrant est que cette attaque brutale et

indécente n'ait suscité aucune réaction dans la presse russe (à l'exception de la réponse de l'archiviste I. Sirotkina, héritière des droits de Chalamov, parue dans le n° 9 de *Novy mir*). On a l'impression que la société libérale russe s'interdit de critiquer Soljenitsyne, reprenant ainsi la tradition instaurée dans les "années sans voix" (les années 1960) (2).

Il est probablement nécessaire de rappeler quelques faits de la vie de l'époque où la prose des camps — la vérité sur le régime stalinien — faisait seulement surface, engendrant une vague de déceptions et de mécontentement envers le régime existant qui a en définitive abouti à la "perestroïka" gorbatchevienne et à l'enchaînement catastrophique des événements qui a suivi.

Chalamov a commencé à publier ses récits en 1954, quand, après dix-sept ans passé en camp à Kolyma, il est revenu vivre dans une cité ouvrière isolée de la région de Moscou. Encore plus tôt, quand il travaillait comme aide-médecin dans la taïga, il avait commencé à écrire des vers. A l'époque, tout cela était impubliable et n'était diffusé qu'à ses proches.

Dans une lettre de Chalamov à Pasternak (1956), il y a ces lignes significatives : « *La question "être publié ou pas" est pour moi une question importante, mais non primordiale. Il y a toute une série de barrières morales que je ne peux franchir.* »

Le rejet par principe de l'adaptation à la censure

L'écrivain rejette le principe même de l'adaptation à la censure — il choisit

(2) L'écrivain Daniil Danine a laissé dans son journal, en 1967, une appréciation expressive de cette tendance : "Quelque chose me met hors de moi dans toutes les discussions sur Soljenitsyne. L'idolâtrie, sans doute... On ne fait plus travailler sa tête, mais ses genoux" (Danine D., *Journal d'une année ou Monologue-67*. Zvezda, 1997, n° 5, p. 196).

dès le départ la vérité comme norme littéraire et comme norme de vie. Derrière ce choix, il y a sa foi immense en l'incorruptibilité des valeurs humaines absolues, que son pays retrouvera un jour ou l'autre. Il serait inepte de dire que Chalamov "plane" au-dessus des réalités ou se situe "au-dessus de la mêlée". Il participe à la mêlée, au niveau spirituel le plus élevé, pénétré de cette vérité que "*l'art est l'immortalité de la vie*".

De fait, Varlam Chalamov, quand il travaillait sur les *Récits de Kolyma*, correspondait peu à l'image de "l'écrivain clandestin", nettement politisé, tel que le dépeint Soljenitsyne dans son ouvrage *Le Chêne et le Veau*. Chalamov se rapproche plutôt du moine Pimène, chez Pouchkine, qui écrit dans sa cellule "*un affligeant récit*" dans l'espoir d'être entendu par les générations futures — la seule différence est qu'au lieu de la "bienveillance" de Pimène, il manifeste une indignation juste et sacrée, exprimée sous une forme littéraire ascétique, d'une extraordinaire concision.

Cet "anachorétisme" de Chalamov trouve ses racines dans les préceptes d'abnégation, étrangère à toute vanité, si caractéristique de la tradition spirituelle russe. A l'époque contemporaine, c'est un exemple presque unique. N'est-ce pas la raison pour laquelle l'écrivain est resté, dans une large mesure, mal connu et mal apprécié ?

Le major Pougatchev ou Ivan Denissovitch ?

Le caractère dramatique du destin de Chalamov ressort particulièrement quand on le compare à celui de Soljenitsyne. Vers 1962, quand paraît la nouvelle *Une journée d'Ivan Denissovitch*, qui a rendu Soljenitsyne célèbre dans le monde entier, Chalamov avait déjà écrit une soixantaine de nouvelles et d'essais du cycle de Kolyma. L'ensemble constituait un assez fort volume. Comme on le sait, pas un seul de ces textes, ni de ceux qui ont suivi, n'a été publié en URSS de son vivant. En quoi donc se distinguaient-ils

des œuvres de Soljenitsyne à la même époque ?

Prenons l'exemple de l'un d'eux, daté de 1959, au moment où Soljenitsyne, comme il l'a lui-même reconnu, écrivait une variante "allégée" de son récit *Chtch-854*, devenu ultérieurement la nouvelle sur Ivan Denissovitch. Chalamov écrivait alors le récit *Le dernier combat du major Pougatchev*, récit d'une évasion du camp, pénétré d'une admiration ouverte pour les évadés, ce qui enfreignait tous les canons de la littérature, fût-elle du dégel. C'était une atteinte au dogme intouchable de l'idéologie sociale : un homme, injustement condamné à l'époque stalinienne, devait faire confiance à la justice et, en attendant, se soumettre à l'ordre existant qui s'imposait à tous. Une cellule clandestine qui potasse Marx — d'accord. Un soulèvement armé — jamais de la vie. Pas un critique assermenté n'eût accepté une telle forme de "*résistance aux circonstances tragiques*". Est-il besoin de dire qu'Ivan Denissovitch Choukhov, avec sa "non-violence" maintes fois affirmée, est aux antipodes du major Pougatchev et de ses amis.

On peut faire la comparaison également avec un autre récit de Chalamov écrit en 1959, *La quarantaine du typhus*, qui met à jour avec une force saisissante la psychologie d'un détenu "*en fin de course*", à deux doigts de la mort. Ce qui le sauve, ce n'est pas la foi, l'espoir, l'amour ni même la haine, mais l'instinct primitif de survie, qui le force à ignorer totalement son prochain. C'est à la ruse qu'il doit de rester en vie, il se cache et un autre est envoyé à sa place à une mort certaine dans les mines d'or. D'ailleurs, ce récit est plus caractéristique de l'œuvre de Chalamov, car il met en scène sa philosophie de l'homme et exprime ce qu'il pense de la force puissante des "instincts bestiaux" qui mènent le monde plus qu'on ne l'admet généralement.

Le récit peut servir d'illustration à l'universalité des positions de la psychanalyse et de la philosophie existentialiste, que pourtant Chalamov ignorait vraisemblablement, ce sont ses propres découvertes artistiques qui font écho aux

conclusions de B. Bettelheim (3), élève de Freud, ancien détenu des camps de Dachau et Buchenwald.

"L'homme soviétique ne peut se transformer en bête, l'auteur calomnie l'homme soviétique !" : telles auraient été sans aucun doute les réactions les plus courantes à ce récit s'il avait été publié en URSS à l'époque où il a été écrit ; et les critiques lui auraient sûrement donné en exemple Ivan Denissovitch, qui travaille dans le camp et se réjouit de petits bonheurs.

Deux récits en parallèle...

Enfin, il est intéressant de mettre en parallèle le récit de Chalamov *Berdy Onje*, écrit également en 1959, et celui de Soljenitsyne, *Un incident à la gare de Kretchetkova*, publié en 1963. Les deux œuvres traitent un sujet voisin — c'est la vie d'une petite gare pendant la guerre. Dans l'un et l'autre cas, l'auteur part d'un fait réel, d'une triste anecdote. Chez Soljenitsyne, un vieil intellectuel est arrêté pour avoir distraitemment donné à Stalingrad son ancien nom de Tsaritsyne. Chez Chalamov, ayant perdu un détenu, les gardiens arrêtent au hasard sur un marché un Turkmène qui ne parle pas russe.

Que peut-on comparer ? Le degré d'absurdité ? Il est du même ordre. Visiblement, chez Soljenitsyne, l'accent est mis sur la "vigilance" universelle personnalisée par le jeune lieutenant de service. Le thème est important, mais néanmoins, il n'est pas nouveau pour les années 1960. Et le héros oublieux du fait que la ville porte depuis 1925 le nom du "père des peuples" n'est pas très typique des années de guerre. Sa malchance ne peut guère éveiller qu'un sentiment de pitié.

Chez Chalamov, c'est une couche bien plus profonde qui est ramenée à la surface. C'est la première fois (et la seule, semble-t-il, jusqu'à ce jour) qu'est dénoncée aussi impitoyablement *"l'union indéfectible des peuples"*. Un allogène est victime de l'arbitraire uni-

quement parce que, ne sachant pas le russe, il se retrouve sans défense.

Enfin, la comparaison la plus parlante : le récit de Chalamov prend quatre pages en tout, celui de Soljenitsyne cinquante. Si la brièveté et la précision sont (comme le pensait Pouchkine) les plus hautes qualités de la prose, la conclusion vient d'elle-même.

Un jugement mesuré

On comprend aisément pourquoi Chalamov a porté sur *Ivan Denissovitch* un jugement mesuré. Tout en rendant hommage aux mérites de la nouvelle, il a fait, dans une lettre à Soljenitsyne, des remarques incisives, où il mettait en doute la vraisemblance du sujet : *"Il y a un chat près de l'infirmerie — dans un vrai camp, c'est invraisemblable, il aurait été mangé depuis longtemps... Où est ce camp merveilleux ? J'y aurais bien passé ne fût-ce qu'une petite année."*

Dans cette longue lettre, il n'y a pas l'ombre d'une allusion au fait que le caractère "allégé" de la nouvelle avait pour but de s'adapter à la censure, de plaire au "moujik suprême" Tvardovsky et au "moujik suprême" Khrouchtchev. Chalamov ne parle pas seulement d'une autre réalité des camps, infiniment plus sombre.

Il s'agit en fait d'un autre niveau de vérité, d'une vérité sans frontières, sans conditions, d'une vérité absolue. Il écrira plus tard que ce qu'on appelle le *"thème des camps"* est *"le problème fondamental de notre temps"*, que c'est un thème immense, où il y avait place pour cent Soljenitsyne et cinq Tolstoï. *"Et chacun sera à l'aise."*

Il fonde sa conviction à ce sujet par la thèse : *"Le camp est semblable au monde."* Cette thèse souligne que le thème de la résistance aux circonstances inhu-

(3) *"Ici, tout est permis qui me permet de survivre"* : telle est, d'après Bettelheim, la formule de l'immoralité du camp qui est une réaction face à une conduite inhumaine. Voir Bettelheim. B., *Conduite de masse et individuelle dans les situations critiques*. Droujba narodov, 1966, n° 11.

maines, “aux dents acérées de la machine d’Etat”, est universel et permanent. D’où sa conclusion : “Mes récits, en fait, avertissent l’individu sur la façon de se conduire dans la foule” (4).

La prose de Chalamov n’a pas été admise en URSS pour des raisons non tant politiques qu’esthétiques et philosophiques. Ces récits sont dépourvus de tout pathos journalistique visant à “dénoncer le régime”, le plus souvent ce sont de simples “tableaux effrayants”, traités avec objectivité, qui touchent aux problèmes ontologiques, éternels, de l’existence. Cela dépassait le cadre non seulement de la littérature soviétique, mais même de toute la tradition littéraire russe, entrant en contradiction avec les normes esthétiques, acceptées par tous, de l’optimisme et l’humanisme. L’absence d’idéologie de l’art de Chalamov avait ses fondements historiques, faisait écho aux recherches morales des représentants les plus sensibles de l’intelligentsia occidentale. Tel Adorno déclarant : “Après Auschwitz, on ne peut plus écrire de poésie”, Chalamov considérait qu’ “après Kolyma, la littérature doit changer radicalement”.

“Les écrivains humanistes de la seconde moitié du XIX^e siècle portent le lourd péché du sang versé sous leur drapeau au XX^e siècle” ; “L’art a perdu le droit de prêcher” ; “Le malheur de la littérature russe est qu’elle s’immisce dans des affaires qui lui sont étrangères, brise le destin d’inconnus, juge de questions auxquelles elle ne comprend rien” : dans toutes ces maximes de Chalamov, on perçoit aussi clairement la polémique avec Soljenitsyne, qui, à partir du milieu des années 1960, entre en lutte ouverte avec le régime, s’appuyant pour le faire sur la tradition russe conservatrice (Dostoïevsky) et l’exemple moral de Léon Tolstoï. Dans une lettre de 1972, Chalamov écrit nettement : “Tout Soljenitsyne est dans les motifs littéraires des classiques de la seconde moitié du XIX^e siècle”, “Tous ceux qui suivent les préceptes de Tolstoï nous trompent”, “De tels maîtres, poètes, prophètes, écrivains sont nuisibles”... Chalamov était convaincu que “tout enfer peut resurgir, malheureusement !”. Il fonde cette

sombre prédiction sur le fait que la Russie n’a pas tiré la leçon essentielle du XX^e siècle — “la leçon de la mise à nu du substrat bestial qui perdure sous les conceptions les plus humanistes” (5).

Il méprisait profondément le public

Le caractère unique d’une attitude aussi négative envers Soljenitsyne ressort particulièrement sur le fond de l’admiration universelle que lui portaient alors les milieux libéraux en URSS et en Occident. Ce n’est pas par hasard que Chalamov a été à cette époque la cible d’une campagne de “terreur libérale” après sa lettre à la *Literatournaïa gazeta* où il protestait contre la publication à des fins spéculatives de ses *Récits de Kolyma* dans la revue *Possev* et autres publications de réputation odieusement anticommuniste. De nombreux représentants pro-occidentaux de l’intelligentsia libérale russe se sont détournés de lui, jugeant cet acte comme un signe de faiblesse civique, comme une “capitulation” de l’écrivain face aux autorités (c’est aussi ce qu’on entend chez Soljenitsyne dans son tout récent mémoire). Pourtant, la lettre de Chalamov était avant tout une défense de la liberté de l’artiste face à tout engagement politique. A ce sentiment naturel s’ajoutait l’expérience du camp : il savait trop ce que signifiait “être utilisé” (ce mot, dans l’argot des détenus, avait un double sens : “tomber dans une provocation du NKVD” ou “être violé par des droits communs”). Le public dissident de Moscou voulait voir en lui, invalide, un héros. Il méprisait profondément ce public, capable, tout en discutant avec affectation de Mandelstam, de soutenir, sans l’ombre d’un remord, une thèse sur les

(4) Recueil chalamovien, fascicule 2, p. 31, Vologda, 1997.

(5) Lettre de Chalamov à A. Kremensky, *Znamia*, 1999, n° 5, pp. 151 à 156.

poètes soviétiques les plus orthodoxes. Incapables de la moindre action, ces gens diffamaient les écrivains (pas seulement Chalamov) pour leur prétendu manque de courage. *“Ils me poussent au trou, et ensuite, ils enverront des pétitions à l’ONU”*, disait Chalamov.

Dans sa lettre à la *Litgazeta*, l’écrivain rejetait avec colère les griefs de ceux qui voulaient faire de lui leur allié dans l’antisoviétisme, *“un émigré de l’intérieur”* du type de Soljenitsyne. Si l’on tient compte des prises de position citées précédemment, on comprendra qu’il s’agissait d’une position de principe, mûrement réfléchie, liée à une claire compréhension des conséquences d’une entrée en politique pour résoudre les problèmes globaux de ce monde fragile où une naïve volonté de bien faire peut se retourner en un mal nouveau (6).

L’aveu de Chalamov concernant le style de la lettre, que beaucoup trouvait différent du style habituel de l’auteur, beaucoup trop direct, est intéressant. Il écrivait : *“S’il s’était agi du Times, j’aurais trouvé un autre langage, mais pour Possev, il n’en est d’autre que l’invective”* (7). Il est symbolique que I. Brodsky, qui s’est retrouvé dans l’émigration cette même année 1972, ait publié dans le *New York Times* une lettre au ton ferme et mesuré, mais qui exprimait les mêmes idées que Chalamov : *“Je suis plutôt un individu qu’une personnalité politique, je n’ai pas permis en Russie et, a fortiori, je ne permettrai pas ici qu’on m’utilise à des fins politiques”* (8). Soit dit en passant, Brodsky n’a pour autant été l’objet d’aucune réprobation de la part des milieux libéraux. Tout cela montre à l’évidence qu’une conscience trop politisée prend souvent ses désirs pour la réalité, attribuant à certains écrivains un rôle qui leur est organiquement étranger.

Réévaluer le “phénomène Soljenitsyne”

Il est temps d’en venir à une question complexe et assez délicate : Chalamov a-t-il eu raison, et dans quelle mesure, en

ce qui concerne les conséquences littéraires et politiques de l’activité de Soljenitsyne ? Ce thème exigerait, certes, des recherches approfondies et spécialisées, et ce que je vais exposer sera inévitablement schématique et subjectif. Néanmoins, il est de toute évidence nécessaire de réévaluer le “phénomène Soljenitsyne” à la lumière des changements actuels en Russie et dans le monde.

Un mythe

Avant tout, il ne faudrait pas surévaluer le rôle et l’influence de la littérature “dissidente” et de Soljenitsyne, en particulier dans la crise de l’idéologie officielle en URSS. La crise qui a mûri dans les années 1970-1980 était due à des circonstances objectives complexes et exigeait inévitablement une issue. L’image du “Messie” sauvant le monde de “l’infection communiste” associée au nom de Soljenitsyne est largement un mythe, popularisé entre autres par l’écrivain lui-même. La majorité de la population soviétique était certes mécontente de ses conditions de vie, sceptique vis-à-vis de ses dirigeants séniles, mais l’opinion n’était pas massivement anticommuniste. La société aspirait à un “socialisme à visage humain”, qui aurait admis la liberté d’expression, une économie mixte du type de la NEP, et imaginait atteindre cet objectif par un processus évolutif. C’est en partant de cet état d’esprit que Mikhaïl Gorbatchev a commencé la “perestroïka”, qui semblait devoir être une de ces “révolutions par en haut” typiques de la Russie, c’est-à-dire une révolution engagée par le pouvoir pour faire face à d’insolubles problèmes généraux et internes. Et si Gorbatchev avait

(6) Pour plus de détails sur la vision politique de Chalamov, voir notre publication dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 10 (2000). Il faut remarquer que Chalamov avait manifesté beaucoup d’intérêt pour la théorie de la convergence d’A. Sakharov (remarque de l’auteur).

(7) Recueil chalamovien, fascicule 1, Vologda, 1994, p. 105.

(8) Publié en russe dans la revue *Zvezda*, 2 000, n° 5, p. 4.

réussi à mener son entreprise à son terme, le sort de l'œuvre de Soljenitsyne et la façon dont elle est perçue en Russie et dans le monde auraient pu être tout à fait différents, plus réservés, dirons-nous. Il suffit de rappeler que le président de l'URSS appréciait modérément Soljenitsyne, qu'il l'avait même traité de monarchiste. Le scandale avait été étouffé grâce aux explications données à la télévision par un conseiller du président, le journaliste Iou. Koriaguine.

Il est significatif que la première publication de *L'Archipel Goulag*, en 1989, dans la revue *Novy mir*, se soit accompagnée de vifs débats, qui, peut-on croire, n'étaient pas seulement inspirés d'en haut, mais sincères. Dans ces débats, la conception historiosophique de Soljenitsyne a suscité de vives critiques. On peut citer comme exemple les documents de la "table ronde" parus dans la *Literatournaïa Gazeta* (17 janvier 1990), sous le titre "*Histoire. Révolution. Littérature*", ou l'article de V. Vozdvijensky "*Soljenitsyne ? Lequel ?*", paru dans la revue populaire *Ogoniok* (n° 47-48, 1991), où les idées de l'auteur de la *Roue rouge* sont qualifiées de "*rétro-utopie*".

Une approche qui se modifie

Au cours de dix dernières années, l'approche de Soljenitsyne et de ses idées s'est plus d'une fois modifiée. Si, sous Eltsine, l'atout maître était son anticommunisme, avec Poutine, l'accent est mis sur son respect de l'Etat. (En fait, dans le conglomerat complexe des idées de Soljenitsyne, même les orthodoxes du KPRF peuvent trouver un élément à leur goût : n'a-t-il pas toujours été contre le pouvoir de l'argent ? Cela confirme la présence dans le champ énergétique de l'écrivain de potentialités diverses, destructrices et constructives, ce qui est naturel dans la mesure où l'ambitieux et charismatique écrivain s'implique activement dans la politique.)

Sur ce plan, la situation actuelle en Russie est paradoxale. D'une part, de

nombreux représentants de l'intelligentsia libérale, même ceux qui polémiquaient autrefois vigoureusement contre lui, sont allés "toujours plus loin" et se qualifient ouvertement d'anticommunistes (non pas dans le sens d'une opposition au KPRF, mais dans le sens d'un rejet total de tout ce qui a été réalisé en URSS sous le drapeau du socialisme). D'autre part, la vie quotidienne du pays, notamment en province, est comme avant chargée des attributs de l'époque soviétique (monuments à Marx et à Lénine, rues qui portent leur nom). L'enseignement de l'histoire dans les écoles de Russie n'est que légèrement modernisé dans le sens d'une critique plus affirmée de Staline et Brejnev et reste respectueux de Lénine (Lénine, comme objet de culte, n'a disparu que de la sphère de l'éducation). La science académique maintient elle aussi dans l'ensemble l'ancien schéma de l'histoire politique du pays : une étude plus attentive des tendances politiques conservatrices ou opposées au bolchevisme du début du XX^e siècle n'ont pas conduit à rejeter la légitimité de la révolution d'Octobre. Plus encore, la NEP comme alternative au stalinisme suscite un intérêt croissant (9).

La bouillie idéologique

Un fossé croissant entre l'idéologie de l'élite libérale et l'opinion publique saute aux yeux, fossé qui s'est incarné avec une particulière clarté dans la symbiose inattendue, bien que prévisible, des nouveaux symboles de l'Etat russe. Et le fait que l'argumentation des anticommunistes sur le retour à l'ancienne musique de l'hymne de l'Union soviétique soit apparue démagogique et dérisoire face à "*l'argumentation de la rue*", aux gens simples qui ne voulaient pas "*perdre le*

(9) Voir, par exemple, le rapport sur la séance du bureau d'histoire de l'Académie des sciences de Russie (sous la direction de V. P. Danilov) dans la revue *Otetchestvennaïa istoria*, n° 6 (1996), avec sa conclusion caractéristique : "*Pour le paysan, la NEP était l'idéal.*"

sens de la vie”, témoigne, à mon sens, d’une sérieuse défaite de ceux qui, il y a dix ans, fêtaient la victoire. Mais cette histoire d’hymne ne peut guère être interprétée comme le signe d’une sympathie grandissante de la population pour le communisme, encore moins pour Staline. Les raisons, ici, sont plutôt psychologiques. Ce n’est pas un hasard si un penseur contemporain rappelait récemment l’aphorisme de Balzac : “*Une brosse dure déchire l’étoffe fine*”, pour confirmer sa conclusion absolument juste sur le fait que “*la bouillie idéologique*”, la confusion dans la tête des gens résulte du manque de mesure de la critique, devenu facteur de destruction (10).

Un livre utilisé

On trouvera difficilement un écrivain qui ait autant que Soljenitsyne dépassé dans sa critique le “sens de la mesure”. Cela concerne avant tout son livre essentiel, *L’Archipel Goulag*, qui a eu une influence sans exemple sur l’opinion publique mondiale pendant les années de la “guerre froide” et qui a créé une image de l’URSS “empire du mal”, exagérément négative. Il est inutile de dire que certains cercles en Occident avaient intérêt à la diffusion massive de *L’Archipel*. Le financement de la première édition de ce livre chez YMCA-press par les services secrets américains en témoigne (11), d’autres faits apparaîtront probablement avec le temps.

On peut supposer que l’auteur de *L’Archipel* était conscient de la triste vérité que ses livres étaient *utilisés* et que cela a influé sur son sentiment de malaise dans l’émigration. Il est possible que cela explique son rejet démonstratif des valeurs de la démocratie occidentale, ses penchants vers l’orthodoxie, le fondamentalisme, etc. En même temps, en insistant pour la publication en URSS, précisément, de *L’Archipel*, et non de ses autres œuvres pendant la perestroïka, Soljenitsyne a montré que lui-même était intéressé avant tout à l’effet propagandiste de son livre — mortel, à son avis, “pour l’idéologie communiste exécrée”.

Pourquoi l’apologie de *L’Archipel* a-t-elle si vite succédé en URSS à une attitude critique ? Il n’est pas simple de répondre à cette question. Les changements radicaux survenus sous Eltsine ont certes joué un rôle important, mais aussi le penchant de l’intelligentsia libérale à idolâtrer, à faire aveuglément confiance aux autorités littéraires (ce qu’avait également remarqué Chalamov).

Quand la Russie a commencé, selon la spirituelle expression de M. Rozanova (coéditeur avec A. Siniavski de la revue *Syntaxis*) (12), “*la soljenisation du pays tout entier*”, on a pu observer quantité de métamorphoses semblables à celles qui se sont produites chez les honnêtes citoyens de la Russie tsariste après la révolution de Février. On a surnommé “*socialistes de mars*” ceux qui, ne voulant pas passer pour des conservateurs, avaient précipitamment adhéré au parti S-R (ils étaient des dizaines de milliers). Par analogie, on pourrait aussi parler des “*démocrates d’août*”, ceux qui, en un éclair, se sont mis à comprendre toute l’histoire de leur pays “à la Soljenitsyne” et à parler avec un mépris affiché de “*l’idéologie marxiste progressiste*”, mettant sur le même plan Staline et Lénine, Boukharine, Trotsky et les autres, les condamnant sans appel, “*tous des cocos*”...

Les médias et les nouveaux dogmes

De nouveaux dogmes, de sens contraire, ont remplacé les anciens. Les

(10) Akhiezer A., *Voprossy filosofii*, 1999, n° 8, p. 7. Pour illustrer cette réaction psychologique, on peut se référer à l’aphorisme ironique de l’écrivain S. Dovlatov : “*Ceux que je hais le plus après les communistes, ce sont les anticommunistes.*”

(11) Témoignage de V. Alloï, ancien éditeur d’YMCA-press, rapporté par I. Sirotkina dans sa réponse à Soljenitsyne (cf. *Novy mir*, 1999, n° 9, p. 237).

(12) A. Siniavski, un des opposants permanents de Soljenitsyne, acceptait néanmoins la conception de *L’Archipel*. Voir son aveu : “*Notre désaccord ne date pas de L’Archipel, il est plus tardif et a des causes bien différentes : la construction historique, les recettes autoritaires, etc.*”

médias s'en sont emparés pour les populariser. Le résultat a été ce qu'on appelle, en langage scientifique, "trouble de la conscience collective", "perte de l'identité socio-culturelle et du sens des valeurs traditionnelles", et tout simplement "dérèglement des esprits" — phénomène catastrophique et qui a pris des proportions gigantesques. On connaît les conséquences économiques, démographiques, criminogènes et autres de la "révolution sociale en Russie de la fin du XX^e siècle". M. Boulgakov, déjà, parlait du lien entre l'effondrement matériel et "l'effondrement mental". Peut-on échapper à la question : dans quelle mesure Soljenitsyne est-il impliqué dans ces nouveaux malheurs qui frappent la Russie ? — "Tu l'as voulu, Georges Dandin ?"

D'un faux socialisme militarisé à une réelle "démocratie socialiste" ?

"La question fatale du prix des idées", soulevée par Soljenitsyne, a une signification pas seulement pour le passé, pour les idées du socialisme. Tant que l'auteur de *L'Archipel Goulag* restera obnubilé par Marx, qu'il ne cesse d'accuser cent ans après, d'être coupable de la révolution de 1917 ("Marx aurait dû réfléchir un peu !", s'exclame-t-il tout bonnement dans une publication toute récente) (13), on peut à juste titre lui adresser le même reproche — pour sa doctrine d'anticommunisme militant qui a trouvé ses prosélytes. Et, bien que Soljenitsyne puisse dire qu'il "n'a pas voulu ça", qu'il a adressé des mises en garde sur le danger d'un effondrement après la chute du communisme et a donné des conseils concrets aux dirigeants de l'URSS et de la Russie, on peut difficilement nier le fait que le **principe destructeur réel** l'emporte de loin dans son activité politico-littéraire sur le **principe constructeur utopique**. Tout en rendant hommage à Soljenitsyne, comme critique des formes dévoyées du "socialisme réel", il est impossible de ne pas re-

connaître que l'auteur déchaîné de *L'Archipel*, de *La Roue rouge*, de *Lénine à Zurich*, a plus que tout autre contribué à transformer toute une période de l'histoire soviétique en "trou noir" et, par là même, à détruire ces "fondements spirituels" qui auraient pu conduire la société sur un chemin beaucoup moins destructeur, sur la voie de l'évolution d'un faux socialisme militarisé à une réelle démocratie socialiste. Finalement, ce sont les hommes politiques qui portent la responsabilité de la démoralisation et du retard croissant de la Russie. Mais n'est-ce pas aussi le prix à payer pour la récente exaltation libérale du Soljenitsyne "autorisé" ?

L'honnêteté exige de reconnaître que Chalamov avait en grande partie raison. En tout cas, on ne peut lui faire de reproches de ce genre, il est sans tache devant l'histoire. Et c'est en vain que Soljenitsyne, dans son mémoire, tente de se représenter en vainqueur dans sa controverse avec Chalamov, c'est en vain également qu'il accuse Chalamov d'être "resté, malgré l'expérience de la Kolyma, un sympathisant de la révolution et des années 20", car sans ce "sédiment", préservé également dans la majorité de la population de Russie, on ne peut atteindre la concorde et le respect de soi, dont le pays a tellement besoin.

"L'anticommunisme n'est pas acceptable pour la masse de la société"

Les derniers événements en Russie montrent que l'anticommunisme n'est pas acceptable pour la masse de la société — avant tout par son effet destructeur, nihiliste, sur le passé. La masse a été plus sage que certains journalistes et hommes de culture, ne serait-ce que parce qu'elle est encline à voir le monde

(13) Soljenitsyne A., "Le grain tombé entre les meules", *Novy mir*, 1999, n° 2, p. 95.

dans ses contradictions vivantes, dans la fusion du “bien” et du “mal”, du “sombre” et du “clair”, et n’accepte pas l’univocité, y sentant à juste titre la recherche de quelque profit politique. C’est sans doute pour cette raison qu’on lit de moins en moins *L’Archipel Goulag*.

La question de divergence de conception du monde entre Chalamov et Soljenitsyne sera encore longtemps d’actualité. Il est difficile de ne pas aborder encore un point. Peut-on, par exemple, s’imaginer les lignes suivantes dans *L’Archipel Goulag* ?

“Ils sont tous morts...”

Il est mort Nicolas Kazimirovitch Barbe, l’un des organisateurs du Kom-somol de Russie, lui qui m’avait aidé à retirer une lourde pierre de sa gangue, abattu pour n’avoir pas rempli le plan...

Il est mort Dmitri Nicolaevitch Orlov, ancien référent de Kirov, avec qui nous avons scié le bois, à la mine, dans l’équipe de nuit...

Il est mort l’économiste Semen Alexeevitch Sheinine, un brave homme...

Il est mort Ivan Iakovlevitch Fedia-khine, philosophe, paysan de Vologda, organisateur du premier kolkhose en Russie...

Il est mort Fritz David. C’était un communiste hollandais, un militant du Komintern, accusé d’espionnage. Il avait de merveilleux cheveux bouclés...”

Le récit de Chalamov *Epitaphe* cité ici a été écrit en 1960. On l’oublie souvent, comme d’autres du même genre. Mais ce sont précisément ces martyrs anonymes, à demi oubliés — ces millions d’hommes exterminés par le régime —, qui constituaient pour l’auteur les forces vives de la Russie et le gage pour elle d’un possible développement indépendant. Aux yeux de Soljenitsyne, ce sont des “vendus”, des “bien-pensants” ;

la réalité était indéniablement infiniment plus complexe et tragique.

•
• •

Toute la prose de Chalamov est au diapason de ce requiem, garde l’intonation douloureuse d’*Epitaphe*. Peut-on saisir ici l’ombre d’un reproche ?

L’idée même de diviser les gens en “purs” et en “impurs” selon un critère idéologique est sacrilège pour l’écrivain. Tous ceux qui ont réellement cru à la justesse des principes d’une vie nouvelle et, devenus victimes de la terreur, sont restés humains, ne méritent à ses yeux **que compassion**. Dans cette compréhension chaleureuse que n’entrave aucune partialité, est la haute vérité morale de Chalamov.

Est-il besoin de dire que cette vérité est constructive, qu’elle appelle non à chercher des “ennemis” (dans le passé ou le présent), non à diviser à nouveau la société dans une confrontation sans fin, mais à prendre conscience de la vraie tragédie du chemin historique suivi par la Russie au XX^e siècle ?

Une telle conscience exclut les interprétations simplistes et unilatérales de ce que nous avons vécu ces quatre-vingts dernières années, laissant le champ libre à la réflexion non seulement sur “les doigts d’Aurore”, mais sur les réalités des années 1920, quand le marché avait encore beaucoup plus d’importance que le camp ; pas seulement sur les “criminels bolcheviques”, mais sur l’importance de facteurs comme la famine, la guerre, les passions et les erreurs humaines, qui ont la triste propriété de se répéter.

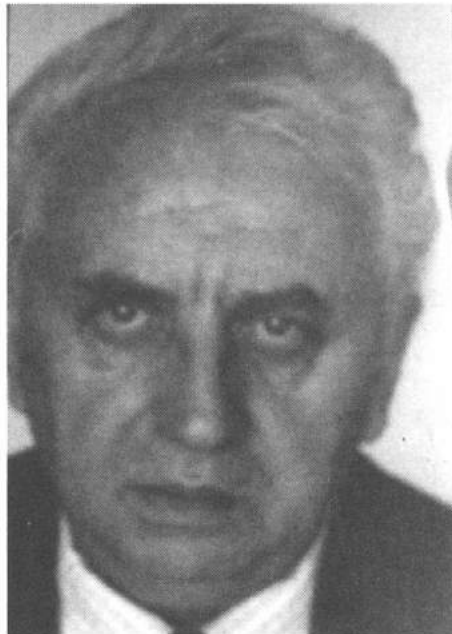
**Leonide Petrovski :
les manifestants
de la place Rouge
d'août 1968**

Le 21 août 1968, les troupes du pacte de Varsovie, sous le commandement d'un général soviétique, envahissaient la Tchécoslovaquie.

Les Cahiers du mouvement ouvrier ont publié, dans leur n° 3, de longs extraits des souvenirs de Piotr Chelest, alors membre du bureau politique du PCUS et secrétaire du PC ukrainien, qui illustrent l'affolement des dirigeants soviétiques devant la profonde mobilisation populaire qui soulevait la Tchécoslovaquie depuis le début du printemps 1968. Cette mobilisation se traduisait en particulier par l'éclosion de multiples organisations indépendantes, qui échappaient au contrôle de l'appareil du Parti communiste tchécoslovaque, lui-même soumis à un renouvellement profond.

Le 25 août, à midi, huit dissidents soviétiques tentèrent de manifester sur la place Rouge leur protestation contre l'invasion. Après un instant de stupeur, les agents du KGB les embarquèrent et cinq d'entre eux furent condamnés à diverses peines de prison et d'exil.

C'est à cet épisode qu'est consacré l'article de Leonide Petrovski, alors lui-même membre du mouvement dissident.



Leonide Petrovski.

Le 25 août 1968, à midi...

L'AGENCE TASS est en mesure de faire savoir que des responsables du parti et de l'Etat de la République socialiste de Tchécoslovaquie se sont adressés à l'Union soviétique et à d'autres Etats alliés en leur demandant d'apporter au peuple tchécoslovaque frère une aide urgente, y compris par les forces armées.

Le gouvernement soviétique et les gouvernements des pays alliés, de la République populaire de Bulgarie, de la République populaire d'Allemagne, de la République populaire de Pologne, partant du principe de l'amitié indéfectible et de la collaboration entre leurs pays et au regard de leurs obligations, ont décidé de répondre à la demande citée d'aide indispensable au peuple tchécoslovaque frère."

Le document Iakovlev

Une énorme machine, formée, inspirée, dirigée par le comité central du PCUS a alors été mise en branle pour écraser le Printemps de Prague. Outre la section de propagande du comité central, qui dirigeait l'entreprise, un groupe de propagande spécial, sous la responsabilité d'Alexandre Iakovlev (1), a été mis en place. Ce groupe a rédigé un document pour orchestrer l'étranglement définitif du Printemps de Prague. Le milieu des

savants et de l'intelligentsia qualifia ce document de "onzième thèse d'Alexandre Iakovlev".

Constantin Mazourov, membre du bureau politique du PCUS, fut envoyé en Tchécoslovaquie au nom du comité central, sous le pseudonyme de Trofimov. Il s'installa à Prague et donna des ordres à des personnalités tant civiles que militaires. Le général d'armée I. G. Pavlovski commandait directement les troupes d'invasion.

Cette invasion aurait pu se produire dès le mois de mai. Le maréchal Iakoubovski, à la fin des manœuvres militaires en Pologne, avait donné à la 24^e division blindée de Samatra-Oulianov l'ordre de franchir la frontière entre la Tchécoslovaquie et la Pologne. Lorsque le commandant de division lui demanda que faire si les tanks tchécoslovaques s'opposaient à leur mouvement à la frontière, Iakoubovski lui répondit : "Vous les jetez à l'eau et, vers onze heures, vous franchirez la frontière, vous commencerez à mener à bien la tâche qui vous est fixée." Mais l'ordre fut alors rapporté (2).

(1) Alexandre Iakovlev sera ensuite membre du bureau politique sous Gorbatchev, figure de proue de la réforme, puis quittera le PCUS en 1991, tentera de fonder un parti social-démocrate et dénonce aujourd'hui vigoureusement les "crimes du bolchevisme" ou du "communisme" (NDLR).

(2) *Le Totalitarisme. L'expérience historique de l'Europe orientale*, Moscou, 1955, p. 2 (NDA).

Alexandre Iakovlev, dans son document de propagande antitchécoslovaque, accorda une place spéciale à l'utilisation des médias. Il insista, en particulier, sur la refonte et le renforcement des émissions-radio en tchèque et en slovaque à partir du territoire de l'URSS, sur l'installation sur le territoire de la RDA et de la Pologne de stations-radio à demi-légales, sur l'utilisation des moyens techniques d'un train-radio installé en Tchécoslovaquie et destiné initialement à diffuser des émissions en russe à destination des soldats russes stationnés en Tchécoslovaquie.

Il prévoyait aussi la diffusion à des tirages énormes des journaux soviétiques, du prétendu Livre blanc (3), etc.

Le KGB proposait de préparer et de publier une série d'articles sur les liens entre le réseau clandestin antisocialiste et les services de renseignement des Etats-Unis et de l'Allemagne fédérale. Il programmait une répression massive.

Et c'est Alexandre Iakovlev qui patronna tout ce travail après les XX^e et XXII^e Congrès du PCUS, qui avaient dénoncé les répressions massives en URSS et, partiellement, dans les pays socialistes.

Sur la grande place de Prague, dite place Wenceslas (4), la façade du Musée national, abondamment mitraillée, reçut le nom de fresque du maréchal El-Gretchko (5). Sur le fond de la place se détache la statue de saint Wenceslas, qui semble appeler à la résistance contre les occupants.

Le XIV^e Congrès extraordinaire du PC tchécoslovaque, opposé à l'occupation, se tint dans l'un des ateliers de l'usine CKD (6) ; un réseau de chaînes de télévision et de stations-radio clandestines se mit en place ; la jeunesse pragoise manifesta dans les rues et sur les places de la capitale ; des bougies furent allumées à tous les coins de rue, un peu partout les photographies des jeunes gens morts sous les balles et les chenilles des tanks de l'occupant.

Mais les Tchèques et les Slovaques n'eurent pas la force de mettre en échec et de repousser une armée de 800 000 hommes, forte de 10 000 tanks et blindés et de 5 000 avions.

Sur la place Rouge, près de Lobnoe Mesto

Pendant ces jours et ces nuits tragiques, à Moscou, un groupe de héros, pourchassé par les agents du KGB, préparait l'organisation d'une manifestation de protestation.

Le *Samizdat* et la *Chronique des événements courants* (7) condamnaient l'occupation, mais il fallait que quelqu'un sauve l'honneur des peuples de l'URSS et lance un défi à l'agression organisée par les forces armées du socialisme de caserne.

Larissa Bogoraz, l'une des manifestantes de la place Rouge contre l'occupation de la Tchécoslovaquie, raconte : *"Tout a commencé dans des cercles d'amis. En Russie, bien des choses se font sur la base de l'amitié. Regardez les décabristes"* (8).

Une autre manifestante, Natalia Gorbaveskaia, raconte dans son livre *Midi place Rouge* : *"J'ai fabriqué des pancartes au début de la matinée du 25 août. L'une des pancartes proclamait en tchèque : "Vive la Tchécoslovaquie libre et indépendante !" La deuxième pancarte formulait mon slogan préféré : "Pour notre et votre liberté".* »

(3) Le Livre blanc, publié par Moscou avec des photos montrant des dépôts d'armes, etc., visait à "démontrer" que la Tchécoslovaquie était devenue le foyer des "revanchards allemands", de la CIA, etc. (NDLR).

(4) Saint Wenceslas (autour de 907-935 ou 936), prince tchèque qui contribua à la diffusion du catholicisme, tué par des comploteurs, canonisé par l'Eglise, patron-protecteur de la Tchéquie.

(5) Andreï Antonovitch Gretchko (1903-1976), maréchal de l'Union soviétique, ministre de la Défense de l'URSS pendant l'occupation de la Tchécoslovaquie (NDA).

(6) L'usine CKD était la plus grosse usine métallurgique de Prague (NDLR).

(7) La *Chronique des événements courants* : bulletin d'information rédigé et diffusé par les "dissidents" depuis janvier 1968 (NDLR).

(8) Les décabristes : nom donné à un groupe d'officiers russes qui, à la mort du tsar Alexandre I^{er} (1825), voulurent organiser un soulèvement pour réformer la monarchie russe dans un sens constitutionnel. Ils échouèrent et cinq de leurs dirigeants furent pendus.

Un troisième manifestant, Vladimir Dremliouga, raconte : *“Quelques jours avant le 25 août, je me rendis régulièrement sur la place Rouge et je m'aperçus que certains de nos compatriotes des deux sexes ne pouvaient passer un seul jour sans visiter le Mausolée : des gars bien bâtis à l'air sévère et des dames d'âge moyen.”*

Discussion, décision, reconnaissance des lieux, choix de l'endroit, tout alla vite. Les manifestants de la place Rouge se dressaient contre le régime stalino-brejnevien en URSS et contre tous les régimes totalitaires de l'Europe de l'Est. Les régimes qui soutinrent l'occupation ont, ce faisant, consolidé l'héritage de Staline dans leur pays. Le Yougoslave Milovan Djilas a donné un bon tableau de la situation d'alors dans son livre *La Révolution russe dégénère en impérialisme*, où il prédit l'effondrement des modèles staliniens du socialisme :

« Une grande bataille mondiale a été perdue en Tchécoslovaquie. Mais cela ne doit pas nous mener à céder au désespoir. Aucune espérance, aucune vérité n'ont été écrasées. Il faut simplement plus de patience, un regard plus clair, une lutte plus décidée. Et c'est tout. La Tchécoslovaquie est devenue la conscience du monde... La peur de la liberté étreint les quatre participants à l'occupation de la Tchécoslovaquie, organisée sous l'égide du maître suprême, dont l'existence de leurs régimes dépend, ainsi que la “justesse” de leur pensée... La révolution d'Octobre a été finalement anéantie et, aujourd'hui, c'est l'impérialisme soviétique qui s'avance sur la scène du monde » (9).

Cet écrit ne paraîtra que deux mois après l'occupation. A Moscou, les chevaliers de la Liberté ont déjà manifesté sur la place Rouge, près de Lobnoe Mesto. Le carrillon des tours du Kremlin venait tout juste de sonner l'heure de midi lorsqu'un groupe de huit courageux, tournés en direction du Musée historique, entamèrent leur manifestation : Larissa Bogoraz, Pavel Litvinov, Constantin Babitski, Vadim Delaunay, Vladimir Dremliouga, Victor Feinberg, Natalia Gorbanevskaïa et Tatiana Baïeva brandirent

leurs pancartes, sur lesquelles étaient inscrits les slogans : *“At' zije svobodne a nezaviste Ceskoslovenskoï”*, *“Pour votre et notre liberté”*, *“Vive Dubcek”*, *“A bas les occupants”*, *“Bas les pattes devant la République socialiste de Tchécoslovaquie”*, et des fanions tchèques.

Pendant un instant, tout sur la place Rouge s'immobilisa. Puis, les gens entourèrent les manifestants, la foule grossit. Mais les voitures emmenant la délégation tchécoslovaque dirigée par le président Ludwig Svoboda et les dirigeants du Printemps de Prague arrêtés devaient sortir du Kremlin à ce moment. Alors, des agents du KGB en civil écartèrent la foule, se jetèrent sur les manifestants, leur arrachèrent les pancartes et les fanions, les frappèrent et rouèrent certains de coups. Les premières Volga apparurent ; les agents du KGB jetèrent les manifestants couverts de sang dans les voitures. La place retentit de cris : *“Cognez les antisoviétiques !”*, *“Cognez !”*, *“Cognez !”*, *“Cognez !”* ...

Les souvenirs, les discours des accusés devant le tribunal, des tracts évoquèrent plus tard la manifestation. Natalia Gorbanevskaïa, dans une première adresse aux rédacteurs en chef de divers journaux européens et américains, en donna un premier récit :

« Un attroupement avait à peine commencé à se former que, des autres extrémités de la place, fonçaient vers nous en bousculant les premiers curieux ceux qui s'étaient fixé pour but de faire stopper immédiatement la manifestation. Ils se jetèrent sur les banderoles pour les déchirer sans même chercher à lire ce qui y était écrit. Je n'oublierai jamais ce bruit d'étoffe déchirée.

Je vis un homme et une femme frapper en même temps Pavel, l'un à coups de porte-documents, l'autre avec un gros sac. Une main puissante s'empara de mon drapeau. “Comment ! m'écriai-je, vous voulez m'arracher le drapeau natio-

(9) Publié pour la première fois dans le *Times*, du 10 octobre 1968. A été communiqué en URSS et diffusé dans le *Samizdat*. Cité d'après l'exemplaire en *samizdat* conservé par l'auteur de ces lignes (NDA).

nal tchécoslovaque ?” *La main hésita et lâcha prise. Je me tournai une seconde et vis que l’on frappait Victor Feinberg. Il n’y avait plus de banderoles, j’étais seule à avoir pu sauver mon drapeau. Mais voilà que vint à la rescousse un grand type au visage bouffi, vêtu de noir, un de ceux qui avaient arraché les banderoles et frappé mes amis : avec rage, il saisit le drapeau. Le drapeau se brisa et je restai avec un bout de hampe dans la main.*

Avant même d’arriver à nous, ces gens s’étaient mis à hurler diverses phrases, qui exprimaient moins l’indignation que le souci d’inciter la foule à suivre leur exemple. Je ne réussis à distinguer que deux phrases, je les rapporte d’ailleurs dans ma lettre : “Ce sont tous des Juifs” et “Tape sur la gueule de ces antisoviétiques” » (10).

Lors de leurs interrogatoires au poste de la milice n° 50, de la rue Pouchkine, spécialisé dans la répression contre les défenseurs des droits de l’homme, les manifestants firent preuve d’une grande fermeté, qui témoignait de leur foi profonde dans la justesse de leurs actions.

Vladimir Dremlouga raconta plus tard avec humour : *“Ils m’ont demandé ce que j’avais lu comme littérature anti-soviétique. Je leur ai répondu sans aucune ironie : Les Trois Mousquetaires, d’Alexandre Dumas. D’Artagnan, à un moment, saute à cheval et file en Angleterre. Et moi, j’aimerais bien monter sur mon vélo et quitter l’URSS, ne serait-ce que pour aller en Pologne. J’ai demandé cinq fois la permission d’effectuer un voyage touristique en Tchécoslovaquie et on m’a refusé cinq fois de suite.”*

Cela étant, tous les protestataires comprenaient parfaitement qu’ils risquaient fort de payer leurs cinq minutes de liberté sur la place Rouge par des années de prison et des décennies de persécutions.

La parole avant le châtime

Après leur arrestation et leur interrogatoire, cinq des manifestants — la phi-

logue Larissa Bogoraz, le linguiste Constantin Babitski, l’ouvrier Vladimir Dremlouga, le poète Vadim Delaunay, le physicien Pavel Litvinov — furent inculpés. Les trois autres, qui avaient été sauvagement battus — le critique d’art Victor Feinberg, la poétesse Natalia Gorbanevskaia et l’étudiante Tatiana Badaieva — furent relâchés, mais soumis à des provocations, à une filature permanente par des agents du KGB, à des interrogatoires dans des hôpitaux psychiatriques, et poussés à émigrer.

Au tribunal, les cinq prononcèrent des discours courageux, très vite diffusés dans le *Samizdat* :

« Je veux maintenant parler de la banderole que je tenais moi-même : “Bas les mains en Tchécoslovaquie.” Dans son réquisitoire, le procureur a soulevé une série de questions — je suppose qu’il ne s’agissait pas seulement de points de rhétorique. Il a dit, en particulier : “Que signifie le slogan “Bas les mains en Tchécoslovaquie” ? Quelles mains ? Les mains des revanchards allemands, peut-être ?” Alors, précisons. Ce slogan signifie que je proteste contre l’intervention des troupes soviétiques en RST et que j’exige qu’elles en soient retirées. J’estimais, ce jour-là, et j’estime toujours, que l’intervention de nos troupes en Tchécoslovaquie a constitué une erreur de notre gouvernement. En participant à une manifestation de ce genre, j’ai choisi une forme traditionnelle de protestation. Un mot, maintenant, au sujet du slogan “Pour votre liberté et pour la nôtre”. Le procureur a demandé : “De quelle liberté parlez-vous ?” J’ignore si le procureur et les autres personnes présentes savent qu’il s’agit d’un slogan très connu. Je connais l’histoire de ce mot d’ordre et je lui donne un sens à la fois historique et traditionnel. Ce fut sous ce slogan que se réunirent au XIX^e siècle le mouvement démocratique de Russie et celui de Pologne. L’idée de la transmission de traditions démocratiques communes m’est chère. En ce qui concerne le slogan “A bas les occupants”, le procureur a déclaré que, l’oc-

(10) Natalia Gorbanevskaia, *Midi place Rouge*.

cupation, c'est Babi Yar, Auschwitz et Maidanek. Oui, nous savons tous ce qu'est l'occupation fasciste. Mais le terme "occupation" possède d'abord un sens propre : la présence des troupes d'un Etat sur le territoire d'un autre Etat. C'est bien de cela qu'il était question. »

Le discours clair et vigoureux de Larissa Bogoraz arracha leur masque aux partisans de l'arbitraire et du despotisme et mit à nu le caractère criminel de leur répression. Ses camarades la soutinrent en ce sens.

Babitski a déclaré : *"Ma mère, l'école soviétique, la grande littérature russe, les plus belles œuvres littéraires soviétiques et étrangères m'ont enseigné l'amour et le respect de la loi, du progrès, de notre patrie, de notre peuple et des peuples de toute la terre. Je pense que cela, dans une plus grande mesure, chacun de nous peut le dire. Et il me semble que cela devrait suffire pour que des hommes qui s'inspirent, tous, des mêmes valeurs puissent considérer avec respect l'existence de points de vue différents. Je vous demande, citoyens juges, de voir en moi-même et en mes camarades, non pas des ennemis du pouvoir soviétique et du socialisme, mais des personnes dont les points de vue s'écartent, en un certain domaine, de l'opinion courante. Cependant, tout autant que quiconque, nous aimons notre patrie et notre peuple, et avons par conséquent droit au respect et à la tolérance (...).*

Je crois que vous n'allez pas seulement décider ici du sort de quelques individus pour les années qui viennent, mais que, d'une manière ou d'une autre, ne serait-ce que très indirectement, votre jugement aura sa répercussion sur le destin de toute l'humanité."

Pavel Litvinov dira : *"Alors que je me rendais vers la place Rouge, je connaissais à l'avance le verdict. J'avais été pendant près d'une année soumis à une filature continue. Je me suis pourtant rendu sur la place Rouge. En tant que citoyen soviétique, je considérais qu'il était de mon devoir d'exprimer mon désaccord avec une faute grossière de notre gouvernement (...), avec la vio-*

lation des normes du droit international et de la souveraineté d'un autre pays."

Vladimir Dremlouga a commencé son discours en déclarant : *"Je ne sais pas s'il est admis de commencer sa dernière parole par une épigraphe. Mais si cela est admis, je voudrais prendre une phrase d'Anatole France dans les Opinions de Jérôme Coignard : "Est-ce que vous pensez me flatter par la chimère trompeuse de ce gouvernement, composé d'hommes honnêtes, qui élèvent de telles fortifications autour de la liberté qu'il est à peu près impossible d'en bénéficier ?". »*

Vadim Delaunay se solidarisa avec ses camarades en déclarant : *« Les slo-gans critiquaient avec vigueur les actes du gouvernement. Je suis convaincu que la critique de certains actes du gouvernement est non seulement admissible et légale, mais nécessaire. Nous savons tous à quelles conséquences a mené l'absence de critique du gouvernement à l'époque du stalinisme... Le texte du slogan écrit sur la pancarte que je tenais en main : "Pour votre et notre liberté", exprime ma profonde conviction personnelle » (11).*

La prison, le camp, l'exil et l'émigration

La nuit du 21 août déboucha en URSS sur un nouvel étranglement de la culture et des pogromes idéologiques, mais aussi sur une accélération de l'effondrement économique. Les néostaliniens virent dans les "événements de Tchécoslovaquie" un appel à un nouveau développement de l'arbitraire.

La presse soviétique donna une information officielle sur le procès des mani-

(11) En 1967, déjà, Vadim Delaunay avait été arrêté pour participation à une manifestation sur la place Rouge et avait passé près d'un an dans la prison du KGB. Il avait été alors condamné à un an avec sursis. En Occident, il publiera son roman *Portraits dans un cadre brisé*, de la prose et des vers, qui lui vaudront l'attribution du prix Dal (NDA).

festants, qui se déroula du 9 au 11 octobre sous la présidence du juge Loubenkovaia (surnommée par les accusés Loubiantseva, du nom de la fameuse prison de la Loubianka, à Moscou, et des assesseurs populaires Popova et Boulgakova). Le procureur V. Drel avait présenté le réquisitoire. Comme il aurait été inconvenant et anticonstitutionnel de juger les accusés pour participation à une manifestation, on les jugea au titre des articles 109-1 et 190-3 du Code pénal, pour allégations mensongères calomniant le système social et étatique soviétique.

“Au nom de la République soviétique fédérale de Russie (...), le tribunal a condamné Dremliouga V. A. à trois ans de privation de liberté, Delaunay V. N. à deux ans et 10 mois de privation de liberté, Litvinov P. M. à cinq ans d'exil, Bogoraz L. I. à quatre ans d'exil et Babitski C. I. à trois ans d'exil.

Les accusés ont reçu leur dû. Ils ont eu ce qu'ils méritaient. Les représentants de l'opinion publique de Moscou présents au tribunal ont accueilli favorablement le verdict. Que ce châtement (...) serve de sérieuse leçon à ceux qui, peut-être, pensent encore qu'on peut sans problème violer l'ordre social. Cela ne marchera pas !”

Pavel Litvinov, emprisonné à Lefortovo (12), fut envoyé en exil dans la province de Tchita, Larissa Bogoraz à Tchouna, dans la province d'Irkhoustsk, Constantin Babitski à Krasny Zaton, près de Syktyvar, Vadim Delaunay dans le territoire de Tioumen, Vladimir Dremliouga à Mourmansk (13).

Les mois et les années passèrent et les exilés ne savaient pas que les épreuves qu'ils subissaient en prison, en exil ou en camp seraient suivies de nouvelles épreuves : la faim, le chômage, l'émigration.

Larissa Bogoraz se rappelle : *“Je suis revenue d'exil à Moscou. Je suis la dernière des manifestants à avoir obtenu ma propiska (14). Ceux qui m'ont suivie n'ont pu l'obtenir. Pavel Litvinov a été ainsi contraint d'émigrer aux Etats-Unis. Quant à moi, je n'ai pu me faire embaucher nulle part, ni comme collaboratrice scientifique dans un institut, ni*

comme enseignante à l'école, ni comme éducatrice dans un jardin d'enfants. J'ai même essayé de me faire embaucher comme veilleuse de nuit dans un jardin d'enfants sourds-muets, auxquels je ne pouvais évidemment pas communiquer mes pensées, mais même là on ne m'a pas prise. J'ai fini par travailler comme liftière, puis j'ai pris ma retraite” (15).

Larissa Bogoraz aimait les mathématiques, elle était philologue, certifiée de l'enseignement, et s'occupait de linguistique mathématique ; mais elle fut condamnée au chômage, privée de tout moyen d'existence et même privée de son grade universitaire. On saccagea même ignoblement sa santé. On fit tout ce qu'il était possible pour en faire une malade et une invalide. La question de sa retraite, restée à un niveau lamentable, a été réglée de façon honteuse. Une enquête permit de découvrir qu'elle ne percevait aucun complément de retraite de la part du nouveau pouvoir pseudo-démocratique. L'administration présidentielle eltsinienne répondit à cette enquête comme sur ordre et refusa net de régler cette question vitale. C'est ainsi que l'on a agi et que l'on agit avec d'anciens détenus du Goulag.

“Le 21 août au matin, écrit Vadim Delaunay, dans son roman Portraits dans un cadre brisé, j'ai appris que les chars soviétiques étaient entrés dans Prague. J'étais dans un état d'humiliation, d'impuissance, de désespoir et de honte pour notre pays... Dans beaucoup de datchas, on allumait des bûchers. On n'y brûlait pas des feuilles sèches, mais des samizdat, par crainte des perquisitions. Le 25, je suis sorti sur la place Rouge avec mes amis pour protester contre l'occupation de la Tchécoslovaquie. J'ai été condamné à trois ans de

(12) Lefortovo : prison de Moscou (NDLR).

(13) Sauf Mourmansk, port situé au nord de la Russie d'Europe, près de la frontière avec la Norvège et la Finlande, tous ces endroits se trouvent en Sibérie centrale ou orientale (NDLR).

(14) Propiska : enregistrement administratif dans une ville, donnant le droit d'y habiter (NDLR).

(15) *“La politique ouverte”*, Revue de la vie politique russe, 1996, n° 7-8, p. 32.

détention dans des camps pour droit commun... Je me disais alors avec tristesse que je quittais les murs de la prison. Lefortovo, dont le silence en avait rendu fou plus d'un, me paraissait alors quasiment le dernier refuge, la dernière possibilité d'être seul avec soi-même. Car ce qui m'attendait, c'était le convoi vers la Sibérie" (16).

Il effectuera ce trajet dans le pays de la nuit et de la merzlota (17). En 1975, il émigra. Il vécut à Paris, où il écrivit des romans et des poèmes. Mais, rempli de nostalgie à l'égard de sa patrie, il vivait mal cette situation ; il supporta sept ans cette effrayante nostalgie. Il mourut le 13 juin 1983 et fut enterré en France.

Constantin Babitski était un savant de grande envergure. Ses travaux les plus intéressants dans le domaine de la morphologie, de la syntaxe et de la sémantique enthousiasmaient les spécialistes. Lorsque le combat contre le modèle stalinien du socialisme commença en Tchécoslovaquie, il se mit à apprendre le tchèque. Son ami Iouri Apressian se souvient : « Il arriva à Prague au plus chaud du Printemps de Prague, qui le subjuguait complètement et auquel il consacra un poème. Lorsque le Printemps de Prague fut écrasé par les tanks soviétiques, il se sentit moralement obligé d'exprimer publiquement sa protestation. Un meeting se tenait à l'Institut de la langue russe... Kostia y prononça le discours le plus bref et le plus audacieux : "La patrie est notre mère, on ne la choisit pas, mais aujourd'hui j'ai honte d'être citoyen de l'Union soviétique." La veille de la manifestation, ses camarades furent envahis de doutes sur la rationalité de l'action envisagée et ils lui téléphonèrent. Il leur répondit : "Faites comme vous voulez, j'irai tout seul !" » (18).

Après l'exil, il subit de nouvelles épreuves. On lui interdit de trouver du travail, le KGB fomenta dans sa maison, à Koudriaieva, un incendie où périt toute sa bibliothèque, unique en son genre ; le KGB le fit licencier du musée de l'Académie des sciences, à Chtchelkovo. La machine répressive s'acharne alors sur ce père de cinq enfants, devant qui toutes les portes se ferment et qui ne

peut trouver qu'un emploi de chauffagiste. Il respire dans une chaleur étouffante de la poussière de charbon et du gaz carbonique. Pendant sept ans, ensuite, il souffre de la maladie d'Alzheimer. La mort vient le frapper le 14 septembre 1993. A son office des morts, de 35 à 40 amis et camarades se réunirent. Il fut enterré au cimetière Golovenski, à Moscou.

Combats en chemin

Peu après les manifestants de la place Rouge, le général Piotr Grigorenko se retrouva lui aussi en prison. Le général avait, à la veille de l'intervention en Tchécoslovaquie, écrit une lettre hardie à Alexandre Dubcek, où il lui proposait d'organiser l'autodéfense du pays "en prenant le contrôle des principales voies de circulation du pays à partir des frontières de l'Allemagne orientale, de la Pologne et de l'URSS" et d'assurer la "défense des aérodromes". Il considérait que l'on pouvait arrêter la Hongrie "par la seule menace d'une réplique". Le général et ses amis, l'écrivain Alexis Kostérine, le vieux bolchevik Serguei Pissarev, le président de kolkhoze Ivan Iakhimovitch et d'autres s'étaient rendus à l'ambassade de Tchécoslovaquie à la veille de l'intervention et y avaient remis une lettre soutenant le cours nouveau du PC tchèque, avertissaient de l'invasion prochaine et condamnaient la pression exercée par la direction brejnevienne.

La propagande officielle ne cessait d'évoquer le "soutien populaire" au

(16) Cité d'après l'exemplaire publié en *samizdat* qui fait partie des archives de l'auteur. Voir aussi "A garder pour l'éternité. Août 68", supplément spécial à *Nezavissimaia Gazeta*, n° 3, août 1998, p. 15.

(17) Merzlota : sol éternellement gelé de la partie septentrionale de la Sibérie (NDLR).

(18) Les souvenirs de Iouri Apressian sur Constantin Babitski, écrits à la demande de l'auteur, sont conservés dans les archives de la société Memorial, à Moscou. La huitième participante à la manifestation était l'étudiante Tatiana Baieva, qui ne reconnut pas sa participation, mais fut persécutée et deux fois exclue de son institut (NDA).

gouvernement soviétique, à "son activité à l'égard de la République socialiste de Tchécoslovaquie". Mais le *Samizdat* continuait à vivre, la *Chronique des événements courants* continuait à publier de nouveaux textes illustrant le combat contre le despotisme et l'arbitraire, dont la lettre des 95 adressée aux députés du Soviet suprême de l'URSS et à ceux du Soviet suprême de la République de Russie, avec copie à la rédaction des *Izvestia* et de *Sovietskaia Rossia*. Elle affirme :

« Le 11 octobre 1968, le tribunal de la ville de Moscou a condamné Constantin Babitski, Larissa Bogoraz, Vadim Delaunay, Vladimir Dremliouga et Pavel Litvinov.

Ces cinq personnes ont participé à une manifestation sur la place Rouge le 25 août 1968 contre l'entrée des troupes en Tchécoslovaquie.

Leur participation à une manifestation pacifique, leur tentative d'exprimer leur protestation par cette voie conforme à la Constitution a été qualifiée de "violation grossière de l'ordre social".

Leurs slogans : "Vive la Tchécoslovaquie libre et indépendante", "Pour votre et notre liberté", "Bas les pattes devant la République socialiste de Tchécoslovaquie", "A bas les occupants", "Libérez Dubcek" sont qualifiés d'allégations délibérément mensongères, qui calomnient le système étatique et social soviétique.

Nous considérons les manifestants de la place Rouge comme victimes d'une condamnation délibérément inique : on les a condamnés en fait pour avoir ouvertement et publiquement exprimé leurs convictions. Nous considérons que l'engagement d'une action pénale contre eux ne reposait sur aucune base légale.

Citoyens députés du Soviet suprême ! Nous n'évoquons pas des violations grossières des règles de procédure commises par l'instruction et par le tribunal. Nous voulons parler de quelque chose de plus important. Les libertés civiles garanties par la Constitution soviétique sont violées : la liberté de parole, la liberté de manifester. Votre devoir est de défendre ces libertés. C'est pourquoi

nous nous tournons vers vous et nous vous demandons d'intervenir et d'insister pour obtenir l'annulation de cette condamnation et la clôture de l'action pénale vu l'absence de délit » (19).

Cette lettre était suivie de 95 signatures, dont celles de : I. Kvachi, artiste émérite de la République de Russie ; A. Kosterine, écrivain et publiciste ; Piotr Grigorenko, ancien général-major ; M. Ioudina, professeur au Conservatoire ; Iouli Kim, barde connu ; Tatiana Velikanova, pédagogue et poète ; Mustafa Djemilev, ouvrier ; V. Lebedevski, rédacteur ; V. Milosevitch, hydrologue ; A. Primak, médecin ; B. Souchko, historien ; Iouri Stein, metteur en scène de cinéma ; A. Avroutski, ingénieur, et bien d'autres.

Une nouvelle vague de répressions déferla alors : arrestations, jugements, prison, exil, privation de la citoyenneté, licenciements, réduction à la misère. Nombreux furent, parmi les 95 signataires, ceux qui furent privés du droit de travailler et restèrent sans moyens de subsistance. Parmi eux se trouvaient six communistes : l'écrivain Victor Nekrasov, le vieux bolchevik Serguei Pissarev, l'ingénieur et historien M. Moustafaïev, le docteur en sciences biologiques A. Neifach, le poète S. Bernstein et l'auteur de cet article : nous fûmes tous exclus du parti.

Le premier anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie suscita une nouvelle protestation élaborée chez le célèbre militant des droits de l'homme Piotr Iakir, jadis arrêté, dès l'âge de 14 ans, juste après l'arrestation de son père Iona Iakir, général, chef militaire renommé pendant la guerre civile, fusillé par Staline. Après son arrestation, il avait passé 18 ans dans les prisons et les camps du Goulag, qui n'avaient pu le briser. Ce nouveau texte diffusé en *Samizdat* proclamait :

"Le 21 août de l'année écoulée, un événement tragique s'est produit : les troupes du pacte de Varsovie ont envahi la Tchécoslovaquie amie.

(19) Natalia Gorbanevskaia, *Midi place Rouge*. Cité d'après l'exemplaire *samizdat* en possession de l'auteur de l'article (NDA).

Cette action avait pour but de liquider la voie démocratique de développement dans laquelle s'était engagé ce pays. Le monde entier suivait avec espoir les événements que vivait la Tchécoslovaquie depuis janvier 1968. Il semblait que l'idée du socialisme souillée par Staline était réhabilitée. Les tanks du pacte de Varsovie ont anéanti cet espoir. En ce triste anniversaire, nous déclarons manifester à nouveau notre désaccord avec cette décision, qui met en péril l'avenir du socialisme.

Nous sommes solidaires du peuple de Tchécoslovaquie, qui voulait démontrer que le socialisme à visage humain est possible.

Ces lignes sont dictées par la douleur que nous ressentons pour notre patrie, que nous voulons voir réellement grande, libre et heureuse.

Et nous sommes convaincus qu'un peuple qui opprime d'autres peuples ne peut être libre et heureux" (20).

Piot Iakir, L. Petrovski, G. Podiapolski, N. Gornaveskaïa, M. Djamilev, L. Ternovski, Z. Grigorenko, I. Gabaï, V. Krassine, S. Kovaliov, A. Levitine-Krasnov, T. Baïeva, Io. Vichnevskaja, N. Emelkina, L. Pliouchtch, I. Iakir, A. Jacobson.

On a aujourd'hui sorti des entrailles des archives une circulaire secrète, signalée ci-dessus, signée Alexandre Iakovlev, où l'on trouve ces lignes sacrilèges : *"La réaction tchécoslovaque développe une campagne propagandiste systématique, qui exalte la mémoire des Tchèques et des Slovaques abattus lors de manifestations armées contre nos troupes et les hisse quasiment au rang de héros nationaux et de martyrs (on publie des tracts avec leurs photographies ; près des photographies des défunts, entourées de fleurs et de bougies allumées, des gardes d'honneur, drapeaux baissés, se tiennent nuit et jour, dans toute une série de villes on leur élève des monuments, etc.*

En réponse à cette campagne, il est indispensable de célébrer le souvenir des guerriers et des journalistes qui ont donné leur vie dans la lutte contre les forces contre-révolutionnaires... Notre retenue dans ces questions peut être mal inter-

prétée par la population tchécoslovaque, qui peut y voir un manque d'attention porté à la mémoire de ceux qui ont donné leur vie pour la cause du socialisme en République socialiste de Tchécoslovaquie. En outre, une telle initiative de notre part contraindrait les autorités tchécoslovaques à modérer leur ardeur à glorifier ceux qui ont levé leurs armées contre nos guerriers" (21).

Au même moment, les défenseurs des droits de l'homme diffusaient en URSS des tracts de protestation contre l'invasion de la Tchécoslovaquie, les discours des manifestants de la place Rouge devant leurs juges du tribunal de Moscou, la photographie de l'étudiant Jan Palach, qui s'était immolé par le feu sur la place Wenceslas, à Prague, en signe de protestation contre l'occupation.

Pavel Litvinov fut contraint d'émigrer aux Etats-Unis, où apparurent ensuite Vladimir Dremlouga et Tatiana Baïeva. Natalia Gorbanevskaïa, Vadim Delaunay et Victor Fainberg émigrèrent, eux, en France (22).

Ce n'est qu'en décembre 1989 que le gouvernement soviétique, les dirigeants de Bulgarie, de Hongrie, de RDA et de Pologne condamnèrent l'entrée de leurs troupes en Tchécoslovaquie. Alors se posa à nouveau le problème de la réhabilitation politique de tous les protestataires.

(20) Cette lettre, tout comme la lettre des 95, fut publiée pour la première fois par l'auteur de ces lignes dans la revue *Rodina*, 1990, n° 4, page 19. Dans l'article "*Perestroïka, rends-leur leur nom*", j'avais, pour la première fois dans la presse soviétique, posé le problème de la réhabilitation des manifestants et de tous les protestataires victimes de la répression (NDA).

(21) Centre de conservation de la documentation contemporaine, fonds 5, inventaire 60, dossier 19, pp. 201 à 206 (NDA).

(22) Victor Fainberg, ajusteur, après des études d'anglais à l'université de Moscou, travailla comme guide. Après la manifestation sur la place Rouge, où il fut roué de coups, il ne fut pas jugé, mais déclaré irresponsable et soumis à un traitement forcé en hôpital psychiatrique à l'Institut Serbski, à Moscou, à l'hôpital de Leningrad, etc., et contraint à l'émigration en Israël et en Angleterre. Vit en ce moment en France, où il est membre du Comité contre les crimes de guerre, proche d'André Glücksman, s'est rendu en Tchéchénie, où il a rassemblé des documents, proteste contre l'arbitraire qui règne dans cette république (NDA).

Ce n'est que le 6 juin 1990 que le verdict condamnant les manifestants de la place Rouge fut annulé et leur affaire fut classée sans suite pour absence de corps du délit. La "troisième classe", comme Sakharov appelait les hommes au pouvoir, oubliera aussitôt le reste et les autres. Ils se hâtèrent de transformer le Goulag politique, déconsidéré dans le monde entier, en Goulag économique. L'enrichissement personnel de cette même classe, qui a réglé les difficultés dans le sang, et le pillage éhonté du peuple sont allés bon train.

Des dizaines, des centaines même de livres et d'articles évoquent l'époque du Goulag stalinien. Mais la période où le retour des répressions de masse apparut un moment possible, la période en même temps de la lutte des défenseurs des droits de l'homme contre la renaissance du stalinisme et pour une authentique démocratie est encore représentée avec parcimonie. Les manifestants d'août, ces nouveaux décabristes, attendent encore qu'on étudie leur exploit.

La dernière des manifestants à vivre en Russie est Larissa Bogoraz. Cette maîtresse de la plume a raconté avec beaucoup de modestie son arrivée au Goulag. Ses souvenirs, publiés dans l'annuaire historique *Minoucheie* (n° 2, 1990), rappellent par leur franchise, leur force d'esprit et de passion le fameux livre d'Ernest Hemingway *Le Vieil Homme et la mer*, où des requins rapaces pourchassent dans la mer un vieil homme, qui leur oppose une résistance furieuse. Larissa Bogoraz, elle, décrit avec une force énorme les persécuteurs plus rapaces encore que les requins, et les détenus, parfois de jeunes enfants, jetés derrière les barbelés, dans leurs convois, sur leurs bats-flancs, dans des cellules obscures et humides...

Elle commence ses souvenirs par ces lignes : *"Arrestations, prisons, camps,*

ces thèmes ont hanté ma conscience dès mon enfance, à travers toutes ses évolutions, au fil du temps, me touchant de près ou de plus loin. Mais bien que le mécanisme du Goulag ait broyé mes vieux parents et des proches, puis mes contemporains, et pouvait m'entraîner dans sa machine à broyer, il ne me venait pas en tête que cela pouvait m'arriver..."

Il est vraiment regrettable que ces mémoires passionnantes, si pleines de compassion pour les persécutés et les condamnés, n'aient pas attiré l'attention de l'académie Nobel.

Espérons que notre presse, notre radio, notre télévision, nos musées, nos théâtres, notre cinéma et notre littérature illustreront largement l'histoire de la lutte menée pendant la seconde moitié du XX^e siècle contre les régimes staliniens et prostaliniens, dont celle des protestataires héroïques de la place Rouge, le 25 août 1968, qui ont manifesté sous les slogans internationalistes *"Pour votre et notre liberté"* et *"Un peuple qui opprime d'autres peuples ne peut pas être libre et heureux"*.

La vérité, en histoire, est invincible.

Leonide Petrovski,
collaborateur scientifique
de l'Institut d'études slaves
de l'Académie des sciences de Russie,
membre de l'Union des journalistes
de l'URSS
et de la Fédération de Russie

N. B. : L'auteur exprime sa profonde reconnaissance pour l'aide que lui ont apportée dans son travail les responsables du centre de consultation des archives de la société de défense des droits de l'homme Memorial, qui lui ont aussi fourni des photographies, à sa responsable, Tatiana Bakhmina, et aux collaborateurs du centre Memorial Guennadi Kouzovkine, Dmitri Zoubarev et Boris Belenine.



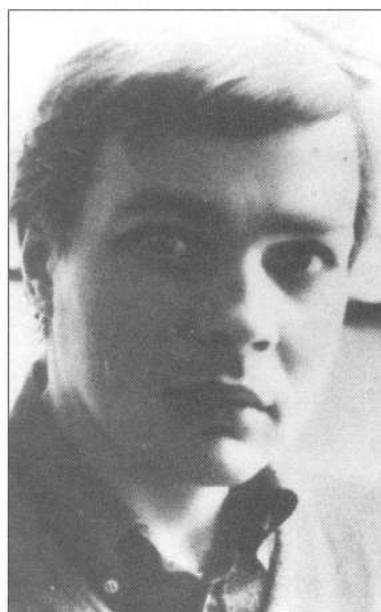
Larissa Bogoraz.



Pavel Litvinov.



Constantin Babitski.



Vadim Delaunay.



Vladimir Dremliouga.



Natalia Gorbanevskaia.



Victor Fainberg.



Tatiana Baieva.

Stoian Mikhailov : léninisme, trotskysme et stalinisme

Stoian Mikhailov, né en 1930 à Skravena (Bulgarie), est de profession sociologue et politologue. Il a travaillé comme chargé de conférences en philosophie à l'Institut Karl Marx de Sofia. En 1960, il reçoit le titre de docteur, puis, à compter de 1968, enseigne à l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Bulgarie. Il est, en 1970, nommé professeur à l'Académie des sciences de Bulgarie, puis ensuite directeur de l'Institut de sociologie, rédacteur en chef de la revue *Problèmes de sociologie* et, enfin, dans les années 1980, chef d'un département du comité central du PC bulgare et membre de son secrétariat.

Depuis lors, il anime un "cercle de réflexion marxiste", dont les membres se réunissent deux fois par mois. Il n'est pas membre du PC bulgare "rénové".

Il a publié en 2000, à Sofia, un ouvrage intitulé *Le Totalitarisme stalinien*, dont les pages ci-dessous sont extraites.

“Lénine et Trotsky symbolisent le bolchevisme”

IL est indispensable d'examiner un problème qui, jusqu'à ce jour, n'a pas fait l'objet d'une étude spéciale et complète : les relations entre le totalitarisme stalinien et le trotskysme, qui dépendent de plusieurs circonstances.

Avant tout, Trotsky a pris une part extraordinairement active à la révolution d'Octobre, à la prise du pouvoir et à sa défense lors de la guerre civile et de l'intervention étrangère. L'affirmation de Trotsky que, sans lui, en 1917, la révolution d'Octobre aurait triomphé à Petrograd à condition que Lénine ait été présent pour la diriger est sans doute fondée. Mais si, à Petrograd, il n'y avait eu ni Lénine ni moi, dit-il, il n'y aurait pas eu de révolution d'Octobre.

Aussi longtemps que Lénine était en vie et en activité, dans la presse, sur les affiches et les banderoles, dans les meetings et les réunions du parti, d'ordinaire, Lénine et Trotsky sont signalés ensemble, l'un à côté de l'autre. Louis Fischer a écrit un jour : *“Pour le monde et pour le peuple soviétique, Lénine et Trotsky symbolisent le bolchevisme, ils sont ensemble la direction.”* Ce fait reflète non seulement leur apport à la réalisation de la révolution et à la défense du pouvoir soviétique, mais aussi certaines particularités caractéristiques communes fondamentales propres aux deux

hommes. La plus importante de ces particularités est qu'ils sont tous les deux fanatiquement dévoués à l'idée communiste.

Leur activité et leur motivation ignorent tout motif mercantile, toute soif du pouvoir pour lui-même. Lorsque Trotsky déclare en 1940 : *“Je mourrai avec une foi inébranlable dans un avenir communiste”*, il ne s'agit pas d'une pose, mais, comme chez Lénine, du cœur même de sa conception du monde et le sens même de sa vie. Selon Balabanova, l'un et l'autre, Lénine et Trotsky, sont motivés par un seul désir : servir la cause du peuple, et ils consacrent toute leur vie à ce but. Certains auteurs soulignent un trait spécifique de Trotsky. Balabanova affirme que Trotsky sert l'idéal révolutionnaire avec la même abnégation que Lénine, mais que toute son action et toute sa pensée sont marquées par la mise en valeur de son apport personnel : *“Trotsky dit cela, Trotsky fait cela. Il aime les applaudissements et les acclamations.”*

Trotsky n'accepte jamais rien sur parole. Sa pensée est indépendante, analytique, critique et créatrice. Il ne s'adapte jamais aux idées d'un autre, quel qu'il fût. L'indépendance de sa pensée se manifeste avec force. Et elle s'exprime pleinement vis-à-vis même de Lénine. En outre, il a une plume d'une grande viva-

cité polémique, circonstance que plus tard Staline utilisera de façon démagogique et falsificatrice pour le discréditer comme ennemi du léninisme. Pendant longtemps, Trotsky critiqua certains éléments du bolchevisme, définis et affirmés par Lénine. Finalement, il se rallia aux bolcheviks à la veille de la révolution d'Octobre et s'engagea dans la révolution avec sa colossale énergie. Il a déclaré lui-même : *“Ma voie m'a mené au bolchevisme solidement et pour toujours. Je ne considère pas la voie par laquelle je suis parvenu au bolchevisme comme moins sûre et moins ferme que d'autres. Je suis venu à Lénine en me battant, mais je suis venu à lui pleinement et totalement.”*

Dans de rares cas, Trotsky a occupé des positions différentes de celles de Lénine et a discuté avec Lénine : l'attitude sur la paix de Brest-Litovsk, sa conception du rôle et des fonctions des syndicats dans les conditions du pouvoir soviétique après la fin de la guerre civile, sa théorie de la révolution permanente, etc. Mais, dans chaque cas de ses divergences avec Lénine, il part non pas d'aspirations carriéristes au pouvoir, mais de son analyse de la situation et des conclusions qu'il tire de cette analyse pour l'orientation à suivre. Pour lui, précisément, cette liberté d'expression est naturelle et indispensable dans le parti, et Lénine, comme nous l'avons déjà vu, ne cesse de défendre cette liberté comme un trait caractéristique du bolchevisme.

Dans ses désaccords avec Lénine, Trotsky n'a pas toujours tort. Au contraire, dans certains cas, il est le premier à formuler de nouvelles tâches ou de nouveaux problèmes. Lénine présente l'un des éléments qui constituent son testament — à savoir sa proposition d'attribuer des fonctions législatives au Gosplan — en commençant par faire son autocritique : *“Le camarade Trotsky a, me semble-t-il, déjà avancé cette idée depuis longtemps. Je suis intervenu contre parce que je considérais que dans ce cas il y aurait une discordance fondamentale dans le système de nos organes législatifs. Mais après avoir étudié soigneusement la question, je considère qu'il y a là une idée saine.”*

L'idée de remplacer les réquisitions de produits agricoles par un impôt en nature, l'idée de la NEP, pour ainsi dire, est de Trotsky. Et, de plus, il l'a formulée une année même avant le X^e Congrès du parti. En février 1920, Trotsky propose de remplacer les réquisitions de grains, qui lèsent les meilleurs producteurs. Il condamne également la répartition des produits industriels. Il propose l'établissement d'un marché libre, où les paysans puissent commercer, et le remplacement des réquisitions par un impôt. Lors du vote au comité central, 11 voix se prononcent contre ses propositions, 4 pour. Lénine est résolument hostile. Mais un an plus tard, Lénine reprend l'idée d'un impôt en nature et, fort de son énorme autorité, il l'argumente et l'impose au X^e Congrès du parti.

La théorie de la révolution permanente de Trotsky n'est pas antiléniniste. Dans son livre *La Révolution permanente* (1930), où il répond aux critiques de la révolution permanente formulées par Radek, Trotsky argumente sa position. D'abord, il souligne que les lignes fondamentales de cette théorie ont été définies avant 1905. Son argumentation est solide et logique. La Russie n'est pas mûre pour une révolution socialiste, mais l'économie mondiale dans son ensemble, et avant tout l'économie européenne, est mûre. C'est pourquoi le fait que la dictature du prolétariat en Russie débouche sur le socialisme ou non dépend du destin ultérieur du capitalisme européen et mondial. En liaison avec cela, Trotsky considère la révolution permanente comme une révolution qui mène à la liquidation complète de la société de classe. En ce sens, le caractère permanent du développement révolutionnaire se compose de deux moments fondamentaux : d'abord, la transcendance de la reconstruction démocratique de la société en reconstruction socialiste là où les conditions l'imposent ; ensuite, la reconstruction socialiste de la société commence sur le terrain national, mais ne peut s'y parachever et présuppose son élargissement en révolution à l'échelle internationale.

Trotsky lui-même a indiqué que certains de ses postulats se distinguaient de

ceux de Lénine, mais que tous les points fondamentaux correspondaient avec les siens. Cette affirmation n'est pas sans fondement, dans la mesure où Lénine lui-même écrit : *"Nous n'avons jamais caressé l'espoir que nous pouvions achever la période de transition du capitalisme au socialisme sans l'aide du prolétariat international... La victoire finale du socialisme dans un seul pays est impossible."* C'est pourquoi les bolcheviks, après la révolution d'Octobre, attendent la révolution aussi dans les autres pays capitalistes, et particulièrement en Allemagne, et aident moralement, politiquement et matériellement au développement du mouvement révolutionnaire des masses. Et lorsqu'à la fin de 1923 et au début de 1924, le mouvement révolutionnaire des masses perdait des forces et revêtait des formes moins aiguës, lorsque commençait la stabilisation du capitalisme et qu'en URSS, sans Lénine, se posait de façon brutale la question : la perspective socialiste reste-elle encore en vigueur ?, l'essence de la question se réduit à la possibilité ou à l'impossibilité de l'établissement de relations sociales socialistes, de l'édification d'une société socialiste en URSS sans la victoire de la révolution dans d'autres pays.

C'est sur ce point que Trotsky et Staline se différencient. Trotsky nie cette possibilité, Staline l'admet. Comme je l'ai montré, c'est en cela que réside le seul avantage fondamental de Staline dans les conditions du moment. En fournissant une réponse positive sur la possibilité de la victoire de relations sociales socialistes dans un seul pays, Staline rassembla autour de lui de larges couches de militants du parti et de travailleurs, poussés par une aspiration subjective à l'instauration d'une société juste, où ils voyaient la réalisation de leurs propres intérêts essentiels. Cette réponse positive leur ouvrait une perspective, leur donnait l'assurance et la certitude confiante de participer comme pionniers à un processus unique et sans précédent.

Mais Staline lui-même a été contraint d'effectuer une restriction, qui est fondamentalement une concession à la théorie de Trotsky. Comme on le sait, Staline a distingué deux aspects de la question de

la victoire du socialisme dans un seul pays : d'abord, la possibilité de construire une société pleinement socialiste ; ensuite, la garantie contre la restauration d'un ordre bourgeois. S'il affirme possible de construire une société socialiste avec ses propres forces, la garantie contre la restauration de l'ordre bourgeois, dit-il, ne peut être obtenue que par la victoire de la révolution dans toute une série d'autres pays.

A partir de 1923, lorsque Lénine est hors de combat, puis meurt au début de l'année suivante, Trotsky fait des propositions et des critiques qui apparaissent particulièrement perspicaces et précises, et qui témoignent de sa capacité à analyser de façon approfondie les nouvelles réalités dans leur vérité, ainsi que de son dévouement à son idéal. Le 29 juin 1923, Trotsky se prononce résolument contre la vente libre des boissons alcoolisées et pour le monopole d'Etat de la fabrication et de la vente de la vodka. Il y voit une tentative de ruser avec l'histoire. Cette décision libère le budget de sa dépendance à l'égard des succès de l'agriculture, de l'industrie et du commerce extérieur. Staline, on le sait, fait de la fabrication et du commerce de la vodka une des sources essentielles du budget, qui, d'un côté, dissimule les ratés de la production matérielle et, de l'autre, concourt au développement massif de l'ivrognerie et de l'alcoolisme. C'est l'un des crimes de Staline contre le peuple soviétique.

Dès 1923, Trotsky constate avec inquiétude le début du processus de dégénérescence de l'appareil du parti et de l'Etat, qui le transforme en une couche bureaucratique, qui contribue activement à l'instauration du stalinisme dans le parti, l'Etat et toute la société. La définition qu'il donne de Staline devant le bureau politique en 1926 comme *"fossoyeur du parti et de la révolution"* est tout à fait juste.

Pour souligner cette offense, Staline abandonne la séance et, sur proposition de Rykov, le bureau politique blâme Trotsky pour cette déclaration. Le 1^{er} août 1927, Trotsky déclare devant le comité central et la commission centrale de

contrôle que la direction de Staline rendra plus difficile la victoire en cas de guerre.

Trotsky est le premier qui ne soit pas tombé sous l'influence de l'aveuglement totalitaire. *"A partir de 1933, écrit-il, je me suis de plus en plus convaincu que l'histoire exigeait la révolution politique contre la nouvelle classe parasitaire pour rétablir les fondements sociaux de la révolution d'Octobre."*

Trotsky est un penseur original. En commun avec Lénine, il a attiré les officiers tsaristes dans l'Armée rouge : cette décision incroyablement audacieuse s'est avérée être la condition de la victoire dans la guerre civile et contre l'intervention étrangère. Cette démarche risquée, quelque peu paradoxale, s'est pleinement justifiée.

La position de principe de Trotsky sur l'orientation à suivre pour le développement de l'économie soviétique est en plein accord avec les positions affirmées par Lénine, et elle est d'une grande importance. Le 15 janvier 1926, il affirme que l'économie socialiste peut se développer et s'affirmer uniquement si la productivité du travail égale celle qui a été obtenue sous le capitalisme, puis la dépasse. La force du système soviétique, affirme Trotsky, se mesure en dernière analyse à la productivité du travail. L'intervention militaire est un danger, mais l'intervention des marchandises meilleur marché est infiniment plus dangereuse encore. La phase inférieure du communisme commence au niveau atteint par le capitalisme développé. Les formes soviétiques de la propriété appuyées sur l'essentiel des découvertes les plus nouvelles de la technique américaine, transférées dans toutes les branches de l'économie, telle est, dit-il, la première phase du socialisme. On l'a vu, ces opinions sont tout à fait justes.

Dans le parti comme force dirigeante doit exister une unité fraternelle et la démocratie interne. Trotsky est l'un des premiers à s'être prononcé contre le nihilisme du Proletkult. Avec une précision étonnante, il avait prévu que deux ans après la signature du pacte, l'Allemagne attaquerait l'URSS.

Certaines prises de position erronées de Trotsky doivent être appréciées en tenant compte des conditions dans lesquelles elles ont été formulées et de sa capacité à changer de position au vu des nouvelles circonstances. Au VII^e Congrès du parti, lors du vote de la paix de Brest-Litovsk, Trotsky ne se joignit pas aux "communistes de gauche", reconnu qu'il s'était trompé et reconnu la pleine justesse du point de vue de Lénine. Ses paroles suscitèrent l'ovation des congressistes.

Sous l'influence du totalitarisme stalinien dans le mouvement communiste, Trotsky et le trotskysme ont vu s'accumuler sur eux des montagnes d'erreurs, de contre-vérités, de stéréotypes, qui ont affecté la conscience de certains communistes. C'est aujourd'hui seulement que le complexe antitrotskyste se dissipe.

Ce processus rend indispensable le rejet des jugements d'auteurs qui interprètent de façon incorrecte l'activité de Trotsky. Ainsi, par exemple, pour Avtorkhanov, la tragédie de Trotsky vient de ce que, *« jusqu'aux derniers jours de sa vie, il n'a pas compris que lui-même, ses actes et ses partisans étaient les victimes non de "la bureaucratie", ni de "la camarilla du Kremlin", ni même de la vindicte de Staline, comme Trotsky le croyait, mais les victimes du système terroriste de dictature que Trotsky et Lénine avaient fondé avec la révolution d'Octobre »*. Et plus loin, il ajoute : *"Trotsky et Staline ne sont pas des antipodes dans l'idéologie du bolchevisme, mais des concurrents dans la lutte pour le pouvoir dans les cadres mêmes du bolchevisme et sur ses bases. Le trotskysme et le stalinisme ne sont donc pas des courants du léninisme hostiles entre eux, mais des variantes différentes de son interprétation."*

Ces appréciations d'Avtorkhanov comportent plusieurs erreurs :

- Premièrement, le lien d'identité qu'il établit entre le léninisme et le stalinisme n'est pas confirmé par les faits. Comme je l'ai déjà montré, Staline a rejeté et étouffé les éléments fondamentaux du léninisme. Les points de convergence concernent avant tout l'utilisation

de la violence et des organismes de répression. Mais chez Lénine, cette utilisation est liée à la guerre civile et à l'intervention étrangère. Si Avtorkhanov considère que l'on pouvait résister à la terreur blanche et à l'intervention étrangère sans recourir à la violence, il peut certes soutenir cette thèse, mais celle-ci n'est pas sérieuse et elle ignore les réalités historiques concrètes ; et dès que la guerre civile et l'intervention étrangère s'achèvent, Lénine, dans son testament, définit une orientation de démocratisation ultérieure de la vie du parti et de la société soviétique, que Staline rejettera entièrement ; il y dessine la perspective d'une coopération agricole volontaire et progressive durant toute une période historique, qui a été aussi brutalement écrasée par Staline.

- Deuxième point : affirmer l'existence d'une seule ligne inévitable de développement allant de Lénine au stalinisme rejette dans les faits l'existence de diverses alternatives du développement de la société soviétique après Lénine. Cette position contredit les déductions de toute une série d'analystes compétents du stalinisme, et toute une série de conceptions découlant de la méthodologie marxiste sur la multitude des variables du développement historique, mais elle est surtout réfutée par les faits.

- Troisièmement : selon Avtorkhanov, Trotsky est avec Lénine le fondateur du système né de la révolution d'Octobre. Mais s'il en est bien ainsi, la terreur n'était nullement une nécessité de cette révolution. On le sait, pendant les trois premiers mois, l'instauration du pouvoir soviétique s'est effectuée sans effusion de sang. La terreur bolchevique commence en réponse à la terreur blanche. En d'autres termes, la violence et la terreur à l'époque de la guerre civile et de l'intervention étrangère sont suscitées par des conditions historiques concrètes exceptionnelles et ne découlent pas d'une quelconque imaginaire cruauté bolchevique.

- Quatrièmement : si le trotskysme n'est pas hostile au léninisme, on ne peut pas en dire autant du stalinisme. Lénine avait une pleine confiance en Trotsky.

En juillet 1919, il donne à ce dernier une note affirmant qu'il est absolument convaincu de la justesse, de la rationalité et de la nécessité de ses ordres. Lénine lui donna ce billet à l'occasion des rumeurs affirmant que Trotsky fusillait des communistes. Pendant l'automne 1922, Lénine cherche le soutien de Trotsky contre les déviations de la politique nationale mises en œuvre par Staline et pour la défense du monopole du commerce extérieur. Dans une lettre à Froumkine et à Stomoniakov, en date du 12 septembre 1922, Lénine informe les deux hommes que sa maladie lui interdit de participer au plénum du comité central, mais que Trotsky prendra la défense du monopole du commerce extérieur. Le lendemain, Lénine envoie une lettre à Trotsky sur la même question. Peu après, Lénine propose d'écarter Staline du poste de secrétaire général.

- Cinquièmement : dans son livre *La Technologie du pouvoir*, Avtorkhanov décrit de façon convaincante la manière dont Staline a établi son pouvoir personnel en y montrant l'un des éléments les plus importants du totalitarisme stalinien. Dans cet ouvrage, il montre bien comment Staline s'écarte des principes mis en œuvre à l'époque de Lénine et avec quelle grossièreté il écarte et réprime les cadres bolcheviques formés à l'époque de Lénine. Les faits qu'il avance lui-même dans son livre réfutent son affirmation sur l'identité entre, d'un côté, le léninisme, et donc le trotskysme, et le stalinisme, de l'autre.

Trotsky, il faut le souligner, change de position lorsque les modifications des conditions objectives l'exigent. Quand il se persuade qu'il a commis une erreur, il est capable d'une analyse autocritique... Il est donc impossible d'absolutiser aucune de ses fautes et de ses erreurs. Sur les questions générales de la dégénérescence de la nouvelle société, ses positions sont justes. Il faut souligner la pertinence de son analyse de la nécessité pour le socialisme d'obtenir une productivité du travail plus élevée que celle du capitalisme et de la nécessité du développement maximum de la démocratie. Ces positions montrent qu'il aurait continué à diriger correctement une édifica-

tion sociale fondée sur la méthodologie marxiste.

Pour conclure, le trotskysme, loin d'être hostile au léninisme (bolchevisme), se confond avec lui dans ses positions et ses postulats fondamentaux. Il est hostile au stalinisme et c'est son grand mérite. Malheureusement, pendant

longtemps, une énorme quantité de communistes ont cru Staline, influencés par sa haine biologique de Trotsky, qui a débouché sur d'énormes malheurs. Le temps est venu de nettoyer l'activité de Trotsky des falsifications et des calomnies du stalinisme et de la placer sous son éclairage authentique.



Stoian Mikhailov : *Le Totalitarisme stalinien*, Sofia, 2000.

Chronique des falsifications

... ou des énormités



Quand Jean-Claude Guillebaud fait parler Lénine après sa mort...

IL s'agit, en l'occurrence, sans doute d'ignorance (énorme) et non de falsification, mais quand même... Jean-Claude Guillebaud a publié en 2000 un livre intitulé modestement *La Refondation du monde*. Il semble s'être ensuite consacré à la refondation de l'histoire. Il a commis, le mardi 5 décembre 2000, un article dans *Le Monde*, où il écrit les lignes suivantes :

« *Lénine, par exemple, au début des années 30, avait lancé le burlesque "quinquennat sans Dieu", qui déboucha sur les persécutions que l'on sait.* »

A burlesque, burlesque et demi ! Lénine étant mort en 1924, il ne saurait avoir lancé aucun "quinquennat sans Dieu" (ni avec, d'ailleurs) dans les années 1930. S'agirait-il d'une malencon-

treuse coquille ? Impossible, puisqu'à la mort de Lénine, aucun quinquennat dans aucun domaine n'avait même été envisagé, et l'expression qui deviendra rituelle n'était pas encore en usage. La citation est donc inventée. Cela n'empêche pas Jean-Claude Guillebaud de mettre des guillemets, ce qui, cette fois, n'est plus une erreur, mais une tromperie du lecteur. Le premier plan quinquennal commencera en octobre 1928 (tout en n'étant d'ailleurs adopté qu'en janvier 1929). L'hypothèse salvatrice de la coquille ne peut donc être retenue. M. Jean-Claude Guillebaud a sans doute pris au pied de la lettre la chanson des komsomols qui proclamait "*Lénine a vécu, Lénine vit, Lénine vivra*", et c'est pourquoi, probablement, il s'est permis de prolonger son existence d'une petite décennie...

"Le communisme" vu par Alexandre Adler

ALEXANDRE ADLER vient de publier un *Que sais-je ?*, intitulé *Le communisme*. Il n'est pas question de discuter, ici, la ou les analyses de l'auteur, mais simplement de relever au hasard quelques affirmations qui illustrent leur très relatif sérieux.

On le sait, en 1887, le tsar Alexandre III fit ou laissa pendre le frère aîné de

Vladimir Oulianov, futur Lénine, pour un complot démasqué et avorté visant à l'abattre. Erreur fatale, car à en croire Alexandre Adler, "*Lénine a voulu se venger personnellement de la dynastie des Romanov à travers un vaste bouleversement social de la Russie*" (p. 12). Donc, si Alexandre III n'avait pas fait pendre le frère de Lénine, ce dernier n'aurait pas eu de raison de se venger ; il n'aurait

donc pas élaboré de plan d'un vaste bouleversement social de la Russie. CQFD... A quoi tient une révolution, quand même !

Marx face à la Commune de Paris ? *"S'il l'a embrassée dans sa totalité dans sa célèbre Guerre civile en France, c'est qu'elle était morte et désormais martyre ; il s'agissait surtout d'empêcher Bakounine et les anarchistes d'en récupérer l'héritage"* (p. 14). Donc, l'analyse de Marx n'est que le support d'une petite manœuvre politique à l'appui de laquelle Alexandre Adler se garde bien d'avancer le moindre fait et le moindre début de preuve. On se demande d'ailleurs si Alexandre Adler a lu ce "célèbre" texte, sinon il aurait pu s'apercevoir que Marx, loin de vouloir s'appropriier "l'héritage" de la Commune de Paris, c'est-à-dire d'y voir la mise en œuvre de ses propres conceptions, affirme : *"La grande mesure sociale de la Commune, ce fut sa propre existence et son action. Ses mesures particulières ne pouvaient qu'indiquer la tendance d'un gouvernement du peuple par le peuple."*

Lorsqu'il aborde la révolution russe, Alexandre Adler se surpasse : en 1917, se demande-t-il, qui est hostile à la guerre, en Russie ou ailleurs ? Ce sont *"ceux de l'arrière, les ouvriers réquisitionnés, les dockers, les marins, toute cette population précipitée dans la guerre et qui, parce qu'elle ne la vit pas dans son acuité éblouissante (!), y demeure particulièrement hostile"* (p. 18).

L'*"acuité éblouissante"* de la guerre de 1914-1918 ! Il faut avoir les fesses solidement calées sur son fauteuil parisien pour oser utiliser une pareille expression, quand on pense aux soldats embrochés à la baïonnette, aux millions d'autres entassés dans les tranchées, dans l'eau, la neige, le froid, les excréments, au milieu des rats, et chez qui est peu à peu monté le dégoût, puis la haine de la guerre, en Russie plus encore qu'ailleurs. Il faut aussi un solide cynisme pour transformer les ouvriers de l'arrière, les dockers et les marins en embusqués ; les vrais embusqués sont ailleurs, et d'abord les gratte-papier professionnels, qui exaltent le carnage dans les colonnes des journaux et font les jolis

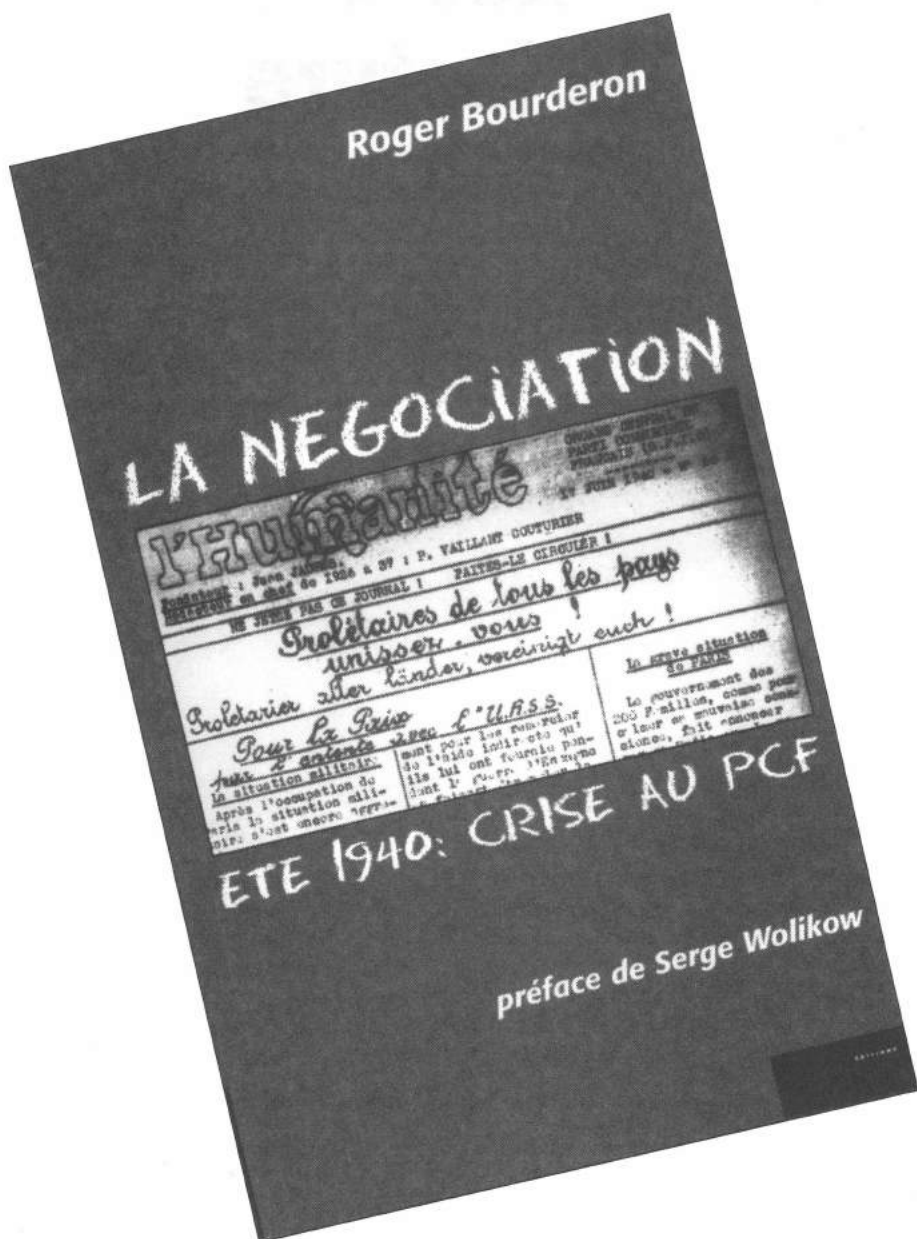
cœurs dans les cérémonies patriotiques organisées loin de la ligne de front. Faire de la révolte contre la guerre un mouvement des prétendus embusqués de l'arrière est, de plus, une déformation grossière de la réalité.

Relevons en passant une erreur de fait, page 21. Adler évoque les *"élections générales qui lui (au Parti bolchevique) sont imposées (...) par ses partenaires S-R de gauche en décembre 1917-janvier 1918"*. Hélas ! les élections à l'Assemblée constituante se sont déroulées à la mi-novembre et les S-R de gauche n'ont pas spécialement insisté pour leur tenue... car les listes ayant été établies avant le congrès des soviets des 25 et 26 octobre 1917, qui déboucha sur la scission chez les S-R, ils se trouvaient sur les mêmes listes que les S-R de droite, qui venaient de les exclure ! Ils furent d'ailleurs d'accord avec les bolcheviks pour dissoudre l'Assemblée constituante dans la nuit du 5 au 6 janvier. Ces lignes ne sont donc qu'un mauvais roman.

A roman, roman et demi. Ainsi, peut-on lire sous la plume de notre historien *"new look"* que Lénine, *"ce Janus bifrons, a voulu accomplir une révolution dostoïevskienne pour retrouver à sa sortie l'idylle tolstoïenne"* (p. 23). Qu'est-ce qu'une "révolution dostoïevskienne" ? C'est un mystère obscur (rappelons que Dostoïevski ne voyait l'éventuel salut de l'homme que dans la religion orthodoxe !). *"L'idylle tolstoïenne"* n'est pas beaucoup plus claire ; mais on peut se dire que c'est sans doute la NEP décrétée en 1921, dont le caractère idyllique n'est pas évident (remplacer la réquisition par l'impôt en nature, c'est évidemment beaucoup mieux pour le paysan, mais en faire une "idylle tolstoïenne" est quand même un peu suprenant). Ces divagations doivent dispenser quiconque n'est pas chercheur de perles de continuer la lecture, à moins de voir dans ce petit volume un autopastiche de l'auteur par lui-même, une pratique de l'autodérision. Mais on peut légitimement en douter.

Jean-Jacques Marie

Notes de lecture



Roger Bourderon : *La Négociation* (1)

LE 23 août 1939, Moscou et Berlin signent un pacte de non-agression. Le 1^{er} septembre, la Wehrmacht envahit la Pologne. La direction de l'Internationale communiste, installée à Moscou (son secrétaire, Dimitrov, et son adjoint, Manouïlski André Marty), flotte.

Le 7 septembre 1939, Staline explique au secrétaire de l'Internationale communiste, Gueorgui Dimitrov : *“La guerre se déroule entre deux groupes de pays capitalistes, les pauvres et les riches, pour les colonies, les matières premières, etc., pour un nouveau partage du monde et pour la domination du monde. Nous ne sommes pas hostiles à ce qu'ils se bagarrent bien et s'affaiblissent l'un l'autre. Ce n'est pas un mal si l'Allemagne ébranle la situation des pays capitalistes les plus riches, en particulier de l'Angleterre.”*

Dans cette situation, ajoute-t-il, *“nous pouvons manœuvrer, soutenir un côté contre l'autre, pour qu'ils se déchirent mieux. Le pacte de non-agression aide dans une certaine mesure l'Allemagne. Le moment suivant, nous soutiendrons un autre pays (...). Avant la guerre, l'opposition entre le fascisme et le régime démocratique était tout à fait juste. En temps de guerre entre les puissances impérialistes, ce n'est plus juste. La distinction des puissances capitalistes en fascistes et démocratiques perd son sens antérieur. La guerre engendre une rupture radicale.”*

L'antifascisme, bon en temps de paix, est donc dépassé en temps de guerre, et il faut donc abandonner le mot d'ordre de Front populaire. Les communistes doivent se battre contre leurs gouvernements, contre la guerre. Staline demande la publication de thèses de l'Internationale affirmant : les Etats impérialistes se battent entre eux pour leurs intérêts impérialistes. Des directives adoptées deux jours plus tard ordonnent à tous les partis communistes d'intervenir contre la guerre, de démasquer son caractère impérialiste, de voter contre les crédits de guerre, de dire aux masses que la guerre ne leur donnera rien que des souffrances et des ruines, et aux partis communistes *“qui interviennent en contradiction avec ces positions, en particulier ceux de France, d'Angleterre, des Etats-Unis, de Belgique, à corriger immédiatement leur ligne politique”*.

Le PC allemand — dont le principal dirigeant, réfugié à Moscou, Wilhelm Pieck, s'acharne à écrire un tract qui ne sortira jamais — n'est pas mentionné, car il n'est pas question de mettre en cause l'allié hitlérien tout neuf (2). Pour Staline, en réalité, ce parti qui, dans le cadre de son accord avec Hitler, ne lui sert à rien, ne doit rien faire qui puisse le gêner ; le mieux est donc qu'il ne fasse rien du tout.

(1) Préface de Serge Wolikow, Syllepse, Paris, 260 pages, 100 F.

(2) Cf. les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 7.

La direction du PC français s'y met de bon cœur et, en juin 1940, le responsable à l'organisation, Maurice Tréand, assisté du député communiste d'Amiens, le cheminot Catelas, réticent mais obéissant, entre en pourparlers avec l'ambassadeur allemand à Paris, Otto Abetz, pour obtenir la réparation légale de *L'Humanité* et la reprise de l'activité légale du Parti communiste français. Tout cela se fait avec l'accord total de Jacques Duclos, à qui Moscou a confié la direction quotidienne du Parti communiste français, Maurice Thorez restant en URSS. Tréand et ses camarades invitent même les anciens maires communistes limogés lors de la dissolution du PCF prononcée par Daladier au lendemain du pacte germano-soviétique à se manifester pour reprendre la gestion de leur mairie ! *L'Humanité* du 19 juin — sorte de numéro zéro, dit R. Bourderon, de *L'Humanité* légale — reproduit le dernier communiqué de la Wehrmacht.

Tréand tente de légitimer cette politique par la découverte de prétendues tendances différentes au sein du parti nazi. A vrai dire, il n'a pas inventé lui-même ce roman, que l'exécutif de l'Internationale communiste avait fabriqué dès 1934. D'ailleurs, en août 1936, la direction du PC italien (dont Togliatti, installé à Moscou) avait publiquement proposé une alliance aux "*fascistes de la vieille et de la jeune garde*" pour appliquer en commun le programme fasciste de 1919, qualifié de programme de paix, de liberté et de progrès social. Et dans leur enthousiasme bureaucratique, en plein antifascisme officiel, leur appel déclarait artificielle la distinction entre fascistes et antifascistes en Italie.

Mais à Moscou, on se rend vite compte que la tentative de légalisation du PCF est un marché de dupes. Elle est donc abandonnée au mois d'août. Duclos, qui a soutenu Tréand et ses camarades, les lâche et, dans la bonne tradition stalinienne, ces derniers sont transformés en boucs émissaires et mis sur la touche.

C'est cette liquidation que raconte Roger Bourderon, dans un récit fondé sur la publication de documents de

l'homme chargé de l'entreprise, Arthur Dallidet, et sur le témoignage oral de l'agent de liaison de Jean Catelas, Odette Janvier. Le moins que l'on puisse dire est que les rapports accusateurs de Dallidet et le témoignage d'Odette Janvier (accusée sans le savoir dans ces rapports) ne concordent guère. Roger Bourderon tente de démêler l'écheveau complexe de l'intrigue qui se noue alors, et dont l'une des victimes est Jean Catelas, arrêté par la police française, livré pour interrogatoire aux Allemands, qui le rendent vite à cette dernière, et condamné à mort par un tribunal d'Etat spécialement constitué pour la chasse aux "communistes".

Ces documents et la tentative de reconstitution du scénario réel effectuée par Bourderon sont passionnants. On y voit sourdre l'atmosphère étouffante du stalinisme. Ainsi, pour mettre en valeur son travail de responsable des cadres, Arthur Dallidet, dans son premier rapport, écrit : "*Dans les dernières années, j'ai été chargé de m'occuper personnellement du travail des cadres chez Renault, à Paris-Ouest et à Nantes. Dans ces trois organisations, il a fallu faire une hécatombe de cadres infestés de policiers.*"

Une hécatombe... Ces cadres dénoncés comme "policiers" étaient, dans l'écrasante majorité des cas, des militants qui avaient à un moment ou à un autre manifesté un trouble, une hésitation, une interrogation, un désaccord. Dallidet leur colle aussitôt sur le dos, et sans trembler, l'étiquette de policiers. C'est l'époque où le PCF publie chaque mois une liste noire, accompagnée, chaque fois où cela est possible, de photos de ces cadres et militants (parmi lesquels, bien sûr, se glissent ici ou là un trésorier indélicat, un provocateur, un agent de Jacques Doriot ou un voyou) qualifiés indifféremment de trotskystes ou de policiers, voire des deux à la fois. Dallidet donne d'ailleurs la règle d'or qui guide sa conduite et celle de ses supérieurs : "*Aucune divergence ne peut exister.*" Odette Janvier, l'assistante de Catelas, parlant de Maurice Tréand, responsable aux cadres jusqu'à ce qu'il soit débarqué sur la base des rapports de Dal-

lidet, dit de lui : *“C’était la terreur quand il levait le petit doigt. Entre nous, on l’appelait la Guépéou.”*

Admirable atmosphère de camaraderie... Le caractère policier du contrôle des militants et des cadres aboutit à des monstruosités ; le plus petit cadre est soumis à une enquête préalable, et un jour, ainsi, une militante est arrêtée avec un ensemble de fiches précises sur des militants clandestins destinés à monter à des niveaux divers de l’appareil : c’est pain bénit pour la police, qui n’a plus qu’à les cueillir ; le contrôle policier sur les militants les livre à la police de l’Etat. Etrange complicité objective, pour utiliser le langage stalinien, mais que le système engendre automatiquement.

Roger Bourderon souligne lui-même *“l’effrayante vision policière du contrôle des cadres que donne le rapport Dallidet”*, mais il affirme bizarrement que cette vision *“relève de la lutte pour la pureté révolutionnaire du parti face à toute déviance et à toute infiltration”* et que les trois personnages clés de cette histoire, Tréand, Dallidet et Catelas, sont *“trois dirigeants du PCF totalement dévoués à leur idéal, au parti, à la perspective de la révolution prolétarienne”*.

Etrange idéal, qui se marie si bien avec cette conception policière de la sélection des cadres, avec la tentative systématique de discréditer celui qui doute ou s’interroge et avec la quête tout aussi systématique du bouc émissaire. Il s’agit d’une fidélité totale, non à un idéal, mais à un appareil au comportement et aux mœurs de bandits, et qui fait de l’obéissance aveugle à ses ordres et à ses contre-ordres la loi suprême.

Bourderon affirme : *“Le système politique et organisationnel de la Troisième Internationale et de ses sections poussait à ce fonctionnement, notamment au sommet.”* Sans vouloir peindre en rose bonbon l’Internationale communiste des

premières années, où les polémiques étaient vives, mais franches et déclarées, ces mœurs lui étaient étrangères ; elles ont été introduites en filigrane sous Zinoviev à partir de 1924 et généralisées, puis systématisées, sous Staline. En en faisant une caractéristique générale et permanente de la Troisième Internationale, Roger Bourderon, *volens nolens*, présente Staline et le stalinisme comme la simple continuité de Lénine et du “léninisme”.

C’est une fâcheuse conjonction avec les auteurs du *Livre noir*. Certes, c’est la mode. Dès 1935, Boris Souvarine, dans sa biographie du secrétaire général, décelait dans ces pratiques et dans quelques autres une “contre-révolution” et en décrivait déjà — documents en moins — nombre des traits que Roger Bourderon illustre très clairement dans son ouvrage.

La préface de Serge Wolikow apporte quelques précisions utiles mêlées à un développement sur l’importance décisive du travail effectué par Serge Wolikow lui-même (on n’est jamais si bien servi que par soi-même) ; des phrases en pur charabia égayent parfois cette autopublicité, comme : *“Cet espace ne peut suffire à l’analyse historique dont les champs géographiques et temporels doivent être élargis. L’espace politique pertinent inclut l’organisation communiste internationale, qui constitue un réseau à l’intérieur duquel les événements français s’inscrivent”* (p. 11). Diafoirus, on le voit, n’est pas mort, mais *La Négociation* mérite d’être lue, car Roger Bourderon apporte de nombreux éléments neufs sur le fonctionnement interne d’une direction stalinienne à un moment clé de son histoire, et son récit est bien construit et vivant.

Jean-Jacques Marie

Leonide Youzefovitch :

Le baron Ungern,

le Khan des steppes (1)

LA guerre civile russe, entre 1917 et 1921, a connu un grand nombre d'aventuriers, qui ont pillé, tué, violé, voire tenté de se tailler une petite principauté dans la tentative de dépeçage de la Russie organisée par les puissances "occidentales" et le Japon : le colonel Chkouro et sa bande de loups ; l'ataman Grigoriev rompant avec l'Armée rouge pour faire la chasse aux Juifs, puis abattu par Makhno ; l'ataman Semenov, qui écumait la Sibérie orientale, et bien d'autres encore. L'aventurier le plus féroce et celui qui a résisté le plus longtemps à l'Armée rouge, qui n'a pu le débusquer dans l'Extrême-Orient sibérien qu'à la fin de 1921, a été le "baron fou" Ungern, que l'on aurait pu appeler le "tueur fou". Ce baron balte monta en 1919 une Division asiatique, qui ravagea tout le territoire frontalier de la Mongolie.

Le général-baron Wrangel, qui, après avoir servi sous Denikine dans l'Armée des volontaires du Sud, lui succédera et instaurera plusieurs mois durant son pouvoir en Crimée, a tracé un portrait éclairant de cet officier bizarre, plusieurs fois blessé lors de la guerre de 1904-1905 contre le Japon, quatre fois blessé pendant la première année de la guerre de 1914-1918 : *"Ce n'était pas, écrit-il, un officier au sens généralement accepté de ce terme, car il ne connaissait absolument pas les principes les plus élémentaires et les règles fondamentales du service, mais il bafouait complètement la discipline extérieure et l'éducation militaire ; en haillons, sale, dormant toujours sur le sol, au milieu des Cosaques de sa compagnie, il mangeait dans la marmite commune... C'était le type du*

partisan-amateur et du chasseur-trappeur à la Maine Reid. Ungern était fier de sa cruauté."

Ce partisan d'une monarchie universelle rêvait de reconstituer l'empire de Gengis Khan en commençant par fonder une grande Mongolie, et pour la réalisation de ce rêve impossible, multipliait les massacres.

Installé dans sa petite capitale perdue de Daouria, au fin-fond de la Sibérie extrême-orientale, il fait régner une terreur quotidienne et raffinée avec ses assistants-bourreaux, qui torturent avec enthousiasme ; leur chef, Sipailo, se donne fièrement le titre de *"fameux étrangleur d'Ourga et de Transbaikalie"* : *"Les punitions corporelles étaient la norme et l'on pouvait battre quelqu'un à mort pour un manquement à la règle (...). Ungern faisait sans vergogne frapper ses victimes jusqu'à leur arracher des lambeaux de chair."* Pour punir des officiers d'un manquement bénin, il leur fait passer la nuit dans le froid glacial, à croupons sur des toits ou dans des arbres. Le récit de ces sanctions féroces voisine avec celui de campagnes militaires couronnées de massacres, mais où le baron manifeste son habileté tactique.

Ce n'est pourtant sans doute pas cette habileté que l'histoire retiendra, mais sa fureur exterminatrice. Lors de sa dernière campagne, il publie un ordre 15, qui exige, point 9 : *"Exterminer les communistes, les communistes et les Juifs avec leurs familles. Confisquer tous leurs biens."* Un peu plus tôt, Ungern avait

(1) Editions des Syrtes, Paris, 2001, 284 pages, 130 F.

précisé, dans une lettre à propos des Juifs, qu'il "ne doit en rester ni hommes ni femmes en état de procréer".

Ce point 9 est complété par un point 10, qui en donne le fondement idéologique. Ungern y explique les raisons de ce déchaînement dans un délire verbal qui reprend, en les outrant un peu plus encore, les imprécations de l'Eglise orthodoxe contre les entreprises sataniques des rouges et des Juifs : « *Combattant les dévastateurs criminels et les corrompueurs de la Russie, il ne faut pas oublier que la chute des mœurs et la prostitution absolue des corps et des âmes ne nous permettent pas de nous en tenir aux anciennes valeurs. Il ne peut y avoir qu'une punition : la peine de mort. Les bases de la justice ont changé. Finies "la justice et la miséricorde" ! Voici venu le temps de "la justice et de la cruauté la plus impitoyable". Le mal venu sur terre pour effacer des âmes le principe divin doit être éradiqué.* »

C'est qu'Ungern donne à son délire froid un fondement moral et religieux : "Un guerrier a le devoir de supprimer les révolutionnaires, quelle que soit la nation à laquelle ils appartiennent, car ils ne sont rien d'autre que des esprits malins ayant pris une forme humaine et qui veulent supprimer les rois, dresser le frère contre le frère, le fils contre le père, et n'apportent que le mal sur la terre des hommes."

Arrêté en août 1921, Ungern, qui massacrait à l'envi ses victimes, eut droit à une série d'interrogatoires polis et à un procès qui s'ouvrit le 15 septembre. Le tribunal était présidé par Emùelian Iaroslavski, le futur président de la Société des sans-Dieu. Selon l'auteur, "le journal local, La Sibérie soviétique, publie curieusement le sténogramme du procès dans sa quasi-intégralité — cas unique à l'époque —, accompagné de surcroît d'un reportage d'Ivan Maïski, ancien menchevik et futur ambassadeur sovié-

tique à Londres". Il est vrai que Maïski avait bien des choses à se faire pardonner, puisque, trois ans plus tôt, il appelait à l'organisation d'insurrections contre le pouvoir soviétique.

Point significatif de la période, l'avocat d'Ungern, qui ne pouvait guère réfuter les cruautés reprochées à son client, nia en revanche l'accusation portée contre lui d'avoir été l'agent du Japon, qui avait envoyé un peu plus à l'Est une force de 50 000 hommes pour s'emparer de la région de Vladivostok. Il déclara : "Antagoniste dangereux de la Russie ? Exécutant des plans de conquête japonais ? Non, dit Bogolioubov. Après avoir minutieusement étudié les documents de l'instruction, nous devons remettre le baron Ungern à la place qui lui convient : celle d'un homme sombre en quête d'aventures militaires, d'un homme solitaire, oublié de tous, même de ceux qui se trouvent par-delà l'encerclement capitaliste", et il insista sur les désordres psychiques — évidents — d'Ungern pour proposer qu'on l'isole en cellule "pour qu'il réfléchisse aux atrocités qu'il a accomplies". Les temps ne se prêtaient guère à une solution médicale de ce type... Ungern fut condamné à mort et exécuté.

Hitler n'a jamais lu les déclarations d'Ungern sur la régénération sanglante du monde blanc décadent à laquelle il entendait procéder, mais on retrouve dans sa bouche des échos du baron fou. Certes, Ungern n'est pas un authentique représentant de l'idéologie restaurationniste des blancs, mais si ces derniers, aidés par les gouvernements de l'Occident "civilisé", l'avaient emporté en 1920-1921, la Sibérie orientale aurait offert un terrain d'expérimentation plus ou moins durable à ses songes cauchemardesques.

Marc Teulin

Le Komintern : l'histoire et les hommes, Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste (1)

EN 608 pages bien serrées, ce dictionnaire biographique de l'Internationale communiste rassemble plusieurs centaines de notices biographiques détaillées sur les militants de l'Internationale, selon la page de garde, "*en France, à Moscou, en Belgique, au Luxembourg, en Suisse*". On y trouve non seulement des cadres russes, ou d'autres pays, chargés à partir du milieu des années 1920 de contrôler les partis communistes de ces pays, mais aussi toute la direction de l'Internationale, à commencer par Dimitrov, son secrétaire général à partir de 1935, ainsi que des cadres de l'appareil dirigeant du Komintern qui n'ont jamais quitté l'URSS, et donc jamais mis les pieds en Europe occidentale (comme Alikhanov, le père d'Elena Bonner) et les manipulateurs ou fantoches des organisations de masses ou fantômes fabriquées par Moscou, comme Louis Aragon — ni militant ni cadre politique de l'Internationale, mais qui, au service de Moscou, parada dans plusieurs organisations destinées à rassembler les compagnons de route complaisants.

Nous reviendrons, dans le prochain numéro des *Cahiers*, sur cet énorme volume, précieux à bien des égards, avec sa chronologie détaillée, sa liste des organes dirigeants et auxiliaires de l'Internationale et des organisations de masse impulsées par l'Internationale ou créées à son initiative, sa présentation des partis communistes par pays (Belgique, France, Luxembourg et Suisse), sa liste des militants de l'école léniniste internationale destinée à former à Moscou les

cadres de l'Internationale, c'est-à-dire, à partir du milieu des années 1920, des militants chargés de répercuter et de faire appliquer la politique de Moscou.

Stalinisme pas mort...

Aujourd'hui, je voudrais seulement examiner le seul texte qui fasse problème dans cet ouvrage : la longue présentation de l'histoire de l'Internationale communiste rédigée par Serge Wolikow, qui, sur bien des points, reprend, sous une forme atténuée ou aménagée au goût du jour, la vulgate stalinienne de l'histoire du Komintern.

Il présente ainsi la politique dite de Front populaire, c'est-à-dire d'alliance entre les partis communistes, socialistes et radicaux ou républicains pour appliquer la politique de ces derniers, en reprenant purement et simplement les slogans de l'époque. Il qualifie ainsi, à la suite de Dimitrov, le Front populaire en Espagne de véritable "*révolution populaire, révolution nationale, révolution antifasciste*".

S'il s'agit d'une révolution populaire, comment expliquer que le gouvernement de Front populaire, sous la pression de Paris, Londres et Moscou, refusa de promettre l'indépendance du Maroc espagnol au Comité national marocain, qui

(1) Sous la direction de José Gotovitch, Mikhaïl Narinski, Michel Dreyfus, Claude Pennetier, Brigitte Studer, Henri Wehenkel et Serge Wolikow, Paris, l'Atelier, 2001, 608 pages, 300 F, 45,50 euros.

proposait en contrepartie de déclencher l'insurrection sur les arrières de Franco, dont le Maroc espagnol était la base arrière et les troupes maures le principal fer de lance ? Le journal de Vladimir Antonov-Ovseenko, consul à Barcelone (2), atteste de la réalité de cette proposition, qui aurait pu inverser le cours des événements, et que le consul transmet à Moscou, qui lui répondit par le silence avant de le rappeler et de le fusiller (certaines "consignes" ne doivent laisser aucune trace, même dans les archives).

L'indépendance du Maroc espagnol aurait, en effet, ébranlé tout le Maghreb, soumis à la botte coloniale française. Or Staline cherchait alors l'alliance de Paris et de la City britannique face au danger hitlérien. Il ne fallait donc pas effrayer la bourgeoisie colonialiste française et anglaise. Le programme colonial du Rassemblement populaire en France se limitait d'ailleurs à un seul et unique point : "Constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation politique, économique et morale dans les territoires français d'outre-mer, notamment dans l'Afrique française du nord et l'Indochine." Difficile de déceler dans cette phrase le moindre soupçon d'anti-colonialisme, difficile pour un gouvernement de "gauche" d'être plus clairement partisan de l'Empire colonial, que le gouvernement de Front populaire français géra très docilement au compte des intérêts des colons ; les dirigeants du Parti communiste français allèrent jusqu'à affirmer que le premier devoir du Front populaire était d'empêcher ces colonies françaises... de tomber entre les mains de Mussolini. La schlague devait rester française. Cette "révolution nationale" est certes nationale, mais très peu populaire.

Autre exemple : la rupture, en 1924, de Rosmer et de Monatte avec le PC français et l'Internationale, dont ils dénoncent la caporalisation, devient : "Monatte, Rosmer quittent le Parti et l'IC en défendant une conception de la révolution prolétarienne hostile aux thèses du parti dirigeant" (p. 80). Qui peut, à lire ces lignes obscures, deviner pourquoi les deux hommes ont rompu avec le "parti dirigeant" (c'est-à-dire le PC russe) ?

Wolikow ne peut évidemment reprendre le flot de calomnies déversées sur ces deux hommes pendant plus d'un demi-siècle. Il se contente de dissimuler leurs positions réelles.

Passons sur certaines affirmations d'une désinvolture pour le moins exagérée. Ainsi, l'auteur écrit avec un sens aigu de l'euphémisme : "L'Internationale communiste n'a pas échappé à la répression stalinienne, qui a décimé ses rangs ; c'est ce que les études fondées sur la nouvelle documentation permettent d'évaluer" (p. 19). La nouvelle documentation permet certes de préciser quelques détails, mais l'ampleur de la répression frappant l'Internationale est connue depuis longtemps. Seuls ceux qui avaient des yeux mais ne voulaient pas la voir ne s'en apercevaient pas ; ceux-là ont dû attendre l'effondrement de l'URSS et la "nouvelle documentation" pour découvrir ce que tout le monde savait. Etrange historien...

Tout aussi remarquable est l'affirmation que "les indications fournies par la consultation des archives attestent que le contrôle sur les partis communistes, même si les modalités purent évoluer, a persisté par la suite" (p. 23), cette suite étant la période postérieure au VII^e et dernier congrès de l'Internationale. A-t-il vraiment fallu attendre les révélations des archives pour s'apercevoir que le contrôle de Moscou sur les partis communistes (renforcé par le lien financier) a continué après 1935 ? Serge Wolikow nous révèle le secret de polichinelle. En revanche, il dénonce "l'interprétation trotskyste opposant la dégénérescence stalinienne à un mythique âge d'or léniniste" (p. 17). S'il n'y a pas eu dégénérescence stalinienne, il y a donc eu continuité, comme l'affirmaient les chantres du stalinisme et comme le répètent à l'envi les publicistes de l'école du *Livre noir*, avec des inflexions et des évolutions, certes, voire des changements, mais dans une trajectoire unique.

(2) Ce journal de Vladimir Antonov-Ovseenko, l'organisateur en 1917 de la prise du Palais d'Hiver, est résumé et longuement cité dans *Les Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 9.

Si tel est le cas, le *Livre noir* a raison... Rappelons, par ailleurs, sans parler d'“âge d'or” (!), que l'Internationale communiste sous Lénine était une véritable Internationale, où l'on discutait des questions les plus brûlantes avec passion et avec une réelle liberté, remarquable pour une organisation de combat engagée dans une lutte à mort ; ainsi, à cette époque, même un parti scissionniste comme l'ultra-gauchiste Parti communiste ouvrier allemand put avoir un statut de membre associé de l'Internationale, malgré les protestations légitimes du Parti communiste allemand. Dans le Komintern stalinien, les ordres remplacent la discussion, la mise au pas la conviction, la dénonciation calomnieuse la discipline politique, et la balle dans la nuque conclut la chasse aux hérétiques. Ces changements de méthode correspondent à une modification de contenu social et politique sur laquelle Wolikow est totalement muet.

Ce silence débouche sur de grossières falsifications : dès le début des années 1930, Staline lance une chasse aux trotskystes — réels ou, souvent, supposés —, qualifiés à partir de 1937 de simples bandits, agents des services de renseignements étrangers, saboteurs et assassins juste bons pour le peloton d'exécution ou la mitrailleuse (tous les trotskystes déportés dans les camps furent exterminés en 1937-1938 et des dizaines de milliers de militants furent indument qualifiés de trotskystes et abattus).

Cette Saint-Barthélemy devient ceci chez Serge Wolikow : *“La critique du trotskysme ne cessa de s'amplifier durant les années 30, au cours desquelles, changeant de caractère, elle fut appliquée à tous ceux qui marquaient un désaccord avec la politique de l'IC. L'imputation de trotskysme discréditait toute position critique qui portait atteinte à une conception du Parti, définitivement dogmatisé dans l'ouvrage de Staline, le Manuel d'histoire du Parti communiste bolchevique”* (p. 78). Qu'en termes galants ces choses-là sont dites ! Comment deviner, sous l'inodore *“critique du trotskysme”*, l'ombre même de la réalité sanglante qui s'y dissimule ?

Pire encore, certaines affirmations portent l'estampille stalinienne sans revêtement modernisé. Ainsi, Serge Wolikow ose-t-il écrire, en évoquant les années 1936-1938 : *“Une terreur de masse s'était abattue sur le Parti et l'Internationale au nom de la défense de l'URSS contre les espions et les saboteurs infiltrés parmi les communistes”* (p. 72). L'auteur n'a pas mis de guillemets à espions et saboteurs infiltrés, il n'a pas fait précéder ces mots de “prétendus”, il n'émet ainsi aucune réserve sur l'accusation qui les présente comme espions et saboteurs... Donc, Staline ne les a pas inventés ni fabriqués pour organiser l'épuration massive de tous ceux qui, ne fût-ce que par leur nom, restaient liés au passé révolutionnaire. Il a nettoyé l'émigration politique communiste d'agents de l'étranger. Qui oserait le lui reprocher ? Comme l'auteur n'utilise pas sa “nouvelle documentation” pour nous donner une liste exacte de ces “espions” et “saboteurs”, sous la plume de Wolikow, le soupçon s'étend sur tous. On peut l'en remercier de leur part posthume.

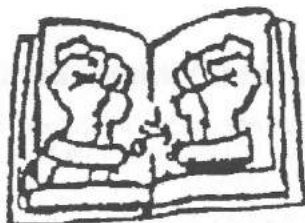
Pourquoi la présentation d'un pareil volume a-t-elle été confiée à un tel “spécialiste” ? Il fut un temps, dans les années 1950, où les *Que sais-je ?* sur l'URSS et les démocraties populaires étaient systématiquement confiés à des “historiens”(-géographes) du PCF (Jean Bruhat, Pierre Georges, Emile Tersen et quelques autres), tous enfouis aujourd'hui dans un oubli sans fond, où ils ont rejoint Jean Gacon et Jean Bouvier, attachés à démontrer, des années durant, qu'il n'y avait aucun protocole secret additionnel au pacte germano-soviétique de 1939 prévoyant entre autres le partage de la Pologne, que tous les bruits à ce propos n'étaient que vile propagande bourgeoise...

Serge Wolikow est sans doute l'un des derniers représentants de cette “école” aménagée pour répondre aux exigences du temps présent. Il n'en est que plus dommage que ce dictionnaire du Komintern s'ouvre (ou presque) sur sa présentation.

J.-J. M.

Les archives du CERMTRI

**(Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux)**



C.E.R.M.T.R.I.

**Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux**

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. : 01.44.83.00.00.
Ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 13 h 30 à 18 heures.

Les Cahiers du CERMTRI Cent numéros à votre disposition (troisième partie)

Inventaires

Toute une série de *Cahiers* sont une bibliographie des documents classés et consultables au CERMTRI. Il s'agit d'inventaires des archives susceptibles d'aider les chercheurs, que nous avons classés par thème.

IV^e Internationale (secrétariat international)

N° 12 "*Bibliographie des documents du secrétariat de la IV^e Internationale - 1946*" : il s'agit essentiellement de documents internes, notamment ceux préparatoires à la conférence internationale d'avril 1946.

N° 18 "*Bibliographie des bulletins intérieurs du secrétariat de la IV^e Internationale (1947- 1951)*"

N° 19 "*Catalogue des documents divers du SI de la IV^e Internationale (1947- 1951)*" : lettres, circulaires, textes divers.

Les documents répertoriés dans ces deux *Cahiers* recouvrent une période cruciale de l'histoire de la IV^e Internationale, puisqu'ils vont de la préparation du II^e Congrès mondial de 1948 au mûrissement d'une crise qui va se révéler après le III^e Congrès de 1951.

N° 36 "*Documents du secrétariat européen de la IV^e Internationale (1944-1946)*" : il s'agit d'une sélection de textes qui ont été publiés dans les numéros de la revue *Quatrième Internationale* entre 1944 et 1946.

PCI (section française de la IV^e Internationale)

N° 15 "*Bibliographie des documents du PCI (section française de la IV^e Internationale, 1944-1945)*" : ce *Cahier* concerne toute l'activité du PCI au moment où la vague révolutionnaire a déferlé après Stalingrad : tracts, vie interne, résolutions, etc.

N° 25 "*Bibliographie des textes, bulletins intérieurs, tracts et appels du Parti communiste internationaliste (PCI), section française de la IV^e Internationale - 1946*"

N° 26 "*Bibliographie des textes, bulletins intérieurs, tracts et appels du Parti communiste internationaliste (PCI), section française de la IV^e Internationale - 1947*"

N° 30 "*Bibliographie des textes, bulletins intérieurs, tracts et appels du Parti communiste internationaliste (PCI), section française de la IV^e Internationale - 1948*"

Ces trois années sont très importantes dans l'histoire du trotskysme en France, qu'il s'agisse de l'intervention dans la classe ouvrière (Renault, Chaussou, Unic, PTT, Livre, Sécurité sociale, etc.) ou qu'il s'agisse de la vie interne du mouvement, de ses crises et départs ("droitiers", RDR, Socialisme ou barbarie).

N° 39 "*Inventaire des documents du PCI (section française de la IV^e Internationale) 1949*"

Textes divers, bulletins intérieurs, résolutions, notes politiques, etc. C'est la période de la "guerre froide" et de la crise yougoslave. Le PCI, très affaibli après le départ des droitiers, continue de défendre sa politique pour le front unique et la grève générale contre le gaullisme, contre le stalinisme.

N° 42 "*Inventaire des documents du PCI (section française de la IV^e Internationale) 1950-1951*"

Textes divers, bulletins intérieurs, résolutions dans la période qui précède la scission de 1952.

Union communiste

N° 17 "*Inventaire des documents de l'Union communiste (1940-1946)*"

Documents du groupe qui, sous la direction de David Korner (dit Barta), rompt en 1939 avec les trotskystes "officiels" et va, durant la guerre, critiquer les positions qu'il estime nationalistes des "comités français de la IV^e Internationale (POI)".

Inventaires d'archives diverses

N° 16 "*Catalogue du fonds Louis et Gabrielle Bouet (1903-1922)* : ces archives illustrent l'histoire du syndicalisme enseignant et sa liaison avec le mouvement ouvrier. Ces archives ont été transférées en 1980 à l'Institut français d'histoire sociale.

N° 52 "*Inventaire des documents sur les organisations révolutionnaires françaises, 1926-1939*" : une mise à jour des *Cahiers du CERMTRI*, n°s 3 et 4, des documents de différentes organisations révolutionnaires en France entre les deux guerres, trotskystes ou non.

N° 62 "*Inventaire des brochures en dépôt au CERMTRI*" : ce *Cahier* donne un aperçu des brochures mise en consultation et émanant des différentes tendances politiques ou syndicales du mouvement ouvrier international. Le recensement et la mise sur informatique des brochures est en cours.

Journaux et revues

N° 20 "*Inventaire des documents et revues révolutionnaires (Europe moins France)*"

N° 21 "*Inventaire des documents et revues révolutionnaires (France)*"

N° 22 "*Inventaire des documents et revues révolutionnaires (Amérique)*"

N° 23 "*Inventaire des documents et revues révolutionnaires (Afrique, Asie, Océanie)*"

Il s'agit du fonds que le CERMTRI possédait début 1981, et qui, bien sûr, a été très largement complété depuis, y compris par des journaux datant des périodes précédant cette année. Ces catalogues concernent tous les courants du mouvement ouvrier, les journaux ou revues classés par pays et, dans chaque pays, par ordre alphabétique, avec leur date de parution et leur numéro.

N° 24 "*Sommaire et table analytique des numéros de La Vérité (1958-1980)*"

La Vérité, revue qui fait suite au journal du même nom, hebdomadaire du Parti communiste internationaliste, commence avec le n° 513, de novembre 1958. Le présent *Cahier* se termine avec le n° 593, d'octobre 1980.

N° 31 "*Sommaire des numéros de la revue littéraire Les Humbles (1918-1939)*"

Bien que le CERMTRI ne possède pas une collection complète de cette revue, le fonds est suffisamment étoffé pour permettre d'étudier le combat courageux mené par les rédacteurs de cette revue contre le militarisme et le stalinisme.

N° 34 "*Sommaire des numéros du Bulletin communiste (1920-1924)*"

Quelques lacunes dans la collection détenue par le CERMTRI, mais suffisamment riche pour retrouver une multitudes d'articles de militants et de dirigeants de tous les pays, qui traitent des problèmes de la révolution et de la construction des partis communistes. Rappelons que cette revue était dirigée par Boris Souvarine, qui, à ce moment, représentait la tendance gauche du PCF, la plus proche de l'IC.

N° 46 "*Sommaire des numéros de la revue La Révolution prolétarienne (1925-1939)*"

Cette revue, dont le premier numéro date de janvier 1925, est créée par Pierre Monatte, Alfred Rosmer, Robert Louzon, Maurice Chambelland, qui avaient quitté ou avaient été exclus du PCF. D'abord "*Revue syndicaliste communiste*", elle devient ensuite "*Revue syndicaliste révolutionnaire*". Le CERMTRI possède une collection complète, depuis sa création jusqu'à aujourd'hui.

N° 77 "*Catalogue des numéros de Correspondance internationale-La Vérité et Tribune Internationale-La Vérité (1980-1994) (I)*"

Ce *Cahier* donne numéro par numéro le titre de chaque article paru dans la période citée.

N° 92 "*Catalogue des numéros de Correspondance internationale-La Vérité et Tribune Internationale-La Vérité (1980-1994) (II)*"

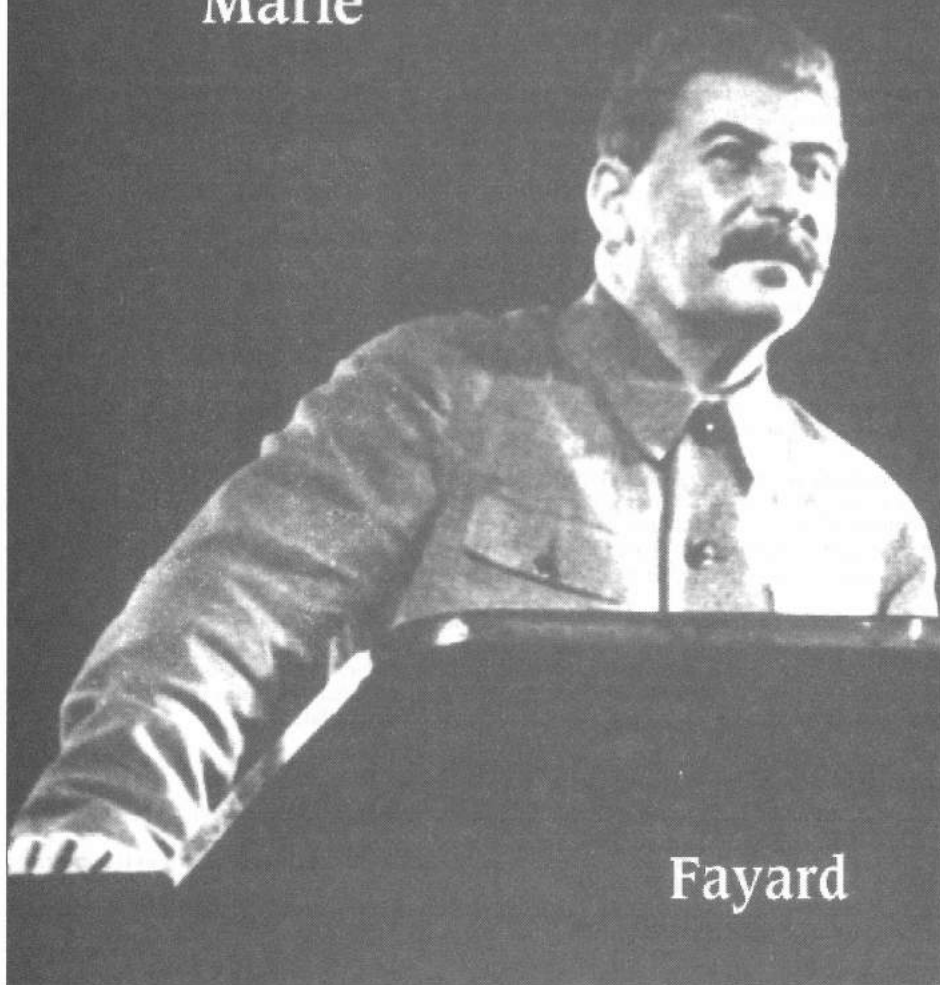
Ce *Cahier*, couplé avec "*Témoignages sur la Russie soviétique - Moscou (1920)*", donne la suite de l'inventaire du *Cahier du CERMTRI*, n° 77.

Notre fonds d'archives a été constitué à partir de dons faits par des militants de diverses organisations et de toutes tendances.

Participez à la défense de la mémoire collective du mouvement ouvrier en confiant vos archives au CERMTRI, qui s'engage à les mettre à la disposition des chercheurs et des militants de toutes tendances.

STALINE

Jean-Jacques
Marie



Fayard

900 pages, en vente à la SELIO, 196,80 F.

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire n° 78 360